

Michel Chevalier

et ses idées économiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 21 Mai 1929

par

Pierre LABRACHERIE

Président : M. DESCHAMPS, Professeur ;

Suffragants : MM. TRUCHY, Professeur ;

AFTALION, Professeur.

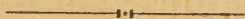
PICART, Éditeur

59, Boulevard Saint-Michel, 59

PARIS

—
1929

Michel Chevalier
et ses idées économiques



Michel Chevalier

et ses idées économiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 21 Mai 1929

par

Pierre LABRACHERIE

Président : M. DESCHAMPS, Professeur ;

Suffragants : MM. TRUCHY, Professeur ;

AFTALION, Professeur.

PICART, Éditeur

59, Boulevard Saint-Michel, 59

PARIS

—
1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS

INTRODUCTION

Le Trait caractéristique des Saints-Simoniens est qu'ils furent en même temps des penseurs et des hommes d'action. S'ils s'attachèrent en effet à répandre le nouvel évangile, ils s'efforcèrent d'y apporter un plus grand souci des réalités.

Saint-Simon n'avait été en somme que l'inspirateur de la doctrine et avait omis d'indiquer les moyens de la réaliser pratiquement. Sans se préoccuper des difficultés il donnait comme base à la société nouvelle : l'industrie et faisait disparaître l'oisiveté en supprimant l'héritage, remettant ainsi en cause le droit de propriété. Là où le Maître avait été un rêveur, ses disciples tout en laissant à la théorie la caractère d'un dogme, s'efforcèrent d'être des constructeurs. Ils dépouillèrent de leur caractère nébuleux les conceptions de leur maître et essayèrent de les adapter aux faits — au mysticisme de Saint-Simon ils mêlèrent des plans constructifs étonnants par leur hardiesse et leurs vues prophétiques sur l'avenir — à l'ordre ancien qui suivant la parole de Saint-Simon était constitué par et pour la guerre, ils prétendaient substituer un ordre nouveau par et pour le travail.

A l'antagonisme universel caractéristique de l'ordre social ancien fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'esclavage, le servage, l'asservissement de la femme à l'homme devait succéder le principe de l'associa-

tion universelle c'est-à-dire l'association de tous les hommes sur la surface entière du globe et dans tous les ordres de leurs relations ; l'antagonisme entre la matière et l'esprit devait également faire place à l'union de l'Eglise et de l'Etat, et chez l'individu à l'union de la chair et de l'esprit.

Or, si toutes les religions qui ont précédé le christianisme ont été matérielles, la religion chrétienne a été spirituelle. — En vertu du principe que tout état organique des sociétés humaines est la conséquence, la représentation d'une conception religieuse, les sociétés antiques dont la religion était essentiellement matérielle ont poussé au plus haut point possible dans l'état des connaissances scientifiques, le perfectionnement de la vie matérielle. Ensuite le christianisme, obéissant à la loi de son propre principe, a ouvert aux hommes une ère nouvelle de perfectionnement moral. Mais l'une et l'autre vue étaient des vues exclusives. Or, disaient les Saint-Simoniens le matériel existe comme le spirituel, la chair peut être condamnée, mais elle n'en existe pas moins et l'heure est venue de la réhabiliter ; ils proclamaient en même temps que l'union de l'Eglise et de l'Etat celle de la chair et de l'esprit.

Il ne s'agissait donc pas de renier le christianisme mais de faire faire un pas de plus au catholicisme. On devait arriver à ce but de rénovation de l'humanité par l'application du principe : à chacun selon sa capacité ; à chaque capacité selon ses œuvres — Bazard et Enfantin se défendaient au surplus de vouloir la communauté des biens et même l'égalité sociale, l'inégalité étant pour eux la condition essentielle de l'ordre social. Ils réclamaient en outre et en vertu du même principe, l'abolition de tous les privilèges de la naissance sans exception, et la suppression de

l'héritage. Tous les instruments de travail, les capitaux, devaient être réunis en un fonds social. Ce fonds social serait mis en œuvre par une grande organisation bancaire et réparti selon la formule « à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres ».

Les chefs, qui devaient être juges des œuvres des autres, se désignaient par eux-mêmes, par leur supériorité reconnue de tous. Tous les hommes s'inclinaient joyeusement et avec amour devant la décision de ces prêtres de l'industrie, comme les fidèles devant les décisions de leurs églises, et c'est là que s'opérait la jonction entre l'élément religieux et économique du Saint-Simonisme.

Ce dernier élément fut essentiellement riche en réalisation. Ce qui rendit en effet féconde la tentative des Saint-Simoniens, ce n'est pas tant le côté philosophique de leurs doctrines que les efforts qu'ils firent pour provoquer l'application de leur maxime, à savoir que l'unique devoir des gouvernants est de chercher à améliorer le sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Ces mystiques étaient des réalisateurs.

Michel Chevalier n'eut garde d'échapper à la règle. Il y avait en effet chez lui, comme tous les Saint-Simoniens, un penseur épris de spéculations en même temps qu'un homme d'affaires. Aussi, n'est-ce pas seulement par des écrits, mais aussi par son action qu'il a creusé un sillon dans l'histoire de son temps. Il participa à la transformation subie en 1860 par la législation commerciale internationale, ainsi qu'à toutes les grandes entreprises tentées par le XIX^e siècle : routes, canaux, chemins de fer, percement de l'Isthme de Suez, canal du Nicaragua, tunnel sous la Manche, exposition internationale, etc...

Tandis que certains auteurs se sont bornés à étudier les premières années de Michel Chevalier, apôtre Saint-Simonien, nous avons tenté de compléter cette étude par l'exposé de la deuxième partie de son existence, au cours de laquelle se révéla en lui un esprit réalisateur que ne laissait pas soupçonner le mysticisme de sa jeunesse.

Néanmoins, un examen complet de l'œuvre si étendue de Michel Chevalier dépasserait les bornes de l'étude que nous avons entreprise. Nous nous sommes donc bornés à exposer les caractéristiques principales, ainsi que les directives de la pensée de cet économiste. A une heure où les hommes de chaque pays s'efforcent de relever les ruines causées par la grande guerre, où de toutes parts des chercheurs tentent d'élaborer des plans de réformes économiques, il nous a paru intéressant d'exposer objectivement quelques-unes des solutions préconisées par Michel Chevalier en face des problèmes auxquels se heurtait sa génération, problèmes qui ressemblent singulièrement à ceux que notre époque s'efforce de résoudre.

PREMIÈRE PARTIE

Le SAINT-SIMONIEN

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES ANNÉES — L'ECOLE POLYTECHNIQUE —
PREMIER CONTACT AVEC LES SAINT-SIMONIENS — ESTIME D'EN-
FANTIN POUR MICHEL CHEVALIER — ROLE DE M. CHEVALIER
PENDANT LA RÉVOLUTION DE JUILLET. SES DÉBUTS DANS LE JOUR-
NALISME « LA MARSEILLAISE ».

Michel Chevalier est né le 13 janvier 1806 à Limoges où son Père était chef de bureau à la Direction des Contributions indirectes. Il fit ses études au Collège de sa ville natale jusqu'à son admission à l'Ecole Polytechnique où il entra en 1823 - Il sortit de l'Ecole en 1825 comme élève ingénieur à l'Ecole d'application du corps des Mines et consacra plusieurs mois à des voyages d'études aux Pyrénées, dans les Alpes, en Belgique et dans l'Allemagne du Rhin. C'est en 1829 qu'il publia son premier ouvrage sur « *les Mines de charbon de Mons et sur les autres Mines qui approvisionnent Paris* ».

Si Michel Chevalier, au moment de son entrée à l'Ecole, suivait les cours avec tout le zèle d'un néophyte, il n'a-

vait point échappé aux préoccupations qui tourmentaient ses condisciples - Las des continuelles négations des philosophes, atteints du mal du siècle, fatigués de l'inaction, désireux de croire en quelque chose, les jeunes gens se pressaient autour des multiples foyers d'études qui se créaient de toutes parts.

Royer Collard, V. Cousin, Pierre Leroux, Jouffroy, A. Comte, Fourier apportaient chacun leurs solutions et leurs remèdes, mais l'éloquence un peu sèche de ces maîtres ne suffisait pas à résoudre les questions que l'on se posait sur Dieu et l'Humanité. On cherchait surtout à fonder une nouvelle religion. C'était là la grande préoccupation des esprits. Un jeune poète, raconte Jules Simon (1) rencontrant Sainte Beuve dans un bal, l'aborda avec solennité et dit en lui serrant la main à le faire crier « Croyez-vous à la Divinité de Jésus-Christ ? » Ces problèmes, la génération nouvelle n'en trouvait pas non plus la solution dans la Franc-Maçonnerie et le Carbonarisme qui étaient surtout des organisations politiques. — Pour répondre aux besoins des esprits soucieux de disciplines neuves, des sectes se créaient de toute part : « *La nouvelle Jérusalem* » fondée par Emmanuel Swedenborg, professée par le Baron Portal, Conseiller à la Cour de Cassation, « *le Phalanstère* » de Fourier, « *Les Templiers* », organisés par Fabré-Palaprat. — Elles n'eurent qu'un succès éphémère et les faveurs de la jeunesse allèrent à la Secte Saint-Simoniennne qui semblait lui apporter de nouvelles raisons de vivre. — En face des hommes politiques et des philosophes incapables de ressusciter les vieilles croyances ou d'en fonder de nouvelles, les disciples de Saint-Simon jetaient en effet les bases d'un monde nouveau et, répétant les paroles qu'ils avaient re-

(1) Jules Simon. — *Notices et Portraits*.

cueilli des lèvres de leur maître expirant, s'écriaient : « Nous sommes les hommes de l'avenir, car au milieu de l'incertitude, de l'anxiété, de la confusion générale, quand les hommes de toutes les nuances vivent au jour le jour, nous sommes les seuls qui ne sentons pas trembler le sol sous nos pas, qui marchons d'un pas ferme à un but déterminé », (1) Opposant leur certitude à la stérilité des re-constructeurs et à l'impuissance des révolutionnaires, ils ne pouvaient qu'entraîner irrésistiblement les esprits désireux de réorganiser, d'édifier sur le terrain même qu'avaient conquis 40 années de révolutions et de luttes Européennes.

Cependant Enfantin, qui lui-même sortait de l'Ecole Polytechnique, avait compris que cette école offrait un merveilleux terrain de propagande aux idées saint simoniennes. Si, par son caractère mystique, la nouvelle religion avait de quoi satisfaire l'esprit tourmenté de la jeunesse romantique, elle devait séduire particulièrement les polytechniciens puisqu'elle s'orientait vers un idéal de civilisation industrielle où les ingénieurs seraient rois.

Dès lors, tous les efforts d'Enfantin tendirent à convertir la plupart de ses anciens condisciples « Il faut » écrivait-il, « que l'Ecole Polytechnique soit le canal par lequel nos idées se répandent dans la société ; c'est ce lait que nous avons sucé à notre chère école qui doit nourrir la génération à venir. »

Au cours de ses voyages il avait rencontré plusieurs polytechniciens. En Russie il s'était lié avec les ingénieurs

(1) Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin. — 3^e vol. page 14.

Raucourt, Lamé, Clapeyron et avait organisé avec eux des réunions hebdomadaires.

De retour à Paris, il engagea une correspondance avec quelques camarades de l'Ecole et en particulier avec Drut et Lecamus qu'il entreprit d'endoctriner. — Ceux-ci semblaient hésitants mais à Paris des conversions importantes avaient été opérées, entre autres celles des ingénieurs des mines Transon, Cazeaux, Bineau, etc...

Il organisa le vendredi soir, dans son appartement de la rue des Jeuneurs, des soirées auxquelles il convia tous les polytechniciens habitant Paris : Duhamel, Mellet, Léon Talabot, ses camarades de promotion y vinrent.

Michel Chevalier fut amené par Armand Carrel en même temps que Transon et Cazeaux, qui habitaient la même maison qu'Enfantin, et désiraient lui être présentés. La doctrine leur plut par la régularité géométrique qu'elle imprimait à l'histoire mais, après la leçon du 1^{er} juillet 1829 où Bazard s'écria que l'humanité avait besoin d'un devoir religieux, ils s'en écartèrent. Ils adhérèrent néanmoins, plus tard à la secte et y constituèrent le 1^{er} noyau des Polytechniciens (1).

Les premiers adhérents amenèrent des amis. Bientôt la salle devint trop petite — On prit deux autres salles rue de Taranne et rue de Vivienne — Les réunions privées se tenaient le mardi, le jeudi et le samedi dans les salons de l'Hôtel de Gèvres.

La séance se passait en causeries, en lectures, en discussions. — On agitait les graves problèmes sociaux posés par l'heure. Michel devint vite un assidu de ces séances.

(1) G. Weill (*L'Ecole Saint-Simonienne*.)

La distinction de sa personne, sa parole élégante et facile, ses improvisations brillantes, la noblesse de son caractère, sa fougue de jeune apôtre le firent passer rapidement au 1^{er} rang des disciples et lui conquièrent l'estime d'Enfantin, qui ne cessa de lui prodiguer les plus grandes marques de confiance. Ce fut Michel Chevalier qui fut désigné, en même temps que Bazard, pour se rendre auprès de Lafayette, après la victoire du peuple, lors des journées de Juillet.

Les Saint Simoniens, en effet, qui professaient une morale d'amour et de paix ne s'étaient pas mêlées aux luttes fratricides de la rue mais le père aurait désiré voir convoquer une assemblée constituante. Le pouvoir aurait été, dans l'intervalle donné à Lafayette. Les Saint Simoniens auraient mis cette période à profit pour répandre leurs idées dans le peuple. Michel et Bazard tentèrent d'intéresser Lafayette à ces projets. Le Général les accueillit courtoisement mais ne fut pas convaincu. (1).

Cet échec ne découragea pas Chevalier qui continuait sa marche vers les honneurs Saint Simoniens.

Enfantin devant le succès de la doctrine et le nombre croissant des adhésions avait décidé de hiérarchiser les disciples. La nouvelle hiérarchie de la famille avait été proclamée fin décembre 1829. L'Ecole devait être désormais divisée en trois collèges (2).

Les membres du Collège du 1^{er} degré prirent le titre de fonctionnaires. Ceux du 2^e degré, celui d'aspirants. Le 3^e degré était constitué par les « Visiteurs ». Les membres

(1) Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin, T. I.

(2) Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin, T. II, p. 111.

d'un même collège se donnaient le nom de frères et désignaient celui de « pères » à ceux des membres qui faisaient partie du Collège supérieur.

Michel eut tôt fait de conquérir les 1^{er} grades dans la hiérarchie. Le 24 décembre 1830 eut lieu une réunion générale des divers congrès de l'enseignement dans la salle de la rue Monsigny. Infantin y prononça une allocution : « Nous avons, dit-il, appelé au Collège nos deux chers fils Jules Lechevalier et Carnot. Aujourd'hui nous vous témoignons encore notre amour, à vous surtout nos fils du 2^e degré, en élevant au-dessus de vous un de nos fils qui est digne de se rapprocher de nous ; Michel, viens prendre ta place auprès de nos Enfants les plus chers ; ils sont devenus tes frères et tous leurs fils sont ainsi les tiens. »

Infantin songea bientôt à utiliser le talent du nouveau « père » pour lui faire défendre les idées Saint-Simonniennes. Michel fit ses débuts de *journaliste* dans le « Producteur » et « l'Organisateur ». Il publia dans « l'Organisateur » du 11 septembre 1830 un article sur « La Marseillaise » qui, disait-il, devait faire placer à un hymne de fraternité. Il y exposait pour la première fois ses idées d'amour universel, sa haine de la guerre et son désir d'union entre les peuples ;

« Cet hymne de sang » disait-il en parlant de « La Marseillaise », ces imprécations atroces, témoignent, non du danger de la patrie, mais de l'impuissance de la poésie libérale, poésie sans inspiration hors de la guerre de la lutte ou de la plainte ; qui se complait à l'ombre des cyprès et des saules pleureurs au milieu des tombeaux, dans le silence de la solitude ; qui s'enivre à contempler les batailles sanglantes, qui s'arrête au spectacle des fléaux, des

tortures et du désespoir, poésie vivant de colère de haine et d'égoïsme, pour qui l'amour social et les affections générales sont un poison mortel ; qui sait également écraser à coups de canon, brûler à petit feu et tuer à coups d'épingles mais qui n'a point emporté du ciel ce feu divin qui vivifie.

« O peuple », ajoute-t-il en terminant, « chante cependant la Marseillaise puisque tes poètes restent muets et qu'ils ne savent que réciter une pâle copie de l'hymne de tes pères, chante ! l'harmonie de tes accents prolongera quelque temps encore l'allégresse dont le triomphe avait empli ton âme ; les jours de bonheur sont pour toi si rares et si courts — chante ! le bruit inoffensif de ta voix suffira pour faire rentrer sous terre ces rhéteurs si lâches au moment du danger, si arrogants après la victoire qui'ils n'ont point remportée ; qui se sont fait un piédestal des cadavres des tiens et qui essaient insolemment d'enlever de ta tête le laurier, seule récompense de tes efforts. » (1)

Cet hymne vibrant à la concorde ne fut guère écouté ; après la révolution de 1870 les groupes libéraux de Guizot de Lafayette, de Casimir Perrier, de Cavaignac se combattaient. Au-dessous d'eux les classes ouvrières s'agitaient, les émeutes étaient proches. — C'est alors qu'Enfantin fit écrire par Chevalier un article dans « l'organisateur » du 25 septembre 1830 sur les émeutes. — Il y accusait les « délibérants du grand conseil législatif de se renfermer dans la métaphysique libérale alors que le peuple réclamait la « pratique et l'application » (1).

(1) « *L'Organisateur* », 11 septembre 1830.

(1) 2 ans après en 1832 M. Chevalier était proclamé lieutenant d'Enfantin au cours d'une séance inoubliable. Talabot s'écria : Michel tu

CHAPITRE II

ENFANTIN RAPPELLE MICHEL CHEVALIER. — PROGRAMME DU JOURNAL ATTAQUE CONTRE « LE GLOBE ». — CAMPAGNES DU « GLOBE ».

Le succès de la doctrine Saint-Simonnienne allait grandissant ; la 1^{er} salle où se faisaient les prédications, étant devenue trop petite, on en fonda une dans chaque arrondissement ; on créa des sections et des églises départementales en province. — Les enseignements hebdomadaires devinrent quotidiens. — Certains jours de la semaine en comptaient plusieurs — Michel Chevalier devint avec Jean Reynaud un des orateurs de la rue Taitbout « Pendant que J. Reynaud parlait de philosophie, que Lambert abordait les grandes questions scientifiques Michel retraçait les grandes époques historiques, marquait le rôle des inventeurs et des conquérants organisateurs, célébrait les siècles de progrès et annonçait l'éclosion d'une époque pleine de magnificence (2).

n'es plus mon frère, et il y a longtemps que tu ne l'étais plus. Je ne l'avais pas bien senti, maintenant je le sens et je te le dis avec amour. Je le dis devant tous afin que tous soient édifiés par mon exemple que tous apprennent à aimer Michel comme il doit être aimé car il est notre père à tous.

Un ouvrier s'écria : Oui, j'aime à dire ici que le père Michel est très bon et que je l'aime autant que ma femme et mes enfants. » et Michel Chevalier lui ouvrant ses bras lui répondit. — Viens m'embrasser prolétaire ! — (Charléty. *Histoire du Saint-Simonisme*).

(2) Hyp. Carnot. *Mémoires sur le Saint-Simonisme*.

A ces conférences se pressait une foule considérable. Les auditeurs, pris parmi toutes les classes de la Société, faisaient queue dans la rue pour écouter la parole Saint-Simonienne. Des conversions avaient lieu tous les jours.

La joie d'Enfantin ne connut plus de bornes. — Pour donner une vigueur nouvelle à la doctrine, il décida de réaliser un projet qu'il murissait depuis longtemps : doter la secte d'un journal qui reprendrait les campagnes du « Producteur », fondé après la mort de Saint-Simon par ses disciples et qui était disparu en 1826. L'organe qui devait devenir le porte-parole des Saint-Simoniens fut « *Le Globe* ». Depuis la révolution de juillet ce journal tournait au Saint-Simonisme. Enfantin se décida à l'acquérir. Le fondateur Pierre Leroux eut d'abord avec Enfantin et Bazard des négociations financières puis le 18 juillet 1831 *le Globe* prit comme sous-titre « Journal de la doctrine de Saint-Simon » et devint un journal de polémique et de doctrine.

Pour présider aux destinées du *Globe*, Enfantin pensa tout de suite à l'apôtre enthousiaste, à Michel Chevalier, qui déjà avait donné la mesure de son talent dans ses articles fougueux de l'« organisateur ».

Chevalier était à Limoges pour rétablir sa santé. Enfantin le rappela pour lui confier la direction du Journal : « A nous Michel », écrivait le père, vieux Voltairien arrive, tu vas avoir à faire. Saint-Simon te dit par ma bouche qu'à l'exploitation de l'homme par l'homme doit succéder l'exploitation du globe. Je te le donne, il est à nous. Leroux a suivi son Collègue Lherminier : Sainte Beuve un peu plus lent se joint pourtant à eux ; ta chambre est prête au 3^e. Tu logeras avec tes frères. Lherminier et Leroux

sous l'aile de votre père Margerin et tu vas nous tailler des croupières à tous ces bourgeois en moustaches, à tous ces tribuns en jabot, à tous ces pairs en manchettes. »

Il ajoutait :

« A nous Michel, nous t'avions fait faire un saut trop rude ; pauvre garçon, toi nourri du fiel de la critique, nous t'avions mis de suite au lait et au miel ; toi qui a appris la bible dans le dictionnaire philosophique, nous t'avions fait chanter Moïse et les prophètes et tu as bien chanté, parce que tu es de la pâte dont sont pétris les prophètes ; mais tu es fatigué, il te faut du repos, il te faut encore quelques vieilles perruques à décoiffer quelques cuistres à fustiger, quelques pédants à renvoyer à l'Ecole, arrive, arrive, tu pourras remplir 12 colonnes in-folio par jour, »

Michel Chevalier se hâta de répondre à l'invite d'Enfantin.

« Appelé », racontera-t-il plus tard (1), « par le Chef de l'Ecole Saint-Simonienne, par celui qu'avec bonheur je nomme mon père, à prendre part à la rédaction du « *Globe* », je n'hésitai pas pendant 5 minutes ; ceci est à la lettre.

« Je renonçai à une place honorable acquise par plus de six années d'études et de pénibles travaux (de 1823, époque de mon entrée à l'Ecole Polytechnique à 1830) je quittai une carrière où mon début m'assurait un bel avenir et je me rendis à Paris ». (2)

De son côté Transon avait écrit à Reynaud de revenir ; leur ancien condisciple Fournel quitta également Le

(1) Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin. Troisième volume, p. 56.

(2) Procès en cours d'assises 1832, p. 146.

Creusot pour s'occuper du journal. Lherminier, Leroux et Sainte-Beuve devaient préparer pendant ce temps, la transition pour ne pas effaroucher le public.

Dès que Michel eut pris la direction du journal celui-ci devint l'organe officiel de la secte. — Il voulait propager la foi Saint-Simoniennne, étudier l'organisation industrielle et scientifique et dresser le plan futur de cette organisation. Les nouveaux rédacteurs, Duveyrier, Delaporte, Clavel poussèrent jusqu'aux plus extrêmes limites la morale du Père. Ils proclamèrent le but du « *Globe* » : achever de détruire l'ancien régime, c'est-à-dire le droit accordé à chaque homme de vivre des secours de son semblable, l'exploitation de l'homme par l'homme. Le journal commentait chaque jour les devises Saint-Simoniennes : « A chacun selon sa capacité — à chaque capacité selon ses œuvres. — Les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. »

Durant le mois de juillet 1831 *le Globe* publia une série d'articles sur la presse périodique. C'était l'œuvre de Chevalier, inspirée par Bazard et Enfantin qui disait-il, la fécondaient. Ce travail se terminait par le programme du journal et par l'indication nomination de ses rédacteurs. « Il n'y avait » disaient-ils, « dans *le Globe* », ni entraves, ni habitudes de dénigrement, ni d'anarchie. Le journal était placé sous la direction de deux membres du Collège Saint-Simonien. L'un et l'autre sont en communication journalière avec leurs frères — l'un et l'autre sont admis tous les jours à travailler avec les chefs suprêmes. »

Le programme se terminait ainsi : « Il n'y a parmi nous aucune de ces célébrités littéraires, compromises par

leurs antécédents. Nous sommes tous des hommes nouveaux, il y a quelques mois voués à d'importants travaux de l'industrie et de la science ou exerçant des fonctions publiques et aujourd'hui, consacrant toutes nos facultés, toutes nos ressources de toute nature à la propagation de la foi que Saint-Simon nous a laissés.

« Tous sortant de cette classe d'hommes qu'on appelle et qui en dehors de nous s'appellent avec complaisance, hommes positifs, nous sommes venus nous appliquer à répandre ces doctrines que des esprits légers taxent de rêveries, où nous avons trouvé satisfaction à nos vives sympathies d'ordre et d'affranchissement et dans lesquelles nous sommes sûrs que par nos efforts joints à ceux de toute la famille Saint-Simonienne, la société reconnaîtra que bientôt réside son avenir. »

Le « *Globe* » annonçait enfin que « Les Chefs suprêmes de la religion Saint-Simonienne avaient donné la direction du *Globe* à leurs deux fils Michel Chevalier et Pierre Cazeaux. Faisaient partie de la rédaction, Laurent Transon, Charton et Baud. Pendant 18 mois ce fût Michel Chevalier qui, en fait assumait à peu près tout seul la direction du « *Globe* ». L'éclat de son style, sa verve, l'audace de ses vues sur l'avenir, furent beaucoup dans le succès du journal. *Le Globe* qui tirait au début à 2.500 exemplaires, ce qui représentait un budget de 120.000 francs, et avait 500 abonnés, connut un tel essor, qu'il finit par être distribué gratuitement.

Cet effort fut d'autant plus méritoire que le journal avait sans cesse à surmonter les pires difficultés financières. « Pendant un an », déclarait Michel Chevalier « malgré les difficultés sans nombre qui ont entouré les premiers

pas du Saint-Simonisme, malgré l'incertitude de nos ressources financières, incertitude qui a été telle, il y a quelques mois en août, septembre, octobre, que nous avons souvent imprimé « *le Globe* », le soir, sans savoir comment le lendemain nous paierions les frais de poste, que nous nous sommes quelquefois levés de table le soir sans savoir positivement si le lendemain nous aurions du crédit chez le boulanger ; pendant un an ma foi dans l'avenir du Saint-Simonisme et dans les hommes qui ont été mes chefs n'a pas un instant chancelé : mon ardeur ne s'est pas un instant ralentie (1). » Il ne fallait pas faire face seulement aux difficultés d'organisation. Il fallait aussi tenir tête aux adversaires. — Le « *Globe* » dès sa parution, fut en but aux railleries et aux critiques de nombreux journaux. Michel Chevalier au reste répondait avec sa fougue habituelle et rendait coups pour coups. Le « *Globe* » ayant taxé de déloyauté un article injurieux non signé publié par « *Le Figaro* », ce dernier répondit par une nouvelle attaque.

« *Le Globe* nous a accusés de lui adresser des injures anonymes. D'abord l'absence de noms dans le bas de nos articles ne constitue pas plus un profond secret que la signature dont « *Le Globe* » a revêtu sa plainte collective. Ensuite les rédacteurs *du Globe* savent qu'ils trouveront toujours ici, les noms individuellement responsables qu'il leur plaira de venir chercher. En attendant nous nous engageons à formuler contre le Saint-Simonisme des allégations sérieuses. Se moquer de la religion d'hier nous avait semblé jusqu'ici la plus charitable des attaques. Nous allons passer des dieux qui sont ingrats, aux apôtres qui

(1) Procès en cours d'assises, p. 146.

seraient cupides ; du Simonisme à la Simonie » (1). Michel Chevalier répondit par lettre adressée à M. de La Touche, rédacteur en chef du *Figaro*. Avec une réelle dignité, il s'élevait contre les accusations anonymes par la voie de la presse. Il parle des difficultés rencontrées par le *Globe*, des obstacles qui se sont dressés sur sa route mais qui n'ont pas un instant découragé les rédacteurs du journal. « Voilà qui je suis, Monsieur, voilà ce que nous sommes tous, voilà ce que nous ont appris à être par leurs exemples et par leurs leçons les hommes qui ont gouverné et gouvernent la Société saint-simonienne. — Parmi les nombreuses célébrités du jour, aussi bien littéraires que politiques, il y en a fort peu dont la force morale, le désintéressement et l'activité eussent résisté à cette dure épreuve. — Il n'en faut pas davantage pour m'autoriser à me constituer vis à vis d'elles, en position du juge et à les moraliser lorsque je les vois manquer à ce qu'elles doivent à la Société et à elles-mêmes. »

« Jusqu'ici » disait-il en terminant, « vous avez eu de l'esprit à la façon du prolétaire éloquent de l'ancien régime condamné par le hasard de la naissance à n'être qu'un instrument de plaisirs de son maître ; ayez en désormais comme le prolétaire de 1830 qui veut s'affranchir de cet avillissant patronage et qui par sa moralité, s'est rendu digne de l'émancipation » (2).

Mais une attaque plus sérieuse devait se produire. Elle émanait cette fois non pas d'un polémiste, mais d'un philosophe célèbre : Auguste Comte. Le vieux maître protes-

(1) Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin, V^e volume, p. 97.

(2) Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin.

ta avec hauteur contre un article du « *Globe* » du 3 janvier 1832, ajoutant qu'il n'avait jamais fait partie de la secte dont il réprouvait du reste, les théories religieuses qu'il considérait comme particulièrement rétrogrades... Il ne devait, disait-il, rien à Saint-Simon ; ses disciples au contraire lui devaient beaucoup. — La lettre était sarcastique dédaigneuse pour Michel Chevalier qu'Auguste Comte affectait de morigéner comme un enfant.

« Nous savons », répondit M. Chevalier, que vous êtes avec nous fier d'un même père, que vous êtes un de ceux que notre père a le plus chéri, et nous espérons bien que le lien de la commune génération, par laquelle nous sommes rattachés à vous en Saint-Simon, se resserrant un jour, sera la cause déterminante d'un intime rapprochement entre vous et nous. » (1).

Les obstacles rencontrés sur sa route n'empêchaient cependant point « *le Globe* » de suivre pas à pas le programme de rénovation qu'il s'était tracé. Faisant des tours de force pour équilibrer son budget, ne désarmant pas devant les attaques, Michel Chevalier inaugure toute une série de campagnes dont les principales sont celles en faveur du développement des voies de communication, des Travaux Publics, de la politique Européenne et des questions financières. Il adjure le Gouvernement de prendre l'initiative des Grands Travaux Publics et d'établir des voies de communication.

LE SYSTÈME DE LA MÉDITERRANÉE

Dans les numéros des 20, 31 janvier et 12 février 1832, Michel Chevalier dresse un plan de réorganisation des

(1) *Le Globe*, janvier 1832.

voies de communication connu sous le titre de « Système de la Méditerranée. »

Dans le numéro du 20 janvier 1832, il montre comment par le développement de l'industrie et du crédit, on arrive à la suppression des guerres. Une guerre en effet ferait disparaître le crédit or. « Supprimer le crédit et il n'y a plus que ruines et misères pour cette immense armée d'industriels qui, depuis 50 ans est sortie de terre pour la féconder et l'embellir ». Qui détient ce crédit en Europe sinon les banquiers qui en arrivent à traiter d'égal à égal avec le Gouvernement. Du jour où ils auront la puissance politique, toute chance de guerre s'évanouira.

Les articles des 31 janvier et 5 février 1832 ont pour but de démontrer qu'il est impossible de fonder un ordre européen sur la guerre et que la paix définitive naîtra de la réconciliation et de l'association de l'Orient et de l'Occident. La Méditerranée, déclare M. Chevalier dans son article célèbre du 12 février 1832, doit devenir le centre d'un système politique qui ralliera tous les peuples de l'ancien continent et leur permettra d'harmoniser leurs rapports entre eux et avec le nouveau monde. — C'est alors qu'est exposé un plan grandiose de mise en valeur du globe par le développement des voies de communication.

M. Chevalier reproche aux ingénieurs qui se sont occupés des voies de communication de ne s'être occupé que de la question technique et de ne pas avoir compris que le développement de celles-ci était destiné à transformer complètement les conditions de la vie humaine.

« Quand il sera possible de métamorphoser Rouen et le Havre en faubourgs de Paris, quand il sera aisé d'aller non pas un à un, deux à deux, mais en nombreuses cara-

vanes de Paris à Pétersbourg en moitié moins de temps que la masse des voyageurs n'en met habituellement à franchir l'intervalle de Paris à Marseille ; quand un voyageur parti du Havre de grand matin, pourra venir déjeuner à Paris, dîner à Lyon et rejoindre le soir même à Toulon le bateau à vapeur d'Alger ou d'Alexandrie ; quand Vienne et Berlin seront plus voisins de Paris qu'aujourd'hui Bordeaux et que, relativement à Paris, Constantinople sera tout au plus à la distance actuelle de Brest, de ce jour, un immense changement sera survenu dans la constitution du monde, de ce jour ce qui est maintenant une vaste nation sera devenue une province de moyenne taille » (1).

Pour réaliser cela, on construira au fond de chaque golfe méditerranéen, un grand port d'où partira un chemin de fer.

De Barcelone une ligne ira vers Madrid et Lisbonne, unissant le Portugal à l'Espagne. Un autre chemin de fer partirait de Cadix pour rejoindre Madrid par Séville et Cordoue.

En France une ligne partirait de Marseille pour aboutir au Havre en passant par Lyon et Paris et unirait ainsi l'Angleterre au Midi.

Une autre irait de Toulouse à Bordeaux, se continuerait sur Paris par Orléans et pénétrerait en Allemagne par Metz. Lyon serait uni à Amsterdam par un chemin de fer qui longerait la Meuse et le Rhin.

En Italie un chemin de fer irait de Venise à Tarente par Florence, Rome et Naples. En Asie on construira un

(1) *Le Globe*, 12 février 1832.

chemin de fer de Scutari à Bagdad ; En Afrique une ligne longera toute la côte méditerranéenne. Pour faire ces travaux qui dureront 12 ans, on emploiera les quinze cent millions que l'Europe dépense annuellement pour ses armées et le Roi décrètera la mobilisation des travailleurs.

Dans une vision prophétique, Michel Chevalier voit les montagnes percées, les déserts franchis, les frontières effacées, l'association des hommes, chère aux Saint-Simoniens, réalisée.

Après avoir préconisé la construction, en Allemagne, d'un chemin de fer allant de Mayence à Belgrade par Ratisbonne et bifurquant d'un côté sur Constantinople de l'autre jusqu'à Riga, il s'écrie :

« Lorsque la grâce de l'Italie, la finesse des Hellènes, et l'élégante aisance des Français débordant incessamment sur l'Allemagne, se marieront avec la sincérité, la conscience et la bonté d'âme des Germains lorsque tout cela subsistera, qui peut dire quelles seront la splendeur et la richesse et la force d'association au sein de la Germanie ? »

Après l'exposition du système de la Méditerranée *le Globe* poursuivit l'exposition de la politique nouvelle et Michel Chevalier continua de dénoncer les plaies sociales. Ces campagnes retentissantes se groupent sous plusieurs chefs : plan d'assainissement de Paris et Travaux Publics, politique industrielle, politique d'association, politique Européenne, politique financière.

POLITIQUE INDUSTRIELLE

« C'est par l'Industrie » déclare Michel Chevalier
« que se fera la paix, car ce qui crée ne peut se concilier

avec ce qui tue » (1). Les sociétés jusqu'à présent ont été organisées en vue de la guerre. Les éducateurs élèvent la jeunesse dans l'admiration des batailles. Le Gouvernement se préoccupe beaucoup plus des intérêts militaires que de ceux de l'industrie. — L'argent afflue lorsqu'il s'agit de faire effectuer le moindre mouvement de troupes mais si une crise industrielle éclate on ne fait rien pour y remédier. On sacrifie tout pour la guerre, rien pour l'Industrie. Cela est d'autant plus contradictoire que le Gouvernement de Louis Philippe a prétendu se consacrer uniquement aux intérêts matériels.

Pour concilier les intérêts nationaux, Chevalier dresse un programme d'action qui laisse subsister une force défensive en face de la possibilité d'une guerre étrangère en même temps qu'une puissance créatrice à l'intérieur.

Il propose, dans le numéro du globe du 8 mars 1832, que les soldats au lieu d'être encasernés, soient employés à des travaux industriels. Il ne s'agit pas de leur faire faire d'ennuyeuses corvées. Au contraire, les travaux seront attrayants et répartis selon les goûts et les capacités de chacun. Le régiment deviendra une école professionnelle et un centre d'apprentissage. Le jour où l'armée sera ainsi transformée en corps industriel, le règne de la paix sera définitivement assuré.

POLITIQUE DE L'ASSOCIATION

Poursuivant l'application dans le domaine de la réalité des idées saint-simoniennes, Michel Chevalier entreprend une campagne, ayant pour but de substituer à la po-

(1) *Globe*, 20 janvier 1832.

litique d'antagonisme ce qu'il appelle la politique d'association.

Jusqu'à présent les deux classes qui se sont le plus opposées l'une et l'autre sont celles des oisifs et des travailleurs.

Comment régler le sort de chacune ? On ne résoudra pas la difficulté en soumettant l'oisif au travailleur. Il faudra au contraire, rechercher quelles indemnités morales intellectuelles ou matérielles pourront être offertes aux oisifs pour qu'ils deviennent travailleurs. C'est dans cet esprit que l'on devra poursuivre la politique d'association qui consiste à reconnaître les intérêts de tous.

Sur le plan politique, l'association universelle est l'organisation d'un système des travaux industriels qui intéressent le globe entier et qui suppose d'une part une œuvre commune à l'univers et d'autre part, une œuvre particulière pour chaque peuple.

L'œuvre générale sera le Système de la Méditerranée dont le plan dressé déjà par Chevalier, sera exécuté par l'armée.

La France, pour sa part, devra développer ses voies de communication et exploiter à fond ses richesses naturelles. Chevalier dresse les grandes lignes des travaux à entreprendre. Il faudra procéder à la construction de canaux et de plusieurs voies de chemins de fer. Une ligne ira du Havre à Marseille par Paris ; une autre de Nantes à Mayence par Paris et Strasbourg ; Bayonne sera relié à Bordeaux ; un chemin de fer ira de Lyon à Gray. Le plan d'exploitation comporte la création d'une système d'irrigation, le dessèchement des marais, l'exploitation des mines de houille de l'Hérault, du Gard, de l'Aveyron, du Puy de

Dôme, de Saône-et-Loire. Cette œuvre sera combinée avec un système de banques et d'écoles professionnelles et une réorganisation de la propriété foncière (1).

On trouvera les capitaux en faisant pour l'industrie les sacrifices que l'on faisait pour les guerres.

PLAN D'ASSAINISSEMENT DE PARIS

Le choléra qui ravagea Paris en 1832 donna l'occasion à Michel Chevalier, de reprendre avec une nouvelles ardeur, ses campagnes en faveur des Travaux Publics. Il consacra plusieurs articles à étudier les moyens de combattre le fléau.

Il reconnaissait que Louis Philippe était resté courageusement à son poste mais lui reprochait de n'avoir rien fait pour prévenir le mal et d'avoir négligé les travaux d'assainissement de la capitale. Pourquoi, s'être contenté d'établir un Lazaret à Calais ? n'ignorait-on pas que ces demeures insalubres sont incapables d'arrêter une épidémie ? Il raille les mémoires qui ont inondé l'Académie des Sciences ainsi que les Salons auxquels les femmes de la Haute Société ont donné le nom d'atelier. Ce qu'il faut c'est assainir Paris. Il adjure le Gouvernement de s'élever au-dessus des partis et de prendre l'initiative des Grands Travaux Publics. Poursuivant une idée qui lui est chère il demande que les travailleurs soient recrutés dans l'armée — 4 camps seraient formés : l'un sur la butte Chaumont, un autre dans la plaine Montrouge, le troisième à Villejuif ; le quatrième à Passy. Ces emplacements se-

(1) *Globe*, 30 mai 1832.

raient le point de départ des 4 grandes voies partant de Paris pour le Havre, Strasbourg, Nantes et Marseille.

On procédera ensuite à la démolition des quartiers antihygiéniques de la Capitale. Il faudra détruire tous les foyers de contagion, prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le retour du fléau.

On devra en premier lieu distribuer largement l'eau aux Parisiens, construire des bains gratuits et des fontaines, doter la ville d'un système général d'égouts.

En deuxième lieu, on percera la rue du Louvre à la Bastille. On aura recours pour cela, non pas à l'expropriation mais à une association des propriétaires à qui l'on montrera l'intérêt qu'ils auraient à l'achèvement de ces travaux.

Les quartiers avoisinant la Seine, et c'est là le troisième point, seront assainis grâce à la démolition des maisons qui composent la Cité. Cette tâche sera facilitée par l'interdiction du stationnement des bateaux sur la rivière. Cette mesure aura pour but d'obliger la population des ports à chercher de nouvelles habitations dans la banlieue. Les exhortations de Chevalier n'étant pas écoutées et le choléra continuant ses ravages, « *le Globe* » publia, sous la signature de son rédacteur en chef un article intitulé : Fin du choléra par un coup d'Etat. Chevalier y déclarait que pour mettre fin au fléau il importait d'agir sur le moral des masses en enlevant à celles-ci la préoccupation du mal et d'exalter l'espérance dans le peuple. Bien plus, devant la carence des Pouvoirs Publics, un seul remède s'offre : un coup d'Etat industriel, qui consistera à changer par ordonnance la loi d'expropriation, de manière à mé-

nager les intérêts des propriétaires tout en réduisant les formalités d'expropriation (1).

POLITIQUE EUROPÉENNE

Poursuivant sa campagne en faveur de l'association universelle, Michel Chevalier se préoccupe également de la politique internationale et dresse un plan de pacification européenne.

L'intervention a toujours joué dans la vie des peuples un rôle primordial. Elle a revêtu dans le passé la forme de la guerre. Celle-ci malgré les horreurs qu'elle entraîne a eu, jadis sa raison d'être et a pu être un instrument de progrès.

Aujourd'hui les peuples interviennent plus que jamais les uns chez les autres. Dans ce développement de l'Association universelle, la France a une voie tout tracée ; elle doit servir de trait d'union moral entre les nations.

C'est que les rapports des peuples entre eux doivent être modifiés profondément. Dorénavant, l'organisation Européenne devra reposer sur l'alliance des trois peuples qui marchent en tête de la civilisation : la France, l'Angleterre et l'Allemagne.

Les Français et les Anglais ont été il est vrai, longtemps ennemis mais tout porte à croire qu'une alliance se nouera entre les deux peuples. Cette union devra être complétée par une alliance avec la Prusse laquelle est destinée à « reconstituer une unité germanique toute pacifique, toute civilisante ». Ces trois nations se compléteront harmonieusement, la France en sera l'élément moral,

(1) *Le Globe*, 13 avril 1832.

l'Angleterre y représentera l'industrie et l'Allemagne la science. Chevalier adjure le roi de France de prendre l'initiative de cette alliance et « *le Globe* » va jusqu'à publier un modèle de lettre que le Chef de l'Etat français adressera au roi d'Angleterre. Elle se termine ainsi : « Mon frère, une tâche immense et glorieuse nous est offerte, acceptons-là ; montrons-nous dignes d'être les chefs des deux premiers peuples de la terre. Remercions la Providence du rôle superbe qu'elle nous a réservé. Il dépend de nous de devenir les pacificateurs de l'Europe et de nous assurer une gloire bien autrement pure, bien autrement durable que celle de tant de conquérants.

« Que par nous donc la paix soit assurée : nous consacrerons ensuite tous nos efforts au développement des intérêts auxquels la paix est profitable et qui doivent à jamais en garantir le maintien » (1).

Pour poursuivre cette œuvre de Paix, la diplomatie devra faciliter l'expansion de la Russie vers l'Orient. Il appartient à l'Empire des Tsars « de faire refluer sur l'Asie la civilisation qu'il reçoit à flots de l'Europe occidentale » et de fonder un nouvel Empire dont Constantinople serait le siège. — Là encore des traditions diplomatiques vont se trouver bouleversées mais si l'on écoutait les diplomates, chaque peuple aurait des intérêts opposés les uns aux autres. — Cela était vrai lorsque l'Europe n'était qu'un champ de bataille, mais aujourd'hui chaque peuple occupe les ter-

(1) « Nous le répétons, ajoute Chevalier, il n'y a de chances de paix que dans une mesure semblable. Il est des esprits auxquels elle paraîtra étrange, qui se récrieront, surtout parce qu'elle viole tous les usages diplomatiques ; à ceux-là nous répondrons que nous faisons peu de cas de la diplomatie. »

ritoires dont il a besoin ; le temps des conquêtes a fait place à celui de l'Association.

Sous l'influence de la politique d'antagonisme on aurait créé tant bien que mal un équilibre Européen au nom duquel on prétend arrêter l'élan de la Russie vers l'Orient alors que sa destinée est là.

Continuant à passer en revue les grandes puissances, Chevalier déclare que l'Autriche occupe dans le concert européen, une place hors de proportion avec ses capacités. Elle doit, dans son intérêt, être replacée au rang des nations subalternes et pourra ainsi consacrer son activité à se guérir de « la lèpre féodale » sous la direction bienveillante des trois grandes puissances.

SYSTÈME FINANCIER

Les campagnes financières du « *Globe* » débutent par une critique des impôts du sel, de la loterie et des boissons. Ces impôts, déclare M. Chevalier, sont vexants et inutiles. Il faut un meilleur aménagement du système fiscal. Pour y arriver, supprimons l'amortissement ainsi que les fonds consacrés au rachat des rentes. « Les fonds annuels de la Caisse d'amortissement, réunis aux intérêts des rentes qu'elle a rachetées s'élèvent à 86.031.038 francs. Ce capital également réparti, permet d'affecter journellement 280.000 francs à l'achat d'environ 280.000 francs de rentes (1). Ce système équivalait à lever de l'argent sur le peuple pour le rendre au peuple ; cet amortissement n'est en réalité qu'un trompe l'œil et qu'un jeu puisque, depuis l'institution de la caisse d'amortissement, il a été émis par l'Etat une

(1) *Globe*, 25 août 1831.

plus forte quantité de rentes qu'elle n'en a rachetées. Chevalier calcule qu'en supprimant les fonds d'amortissement et en maintenant les trente centimes additionnels de la contribution foncière, on pourrait arriver à supprimer les impôts du sel, de la loterie et des boissons. La suppression d'emplois que cette réforme entraînera sera compensée par l'octroi de justes indemnités. Le supplément sera alloué à l'Instruction primaire et au Comptoir d'escompte, de manière à améliorer le sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Dans le but de favoriser le crédit, une partie des fonds servira à créer des banques locales et une banque nationale. Chevalier, dans le numéro du *Globe* du 30 mars 1832 insiste sur la création de ces banques et sur celle de grandes compagnies industrielles, tout en ne dissimulant pas les difficultés de l'entreprise .

« Nous voudrions que la dotation de l'amortissement fut distribuée à titres de primes annuelles, de 2 à 3 % du capital engagé, pendant 10, 15, 20 ans aux associations qui se seraient chargées de quelques grands établissements d'utilité publique : route, canal, mine, usine et la portée de cette mesure serait considérable, car la dotation de l'amortissement va s'élever à 90.000.000 qui, à raison de 2,5 % représentent un capital de 3 milliards six cent millions ». (1)

Ce procédé aurait en effet un avantage considérable au point de vue de la paix, car, après avoir commandité l'industrie française, les Banquiers des grandes puissances se refuseraient à commanditer les ennemis de la France.

(1) *Le Globe*, 30 mars 1832.

C'est cette politique bancaire qui, dans l'esprit de Chevalier, doit servir de base à la politique industrielle.

Cependant l'ardeur avec laquelle le *Globe* exposait les théories Saint-Simoniennes allait bientôt se trouver aux prises avec les défenseurs de cette Société que la famille se proposait de reformer.

Le 23 juin 1832, le *Globe* sous le titre « *Poursuites dirigées contre notre Père suprême Enfantin et contre notre père Claude Rodrigues* » annonce qu'un détachement de gardes municipaux et un Commissaire de police se sont présentés 6, rue Monsigny et ont empêché Enfantin de sortir.

La salle Taitbout a été fermée le même jour par ordre du procureur du roi et les scellés y ont été apposés. Une perquisition a eu lieu mais on n'en a pas donné le motif. Un mandat d'amener avait été délivré contre Enfantin et Rodrigues, cependant il y a été sursis.

Michel Chevalier ajoutait :

« Ainsi a commencé contre nous la persécution, nous ne l'avons point provoquée mais nous l'acceptons avec calme, persuadés que grâce à nos efforts et grâce à l'appui de tous les hommes généreux, ces poursuites que rien ne justifie accéléreront la vitesse de la propagation de notre foi ».

Le 3 mars, Enfantin et Michel sont appelés devant le juge d'Instruction. Ils protestent contre les accusations formulées contre eux, déclarant que, loin d'appeler le peuple à la curée, ils veulent au contraire son relèvement par des voies pacifiques.

Cette déclaration était l'expression même de la vérité. Le *Globe* n'avait cessé en effet d'évoluer vers des idées de paix et de fraternité.

Quittant les ardeurs belliqueuses du début, la rédaction avait pris un caractère pacifique, poussé à de telles limites que Transon et Laurent protestèrent auprès d'Enfantin contre cette attitude dans laquelle ils voyaient une glorification de la paix à tout prix qu'ils auraient toujours combattu. Ils demandèrent la direction du *Globe* en tant que prédicateurs. S'étant heurtés à un refus, Transon et Laurent abandonnèrent la famille Saint-Simonienne. Leur départ allait précéder de peu la disparition du journal.

Depuis quelque temps, les dépenses devenaient écrasantes. Il fallut se résigner à abandonner la lutte sur ce terrain. Le dernier numéro parut le 20 avril 1832. Mais le *Globe* pouvait être fier du sillon qu'il avait tracé. Il laissait la Presse et l'opinion publique imprégnée des idées Saint-Simoniennes ; les campagnes opiniâtres menées en faveur des Travaux Publics, du développement de l'Industrie, contenaient des idées fécondes qui n'allaient pas tarder à porter leurs fruits. C'est avec raison que Michel pouvait écrire le 20 mai 1832 à Brisbane, citoyen des Etats-Unis, à Berlin « Le *Globe* a cessé parce qu'il avait cessé sa tâche ; les apôtres esquissent ils ne terminent pas, ils ébauchent ; les apôtres n'ont pas le génie propriétaire ; à leurs statues ils ne font pas les ongles ni les mèches de cheveux ; en politique ils posent des têtes de chapitre et ils livrent leur canevas à d'autres pour le remplir. C'est ce que nous avons fait ; le canevas était terminé, nous le laissons au plus digne, nous sommes surs qu'il ne restera pas dans l'oubli et nous passons à une autre œuvre ; nous ne donnons pas notre monnaie à nous-mêmes ; j'ai d'ailleurs de bonnes raisons de croire que d'autres la donneront et bientôt ; attendez vous-y. »

CHAPITRE III

ROLE DE MICHEL CHEVALIER. IL SUIVIT ENFANTIN A MÉNIL-MONTANT. LE PROCÈS. RUPTURE AVEC LES SAINT-SIMONIENS.

Une souveraineté aussi exclusive que celle de Bazard et d'Enfantin sur leurs disciples ne pouvait guère se partager. Des divergences de vues se produisirent bientôt entre les deux chefs de l'Eglise Saint-Simonienne.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de retracer par le menu l'histoire du Schisme Saint-Simonien. Qu'il nous suffise de rappeler qu'après avoir voulu supprimer la propriété héréditaire et fonder une nouvelle religion, le Père Enfantin songeait à transformer la famille et à affranchir la femme.

Dans la société future, chaque fonction devait être remplie par un couple qui, suivant sa nature, serait lié pour toute la vie ou se quitterait.

Bazard n'hésita pas à s'élever contre ces théories. Le différend d'abord secret ne tarda pas à éclater au grand jour.

Les disciples attendaient anxieusement la fin du désaccord qui divisait si malencontreusement Bazard et Enfantin. Michel Chevalier, assisté de Talabot et d'Euryale Cazeaux, décida de rédiger une adresse aux deux pères.

Cette adresse, datée d'octobre 1831, débute par une déclaration d'affranchissement.

« Vous avez retiré à vous les graves questions qui nous agitent pour les remanier en votre intimité, pour en creu-

ser les profondeurs et, dans cette solennelle séance, vous avez de nouveau déroulé la situation actuelle de la doctrine. Vous avez rappelé ce que l'on avait fait, vous avez exprimé vos désirs sur les choses qui nous restent à faire ; enfin, replaçant devant chacun de nous, la direction qui lui est confiée, vous lui avez dit de marcher » (1).

Pour continuer leur tâche les fils ont besoin de la bénédiction des pères mais ils interrogent ces derniers. « Un même amour s'échappera-t-il de votre sein pour nous bénir ? » Pendant que vous vous consumez dans un immense duel la classe la plus nombreuse et la plus pauvre gémit ; c'est vous qui nous avez appris à l'aimer ; vous nous avez imprimé le devoir sans cesse en notre présence, dans tous les actes de notre vie. »

C'est au nom des principaux Saint-Simoniens, c'est au nom de cette classe la plus nombreuse au relèvement de laquelle ils se sont voués, que les disciples implorent les maîtres. Ils reprochent doucement à Enfantin de les avoir considérés comme des instruments placés dans ses mains pour lui servir à émouvoir Bazard ; d'avoir exalté cette croyance que le mariage l'amènerait seul au rang suprême, sans prendre garde que cette position entraînerait une vive réaction de la part de Bazard. Ce dernier n'échappe pas non plus aux critiques. On lui laisse entendre qu'il a, au cours de la discussion, laissé peser sur Enfantin, un soupçon d'immoralité qu'il n'a jamais tenté de dissiper.

L'adresse qui se termine par une invitation à l'union est suivie d'une note déclarant que Talabot, Michel et Cazeaux acceptent dans toute son étendue la responsabilité

(1) Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin.

de ces paroles « qui sont l'expression fidèle de leurs sentiments ». Plusieurs des frères (1), se déclarent solidaires de leurs démarches et de l'ensemble de leurs pensées, faisant d'ailleurs toutes réserves quant à l'empreinte personnelle que porte cet écrit et, sauf les observations de détail que chacun d'eux se réserve de faire s'il y a lieu.

La rédaction de cette note fut convenue entre Cazeaux, Talabot et Michel Chevalier. Elle répondait à la tournure que prenaient les débats. Ceux-ci, écrivait Chevalier, « avaient eu précédemment un caractère théorique, en ce sens que ce paraissaient être des discussions de principes ; à la reprise, le caractère de discussions de personnes y fut saillant. Nous comprîmes que le père tendait à dominer Bazard et que Bazard cherchait à écarter le père. Cette notion plus exacte du vrai caractère de la crise entra chez nous très douloureusement. — Nous en fûmes effrayés ou courroucés chacun selon notre nature et selon les diverses faces sous lesquelles la question se présenta à nous. — Toutefois chez tous trois le sentiment de soulèvement dominait » (2).

Alors qu'en effet, Talabot accusait les pères de compromettre le succès de leur doctrine par une rivalité d'ambitions personnelles, que Cazeaux voulait juger les deux pères, Chevalier prétendait « faire quelque chose qui prouvait la puissance propre aux membres du Collège. »

La note et, en particulier, le passage relatif à l'émancipation, avait pour but dans son esprit, d'effrayer les deux

(1) Claire Bazard, Cécile Fournel ; Hoart, Jules Lechevalier, Bouffard, d'Eichthal, Duveyrier.

(2) Saint-Simon et Enfantin. *Œuvres*.

pères, très jaloux de leur autorité et de les amener à se rapprocher devant les velléités d'indépendance de leurs disciples.

Le rapprochement escompté eut lieu — Bazard accepta l'emploi secondaire de chef du dogme. — Mais un fossé infranchissable était désormais creusé entre les deux Pères. Le 11 novembre la séparation fut complète et Bazard se retira définitivement.

Le journal était disparu, la salle de la rue Taitbout fermée. Les quarante apôtres se réfugièrent à Ménilmontant pour y mener une sorte de vie monacale, consacrée aux travaux domestiques, à l'étude et aux exercices physiques. Le travail était réparti entre les membres de la famille, les heures réglées comme dans un couvent.

L'emploi du temps est indiqué par Michel Chevalier : « lever à 5 heures du matin, au son du cor, se livrer aux travaux domestiques dans toute leur étendue, manier la brouette et la truelle, jardiner, bêcher, sarcler ; à 5 heures du matin, se mettre en grande tenue, diner, converser, chanter faire de la gymnastique et coucher sur un hamac, observer un religieux célibat, longues marches » (1).

Ce programme fut suivi à la lettre. Pendant qu'Hoart surveillait les travailleurs et que Talabot commandait à la réserve, Chevalier s'occupait des relations avec le dehors, faisait des cours de sciences, frottait le parquet, aidé de Rigaud et d'Holstein et avait le privilège de donner au père tout ce dont il avait besoin pendant ses repas.

Durant plusieurs mois les Saint-Simoniens s'adonnèrent comme lui aux travaux manuels et à l'étude.

(1) Chevalier. Correspondance. *Archives Saint-Simoniennes*.

« Une foule considérable les regardait avec étonnement brouetter la terre d'un bout du jardin à l'autre, travailler tête nue par un soleil ardent et s'interrompre de temps en temps pour entonner un hymne de Félicien David avec une gravité de trappistes » (1).

A ceux qui s'étonnaient du nouveau genre de vie que menaient les disciples, Chevalier exposait la nécessité de cette retraite.

« L'apôtre est mobile, il passe aisément d'une phase à une autre ; or la phase nouvelle, celle à la porte de laquelle nous sommes venus frapper maintes fois, va s'ouvrir à deux battants à Ménilmontant, au milieu de cette existence active, échange continu de services personnels (car la domesticité y est sérieusement et radicalement abolie), toutes les vues se mêlent les unes aux autres, les fibres se frottent à nu les caractères se dégagent, les individualités se dessinent, les cœurs se mettent en place et s'épanchent, le cœur est le principal agent de cette vie nouvelle. Or cela veut dire :

Que la hiérarchie d'amour se fonde au lieu d'une hiérarchie de raison, que la religion vient ; car Dieu est là où les hommes s'aiment pour une œuvre éminemment catholique ; rien ne dispose aux élans religieux comme les joies de la famille. Que l'art nouveau se continue, que la poésie, le costume, la musique s'implantent dans l'apostolat ; l'art est le levier avec lequel nous remuerons le cœur de l'humanité c'est-à-dire les femmes, les artistes et les prolétaires. L'art nous fera aimer et admirer ; nos travaux actuels

(1) Pinet. *L'Ecole Polytechnique*.

nous ont plutôt attiré considération et estime : (1) or, ajoute-t-il on ne viendra en aide aux Saint-Simoniens que si on les aime.

Chevalier voyait dans la retraite à Ménilmontant un autre avantage social ; c'est que la secte se rapprochait davantage des prolétaires et que, par là, serait réalisée la fusion du peuple avec la bourgeoisie.

Il revient sur cette idée dans une lettre écrite à Béranger le 30 novembre 1832.

« Toi qui a été, qui est prolétaire, tu as dû sentir souvent combien nous étions encore bourgeois et combien il était indispensable que, sans détruire encore le bourgeois, nous nous assimilassions cette forte et fière nature de prolétaire. Or c'est ce que nous faisons ou plutôt ce que nous commençons sérieusement aujourd'hui » (2).

Il annonce même qu'une transformation s'opère parmi les disciples et que ceux-ci puisent dans leur retraite l'énergie nécessaire pour se préparer à des réalisations plus concrètes.

« Ce qui se fait maintenant est une création — c'est l'enfantement des armées pacifiques. — C'est l'organisation d'une phalange dont chacun des membres aura sous peu à aller sur des terres lointaines, suivi de nombreux compagnons, afin de travailler au bonheur des peuples, à la gloire du père et à la venue de la Mère et peut-être à sa gloire aussi à elle » (2). Il annonce plus loin qu'on n'en est plus

(1) M. Chevalier. Correspondance. Archives Saint-Simoniennes (Bibliothèque de l'Arsenal).

(2) Archives Saint-Simoniennes (Bibliothèque de l'Arsenal).

aux rêveries de la rue Monsigny et s'écrie : « Nous sommes hommes d'action » paroles que l'on peut rapprocher de celles du père ; « Nous voilà donc enfin prolétaires. La politique active commence pour nous, les événements sont proches. » Pour confirmer ces déclarations le mercredi 6 juin 1882, les portes de Ménilmontant s'étaient rouvertes. Le Père qui était parti pour Saint-Cloud depuis le 3, revint, salué par Barrault à qui Enfantin avait confié la garde des frères ainsi qu'à Michel Chevalier et à Fournel. Ce jour là les Saint-Simoniens, revêtirent en grande pompe le fameux habit d'apôtre dessiné par Raymond Bonheur, composé d'un bonnet, d'une dalmatique bleu claire, d'un pantalon blanc et d'un gilet dit « de la solidarité » car, se boutonnant par derrière, on ne pouvait le mettre sans le secours d'un frère.

Les prédications allaient recommencer. L'affluence des visiteurs était considérable. On commença la construction d'un temple.

Les espérances des disciples, l'élan auquel ils se préparaient, devait pourtant se briser contre l'armature de cette société bourgeoise qu'ils rêvaient de réformer.

Le dimanche 1^{er} juillet, M. Magret, commissaire de police, muni d'une ordonnance de M. Rigal, juge d'instruction et d'un ordre du préfet de police se présente pour dissoudre la réunion. Michel Chevalier chargé par le Père de répondre, le fait, en protestant de l'amour des Saint-Simoniens pour l'ordre et pour la paix. Il écrit même au Procureur du roi, afin de protester contre les violences faites à la secte le 1^{er} juillet et le somme de prendre parti : ou laisser les Saint-Simoniens pratiquer leur culte ou les emprisonner.

« Un Gouvernement qui veut l'ordre ne peut que se compromettre à harceler perpétuellement ceux qui prêchent l'ordre et la paix, qui ne connaissent d'autres armes que la persuasion, la démonstration et l'exemple, qui recommandent le travail et le consacrent par leur culte » (1).

Le dimanche suivant, 8 juillet, le Commissaire de police se présente à nouveau, à Ménilmontant, porteur d'une ordonnance du Juge d'instruction dont il remet copie à Michel en présence du père.

Aux termes de cette ordonnance, aucune réunion ne pourra désormais avoir lieu à Ménilmontant. Un gardien sera placé dans la maison et devra empêcher toute réunion de plus de 20 personnes étrangères à la secte. — Comme Chevalier s'opposait à l'exécution de l'ordonnance, le Commissaire se retira pour revenir plus tard avec cent hommes du premier régiment de lignes.

Il fut apostrophé, en ces termes par Chevalier :

« Vous avez des baïonnettes, nous n'en avons pas, nous n'en voulons plus avoir car il n'y a dans la maison de notre père que des apôtres de la paix et du travail. Vous entrerez donc mais uniquement parce que vous avez des baïonnettes. »

Le Commissaire fit sortir les assistants et revint chaque jour pour s'opposer à tous les rapports des Saint-Simoniens et de la foule.

Enfantin et Michel passèrent le mois d'août 1832 à s'entretenir des plus hautes questions religieuses et à attendre dans le calme, le moment de comparaître devant le monde bourgeois qui prétendait les juger.

(1) Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin.

Le 27 août 1832, date fixée pour leur comparution, le père se rendit au Tribunal en grande pompe, escorté de tous ses disciples et suivi par une foule immense. Les inculpés étaient renvoyés devant la Cour d'assises sous la double prévention d'outrages à la morale publique et d'infraction à l'article 291 du code pénal.

Chevalier en particulier, était inculpé :

1° D'avoir en janvier 1832, par un écrit imprimé et distribué, commis le délit d'outrage à la morale et aux bonnes mœurs en publiant, dans le numéro du 12 janvier 1832 du journal « *le Globe* » dont il est gérant, l'article intitulé « De la Femme ».

2° D'avoir commis le délit d'outrage à la morale, et aux bonnes mœurs en publiant dans le numéro du journal « *le Globe* », du 13 février 1832, un article intitulé « *Extrait d'un des enseignements du père suprême Enfantin sur les relations de l'homme et de la femme* ». L'une des phrases retenue par l'accusation était la suivante : « on verrait des hommes et des femmes, unis par un amour sans exemple et sans nom, puisqu'ils ne connaîtraient ni le refroidissement ni la jalousie ; des hommes et des femmes qui se donneraient à plusieurs, sans cesser jamais d'être l'un à l'autre et dont l'amour serait, au contraire, comme un divin banquet augmentant de magnificences en raison du nombre et du choix des convives. »

On avait tenté aussi de prévenir la famille du délit d'escroquerie à propos de l'emprunt Saint-Simonien qu'elle avait tenté mais faute de preuves, on réserva les faits d'escroquerie à la juridiction correctionnelle qui acquitta du reste les prévenus

Le Procès se déroula au milieu d'une atmosphère extraordinaire et fut marqué par des faits d'une originalité exceptionnelle.

C'est le père, qui, invité par le Président à choisir des avocats, désigne Aglaé Saint-Hilaire et Cécile Fournel sous prétexte que la cause intéresse spécialement les femmes, faveur qui lui fut du reste refusée ; ce sont les 35 témoins refusant de prêter serment sans l'autorisation du père ; c'est Michel Chevalier répondant au magistrat instructeur qui l'interrogeait sur son identité « Michel Chevalier, apôtre », lançant au Président du Tribunal ces paroles : « Pour traiter les questions financières, il faut être au courant des premières notions d'Economie politique, surtout quand on a la prétention d'entrer en lice avec ceux qui ont refait cette science. » ou répondant aux railleries d'un magistrat qui plaisantait son costume : « Il représente le caractère de notre apostolat, mâle travail, simplicité, alerte continuelle. La question du costume a une gravité que vous, Monsieur l'Avocat Général ne paraissez pas soupçonner. Quel effet, croyez-vous que vous eussiez produit si vous fussiez venu fulminer votre réquisitoire non avec votre ample robe de soie noire, mais avec votre robe de chambre à ramages et la tête couverte d'un insouciant foulard. »

En état de perpétuelle révolte contre les représentants d'une société qui prétendait empêcher les apôtres de la foi nouvelle de remplir leur mission, le « Berthier du nouveau Napoléon » ne se départit à aucun moment de son attitude acerbe.

Après Rodrigues qui défendit la morale de Saint-Simon attaquée par l'avocat général, Michel prend la parole et traite du système des impôts et de la question de l'amor-

tissement. Il fait l'historique du procès et suit pied à pied l'Avocat Général dans son argumentation. Le Président lui coupant la parole, il la reprend et montre comment le développement de l'industrie peut seul résoudre la crise sociale. Au Président qui lui dit : « La Cour ne peut vous entendre sur des théories. » Michel répond : « Nous sommes ici pour des théories ». Perdant patience, le Président lui déclare : « Vous voulez établir un système complet d'Economie politique à votre manière, je vous déclare que la Cour ne peut plus vous entendre. » mais l'apôtre est déchaîné et se soucie peu du scandale que causent ses répliques cinglantes. Il n'obéit qu'à l'invitation d'Enfantin :

« Assez Michel, les jurés doivent avoir senti par cet aperçu la distance qui nous sépare de notre politique à une politique de désordre » et se rassied non sans avoir soulevé une fois de plus l'indignation du tribunal en déclarant que les réquisitoires « se rédigent comme des mémoires d'apothicaires. »

L'attitude des Saint-Simoniens ne fit qu'indisposer contre eux les jurés qui rendirent un verdict affirmatif.

Enfantin et Michel étaient condamnés à 100 francs d'amende et un an de prison. Claude Rodrigues et Barrault à 50 francs avec saisie des écrits et dissolution de la société.

Les apôtres escortés par la populace regagnèrent Ménilmontant en chantant ; c'était la fin de la nouvelle religion. Tous partirent pour des destinées différentes et embrassèrent des carrières pour lesquelles leur mysticisme ne semblait pas les avoir spécialement préparé.

Enfantin et Michel entrèrent à Sainte Pélagie le 15 décembre 1832. Là, ayant perdu tout contact avec le mysti-

cisme, comprenant qu'en lui le réalisateur étouffait l'apôtre, et que l'âge des chimères était passé, Michel sentit sa foi vaciller et s'éteindre peu à peu. Enfantin lui-même n'avait-il pas indiqué aux disciples la nouvelle voie qu'ils devaient suivre.

« N'attendez plus d'ordre du père, écrivait Chevalier, ni instructions de moi ; le père et moi nous écrirons à vous et aux vôtres des lettres personnelles ou des lettres de nouvelles sur notre séjour ici. Voilà toutes les communications que vous devez attendre » (1).

« L'intention du père, écrit-il encore est que chacun suive son inspiration ; il coupe les lisières qu'il tenait à la main. Vous concevez que de là doivent naître des rapports tout nouveaux entre vous, entre ceux qui composeront votre bataillon, entre les chefs et les soldats des divers bataillons, entre les bataillons divers.

C'est à vous tous à fixer ces rapports. Mettez vous dans l'esprit que vous êtes en ce moment un peuple sans chef et que le père est un chef sans peuple. Le père tient cependant à être informé de ce qui se passera dans chacune des expéditions, mais informé seulement par des rapports adressés de distance en distance, pour ce qui en vaudra la peine et pas pour autre chose » (2).

Chevalier lui-même était poussé par Enfantin à préparer son entrée dans la vie pratique, mais poussé par ses scrupules, il hésitait à rompre avec éclat et souhaitait que la séparation fut « une heureuse délivrance et non une opé-

(1) Chevalier à Bruneau. Archives Saint-Simoniennes. Bibliothèque de l'Arsenal.

(2) Chevalier à Bruneau. Archives Saint-Simoniennes. Bibliothèque de l'Arsenal.

ration césarienne ». Enfin, le 5 mai 1833, obéissant à la fois à l'ordre d'Enfantin et à l'Evolution morale qui s'était produite en lui, il écrit au Père : « C'est aujourd'hui l'anniversaire de la mort de Napoléon et j'ai choisi ce jour pour vous annoncer ma détermination de cesser toutes espèces de relations avec vous. » Certains membres de la famille n'avaient cependant pas renoncé à perdre tout à fait Michel. Mais la résolution de celui-ci était bien prise (1).

(1) A Barrault qui voulait l'entraîner avec lui à la recherche de la Mère Michel avait envoyé la moitié d'un sou avec ces phrases :

« Je crois avec toi que l'homme seul ne peut et doit aujourd'hui rien faire. Et je crois qu'en attendant, les hommes fils de l'homme ont à faire. — J'espère qu'entre tous, deux feront

c'est pourquoi

Ayant fait couper en deux parties égales

un sou

Symbole de la condition présente du travailleur

Et de la rotation actuelle avec tout ce qui est

De la prison où je suis près de lui

Je t'en envoie la moitié

A toi qui t'es déclaré,

Le champion de la femme

Et qui t'es voué à la rechercher, elle

Comme l'esprit de Dieu

Au-dessus des eaux

Communiant ainsi avec toi

Et la reconnaissance envers l'homme

Et l'attente de la femme

En la foi dans le couple

En l'amour de Dieu

De l'humanité et du Monde

qui sont

en Dieu

Au nom de Dieu

Qui veut progressivement l'union par l'égalité

De l'homme et de la femme

De l'Humanité et du Monde

Je t'embrasse

Et j'embrasse en toi

Laissant aux autres disciples la poursuite de leur idéal mystique, et la recherche de la femme, Michel Chevalier se réservait la recherche de l'Industrie. A sa sortie de prison (l'amitié de Thiers ayant écourté sa peine de 6 mois) il ne cache plus son intention de rompre même avec les anciens apôtres. Ollivier qui lui demande une dernière entrevue se heurte à un refus affectueux mais ferme. « Nous nous aimons malgré tout, nous sommes pleins de reconnaissance pour le passé. C'est lui qui nous a développé et fait homme, mais il est inutile de se revoir. »

« Nous nous donnerons une triste poignée de mains en nous ajournant à une époque que nul ne sait » (1).

La rupture était bien consommée. Ayant dépouillé l'habit d'apôtre, ayant pris conscience de sa personnalité, Chevalier se prépare à entrer dans l'ère des réalisations.

Ceux qui se consacrent
Directement comme toi
A la cause de la femme.
à ELLE.

(Chevalier. Bruneau, 12 mars 1833) Archives Saint-Simoniennes. Bibliothèque de l'Arsenal.

(1) Chevalier. Archives Saint-Simoniennes. Bibliothèque de l'Arsenal.

DEUXIÈME PARTIE

Le RÉALISATEUR

CHAPITRE IV

MICHEL CHEVALIER VOYAGEUR. IL EST CHARGÉ D'UNE MISSION AUX ETATS-UNIS POUR Y ÉTUDIER LES VOIES DE COMMUNICATIONS. LES « LETTRES SUR L'AMÉRIQUE DU NORD ». VOYAGE EN ANGLETERRE. « LES INTÉRÊT MATÉRIELS EN FRANCE ».

SON ATTITUDE VIS-A-VIS DES SAINT-SIMONIENS.

A l'expiration de sa peine, l'ancien apôtre Saint-Simonien, convaincu de la nécessité de se rattacher à cette Société dont il avait été un des plus véhéments adversaires, alla frapper à la porte du Ministère des Travaux Publics où le rédacteur en Chef du « *Globe* » n'avait pas fait oublier le brillant ingénieur des chemins de fer du Nord. Il arrivait au moment favorable. Lors de la session de 1833, les Chambres avaient accordé au Gouvernement une somme de 500.000 francs destinée à des études sur les chemins de fer. Thiers lui fit offrir de reprendre ses fonctions dans le corps des Mines ou de remplir une mission relative à ce service. Chevalier proposa de partir aux Etats-Unis afin d'étudier les voies de communication et en particulier les chemins de fer. Il avait en effet gardé du Saint-Simonien sa confiance dans le rôle grandiose que l'industrie était appelée à jouer. Il la voyait livrée à l'empirisme, cherchant sa voie, peu confiante en ses forces. Il voulait la relever, l'éclairer sur sa puissance, la rendre au sentiment

de sa mission .Il soutenait que la lutte était la condition du succès. Quel autre pays que l'Amérique pouvait lui offrir le champ d'études qu'il rêvait ? Le nouveau monde, au reste, était à la mode. Gustave de Beaumont y était allé chercher les éléments de ses travaux sur le régime pénitentiaire, De Tocqueville en étudiait les institutions. Chevalier avait également un but défini. Il devait faire un ouvrage sur les routes, les canaux, les industries américaines. Mais son esprit essentiellement généralisateur se plaisait à considérer les inventions industrielles sous l'angle de leur influence sociale, ce qui l'amena à joindre à des études purement techniques sur les voies de communications, les observations sur les mœurs et les institutions du Nouveau Monde.

Si de son voyage de deux ans aux Etats-Unis, voyage au cours duquel il visita également le Mexique et Cuba, il rapporta une « *Histoire et description des voies de communication aux Etats-Unis* » ; il adressa, de novembre 1833 à octobre 1835, une série de lettres au « *Journal des Débats* » auquel il collaborait depuis quelques mois déjà.

Pour la première fois, l'Amérique était étudiée par un observateur sagace et pénétrant qui, par ses suggestions exactes et la couleur de ses descriptions, laissait bien loin derrière lui les récits méthodiques et d'allure doctrinaire de ses prédécesseurs. Désabusé, sinon guéri des folies mystiques de sa jeunesse, mais toujours obsédé par le problème du développement de l'industrie et celui de l'amélioration du sort des classes pauvres, il est immédiatement fasciné par le spectacle que lui offre un grand peuple occupé à défricher un continent. C'est aux Etats-Unis qu'il trouve réalisé en partie l'idéal Saint-Simonien relatif à

l'industrie. Aussi, avec quelle verve ne décrit-il pas cette terre vierge, ses populations mêlées, sa prodigieuse activité, ses ressources, ses vertus, le sol, la langue, la finance, la politique, l'esclavage.

Il ne tombe pas dans le travers assez répandu de considérer un peuple comme plus ou moins parfait selon qu'il se rapproche ou s'éloigne de celui à qui l'on appartient. Bien qu'il n'existe point comme en France, une aristocratie oisive, une fiscalité importune, un budget militaire onéreux, les steppes américaines se sont peuplées, les déserts et les marécages ont fait place à des villes, un grand réseau de voies de communications a été construit. Ces progrès n'ont pas été sans excès et sans violences, mais l'individu a pu, grâce à cette continue lutte contre les éléments, accroître son énergie et sa personnalité. Au fur et à mesure qu'il pousse plus avant ses investigations, Chevalier voit se confirmer ses premières impressions. Il constate l'augmentation prodigieuse de la population, le développement rapide des voies de communications.

Les grands centres font preuve d'une activité inouïe. La population de New-York a décuplé depuis 50 ans. Ses richesses ont centuplé. L'idée qui est chère à Michel Chevalier, celle de la nécessité pour un pays de développer ses voies de communications, l'Amérique l'a comprise et s'est mise aussitôt à l'œuvre. Les Etats de l'Union ont dépensé 660.000.000 pour construire 1.364 lieues de canaux, 758 de chemins de fer. Ce n'est pas tout. Un crédit de 300.000.000 est prévu pour la construction de nouvelles voies sur une surface de 900 lieues.

Bien plus, alors que la vieille France ne possède que 119 bateaux à vapeur, la jeune Amérique a construit 386

batiments représentant 96 648 tonneaux. Les chemins de fer sont devenus une préoccupation universelle aux Etats-Unis. Il y en a partout dans les chantiers de New-York, au fond des mines de Virginie et dans le pénitencier de Philadelphie, dans la fabrique de Petersburg. De grandes lignes uniront bientôt Boston à la Nouvelle Orléans, New-York, Philadelphie, Baltimore à Washington, Blakely à Charleston. Une fois de plus, Michel Chevalier souligne les avantages que l'on peut tirer du développement des voies de communications : elles font participer tous les membres de la famille humaine à la faculté de parcourir et d'exploiter le globe. Grâce à elles l'égalité sera réalisée, puisque dorénavant le pauvre comme le riche pourra user des chemins de fer.

L'écart entre les classes riches et les classes pauvres est du reste moins considérable aux Etats-Unis qu'en France. Chevalier, en mettant le pied sur le sol américain a été frappé tout de suite par l'aspect d'aisance universelle que présente ce pays où tout respire la joie et l'abondance.

C'est qu'en Amérique, constate-t-il, tout le monde travaille et tout le monde est largement retribué. Si d'autres nations ont choisi pour leur part la culture des lettres et des arts, les Américains se sont adonnés à la spéculation et aux affaires. Leurs lois tendent avant tout à favoriser le travail, leurs villes sont aménagées en vue des affaires. L'éducation est orientée vers les métiers techniques. Tout le monde a une profession ; l'homme de loisir n'existe pas ; chacun se passionne pour le travail et ne vit que pour lui. Au contraire des Français à qui le stimulant de l'émulation et de la gloire est nécessaire pour travailler, l'Américain peut agir isolément et aime les affaires pour les affai-

res. Cette activité formidable donne aux Etats-Unis l'aspect d'une immense ruche où chacun a une tâche à accomplir ; à quiconque veut travailler, l'industrie américaine offre des places nombreuses et bien rétribuées. Ceci est d'autant plus aisé que le prix des objets de première nécessité : pain, viande, café, sucre, est meilleur marché qu'en France, alors que les salaires sont deux ou trois fois plus élevés que dans notre pays. Aux Etats-Unis, tout se paie en argent ; les travaux matériels et intellectuels sont largement rétribués. Les fonctionnaires sont bien payés. Là où un homme de peine français gagne 1 fr. 25 par jour, un ouvrier américain gagne facilement 2 à 4 frs pour le même temps. Il est de plus nourri copieusement. Ce pays a réalisé le rêve des Saint-Simoniens puisqu'il a fait disparaître le paupérisme. L'américain estime en effet que tout travail doit s'évaluer en argent. Il ne voit pas dans une œuvre d'art, le côté esthétique, mais bien le parti qu'on peut en tirer au point de vue commercial. Il est généreux mais s'il fait une libéralité c'est avec la certitude que sa générosité aura un but précis, servira à quelque chose. Il ne comprend pas qu'il y ait des fonctions gratuites.

En France, au contraire, les tâches sont mal rétribuées. Cela est d'autant plus déplorable que nous sommes un pays pauvre. Mais les traitements élevés répugnent à la démocratie. Nos magistrats, nos Officiers s'acquittent de leur mission avec un désintéressement admirable mais cela pourra-t-il durer ? Lorsque les progrès de l'industrie permettront à tous de s'élever par le travail à la richesse, la pauvreté reste-t-elle une vertu si éclatante ? Quand l'aisance se sera généralisée de quel droit pourra-t-on la refuser aux fonctionnaires ?

Si le nouveau Monde a réalisé l'émancipation des travailleurs, elle a résolu un autre problème cher aux Saint-Simoniens : celui de l'affranchissement de la femme. Lors de sa visite aux fabriques de cotonnades de Lowell qui emploient 6.000 ouvrières, Chevalier a pu constater que la création des manufactures n'a pas suscité en Amérique, au point de vue des mœurs, les mêmes dangers qu'en Europe. Les ouvrières qu'il a vues sont proprement vêtues. Elles gagnent de 25 à 30 francs par jour. Beaucoup arrivent à se constituer une dot qui leur permet de se marier plus tard. Elles mènent une existence honnête et paisible. Les salaires ont peut-être tendance à baisser mais dans une certaine limite car il n'y a pas offre surabondante de bras, l'Ouest étant là pour donner refuge aux sans travail. Chevalier s'extasie sur le sort de la femme Américaine.

« Affranchie d'occupations incompatibles avec sa constitution délicate, la femme a été affranchie aussi de cette repoussante laideur et de cette grossièreté de complexion que la pauvreté et la fatigue lui infligent partout ailleurs. Toute femme ici a les traits aussi bien que la mise d'une dame. Toute femme ici est qualifiée de Lady et s'efforce de paraître telle » (1).

L'esprit dans lequel les Américains avaient résolu la plupart des questions sociales combinées avec cette énergie et cette civilisation s'accroissant chaque jour ne pouvaient que remplir Chevalier d'enthousiasme.

« La République des Etats-Unis » déclare-t-il « n'est pas une seconde édition de la République Romaine. C'est une colossale maison de commerce qui tient une ferme de

(1) M. Chevalier : Lettres sur l'Amérique du Nord, II, p. 211.

céréales dans le Nord-Ouest, une ferme à coton, à riz et à tabac dans le Sud, qui possède des sucreries, des ateliers de salaisons et de beaux commencements de manufactures, qui a ses ports du Nord-Ouest garnis d'excellents navires bien construits et mieux montés encore, avec lesquelles elle entreprend les transports pour le compte de tout l'univers et spéculé sur les besoins de tous les peuples » (1).

Cependant, sous cette apparente santé, Chevalier n'était pas sans découvrir des germes malsains et même des symptômes de révolution.

Il est arrivé en Amérique au moment où une grave crise commerciale menace ce pays. Il n'est bruit que de la lutte entreprise par le Président des Etats-Unis contre la Banque. Celle-ci s'est vu retirer par le Chef de l'Etat les fonds qu'il lui avait confiés en vertu de la Charte. Le parti politique qui soutient le Président a pris pour cri de ralliement « plus de banques », on peut lire en haut des arbres et sur les bannières promenées dans les rues l'inscription : « No Bank », « no rag money », à bas les Banques, plus de monnaies de chiffons. Le désarroi est à un tel point qu'une guerre civile semble imminente et que le lien fédéral semble sur le point de se rompre.

Chevalier note le danger que cette campagne fait courir au crédit dont les sources menacent de se raréfier de plus en plus. Or c'est au développement des institutions de crédit que les Etats-Unis doivent leur subite extension. Les Banques il est vrai ont excité l'antipathie d'une grande partie de la population en émettant des masses de billets disproportionnées avec leur capital réel mais on oublie trop

(1) M. Chevalier : Lettres sur l'Amérique du Nord, II, p. 219.

que c'est la Banque des Etats-Unis fondés en 1816 qui a remis de l'ordre dans les Finances du pays et a servi de levier à l'Industrie et à l'agriculture américaine.

Quoiqu'il en soit, le conflit devient chaque jour plus aigu. Il se pourrait cependant que, le bon sens reprenant le dessus, le débat soit élargi et qu'on pense avant tout à conjurer la crise commerciale en établissant un système de circulation qui admette le papier et les métaux dans des proportions telles qu'il y ait stabilité sans qu'il y ait un énorme capital improductif à l'état de numéraire et un système d'institutions de crédit, banques de prêts et d'escomptes, de dépôts et de change pour servir d'appui à l'industrie du pays.

Malheureusement les discussions continuent et les démagogues on tant crié au monopole et à l'aristocratie qu'ils sont arrivés à persuader à la multitude que la Banque était un colosse d'Aristocratie. La masse populaire applaudit aux efforts de Jackson contre la Banque car les prérogatives étendues de celle-ci choquent les susceptibilités républicaines. Les Etats-Unis sont en train de faire l'expérience des inconvénients de l'autocratie populaire. Celle-ci ne s'aperçoit pas qu'elle risque de détruire une organisation féconde à laquelle elle doit sa prospérité. De plus, le sentiment de respect à la loi semble s'affaiblir chez les Américains car on a prétendu identifier la justice avec la volonté populaire. Il en est résulté des excès absolument iniques. Le courage civil disparaît, la Presse dépend trop de l'opinion publique dont elle flatte les passions au lieu de les réprimer. La génération actuelle, si elle possède la suprématie au point de vue industriel, est bien inférieure à l'ancienne au point de vue politique.

Ainsi l'Amérique ne donne pas satisfaction aux idées autoritaires de Chevalier.

Ces considérations amenèrent celui-ci à passer en revue différentes classes de la société américaines et ses critiques à ce point de vue n'épargnent pas plus la France que l'Amérique.

Il y a aux Etats-Unis une bourgeoisie comme chez nous, la Bourgeoisie française se compose de deux éléments : une bourgeoisie active, s'occupant de commerce et d'industrie et une bourgeoisie oisive composée de détenteurs inactifs du sol. Comme elle n'a en face d'elle d'un côté qu'une ombre d'aristocratie et de l'autre que des artisans, de petits cultivateurs et des prolétaires, le pouvoir lui appartient.

En Amérique il n'y a que deux classes ; la Bourgeoisie qui comprend les industriels, les commerçants, les avocats, les médecins, etc... et la Démocratie composée de fermiers, de cultivateurs, d'artisans. La différenciation entre ces deux classes est du reste moins tranchée qu'en France car elles ont les mêmes habitudes et le même genre de vie. Au rebours de ce qui se passe en France c'est à la démocratie américaine qu'appartient le pouvoir politique.

Nous en arrivons là déplore Chevalier car l'idée du suffrage universel est en route et quoiqu'écrivant à une époque où celui-ci était très combattu il prédit son avènement. Dans le sud de l'Amérique la moitié de la population est composée d'esclaves sur lesquels domine une aristocratie terrienne. La classe moyenne est formée de travailleurs et d'oisifs. La bourgeoisie oisive tend, du reste à disparaître en Amérique. Il en sera de même en France.

Chevalier fait alors le procès des propriétaires inactifs qui n'enrichissent pas la Société par leur labeur, ne l'embellissent pas par leur culture intellectuelle et devront passer tôt ou tard dans les rangs de la bourgeoisie qui travaille (1).

La bourgeoisie, et c'est là un vestige des idées Saint-Simoniennes, doit être remplacée par une aristocratie composée de grands ingénieurs et de grands industriels. Tous les grands peuples ont eu deux aristocraties : une aristocratie de naissance et de capacités. C'est ce corps, héréditaire ou non, qui conserve et perpétue les traditions, donne de l'esprit de suite à la politique et se voue à l'art de gouverner. C'est grâce à une aristocratie pareille que les Etats-Unis pourront restaurer le principe d'autorité, ébranlé chez eux par une démocratie qui en arrive à exercer une véritable dictature. Les Gouvernements représentatifs en effet finissent toujours par dégénérer en instrument de despotisme dans les mains de la majorité numérique.

Chevalier reconnaît cependant que la Démocratie Américaine est arrivée à un état d'initiation supérieur à celui de la masse Européenne. Elle travaille mieux, elle a plus conscience de sa dignité ; l'ouvrier et le paysan mieux payés, éprouvent moins de jalousie, vis-à-vis du propriétaire et du patron. La démocratie américaine a, évidemment, des défauts ; elle est arrogante vis-à-vis des peuples étrangers, elle a des exigences hautaines vis-à-vis de la bourgeoisie. Il n'empêche qu'elle donne au monde un grand exemple d'énergie et de labeur :

« Il dépend de nous, d'assurer à notre ordre social la supériorité sur celui des Etats-Unis, en dégageant nos pro-

(1) M. Chevalier ne devait pas comme on le verra plus loin, réitérer par la suite ses attaques contre la propriété.

létaires des champs et des villes, de l'ignorance et de l'abrutissement, où ils sont plongés et en les développant conformément aux dispositions nationales et au caractère de notre race » (1). Voyant les résultats obtenus par l'Amérique, Chevalier n'est pas sans se dire, qu'égaux par la trempe, les Français doivent égaler les Américains par le talent et il propose d'appliquer à notre pays les méthodes auxquelles le Nouveau Monde doit sa prospérité. Cherchant alors les causes du développement industriel de l'Amérique, il en distingue trois principales ; l'Education populaire ; les institutions de crédit ; les voies de communication.

L'enseignement est plus positif en Amérique qu'en France. Dans le Nord tous les enfants vont à l'Ecole primaire, on leur enseigne moins la littérature et plus de notions économiques et commerciales, il n'existe pas d'école d'arts et métiers, pas d'instituts agricoles. Il n'y a que l'apprentissage. « Il est inutile ici de sequestrer la jeunesse pour lui inspirer le goût du négoce, de l'agriculture ou des arts mécaniques ; elle le suce avec le lait, elle le respire à la maison paternelle, dans les Assemblées, sur la place publique, à tous les instants pendant tous les actes de la vie » (2).

Il n'y a pas de préparation théorique comme chez nous. — Les Américains n'en ont pas besoin car ils sont de naissance, industriels, agriculteurs. Le Français qui ne fait de l'industrie que par nécessité a besoin de transformer complètement sa mentalité et ses habitudes intellectuelles.

(1) Lettres sur l'Amérique du Nord.

(2) Lettres sur l'Amérique du Nord, II, p. 221.

Il est évident qu'une éducation doit être morale avant tout mais elle doit être également industrielle et pratique. Ce n'est pas chose simple que d'organiser l'enseignement industriel. — Chevalier revient alors à l'idée pour laquelle il avait déjà combattu ; celle de transformer le service militaire en une école industrielle sans lui ôter son caractère d'apprentissage militaire. — Les soldats pourraient ainsi se perfectionner dans un métier. — Les Officiers de l'artillerie et du Génie dirigeraient ces travaux.

Un autre exemple offert par l'Amérique à la France et dont notre pays doit s'inspirer en l'adaptant au tempérament national, est celui du développement des institutions de crédit. Pour que ces dernières puissent se multiplier en France il serait nécessaire que les Français eussent un peu plus ce génie des affaires naturel à l'Américain et que les banques puissent accepter sans crainte, l'engagement du bourgeois actionnaire, ce qui ne se peut, parce que chez nous le bourgeois français vit la plupart du temps de son revenu et ne songe pas à l'augmenter.

Enfin, bourgeois et prolétaires devraient avoir confiance dans les billets émis par les banques, ce qui ne se peut en France où tout papier monnaie éveille le souvenir des assignats. Pour ces raisons nous sommes encore en état de barbarie, par rapport à l'Amérique au point de vue du développement du crédit.

Il faudrait évidemment organiser le crédit en France en se conformant au caractère national. — Pour cela les banques doivent s'appuyer sur le Gouvernement, combiner leur action avec la sienne, être, en un mot, des institutions publiques et faire une large part à l'agriculture. Il faudra raffermir le crédit de l'Etat et en élargir la base. C'est ain-

si que l'Etat français pourrait avoir le Monopole des Assurances vie, incendie, grêle, de manière à lier les intérêts individuels à ceux de la Société.

Les Banques deviendraient des établissements gouvernementaux. Enfin la grande métamorphose qu'il y aurait à faire subir aux institutions de crédit, dès qu'elles pénétreront en France, serait de les orienter vers l'agriculture. — Des Banques agricoles indissolublement liées au Trésor pourraient en toute sûreté faire des avances à l'agriculture et sans plus attendre, on pourrait faciliter les transactions financières des agriculteurs par une révision de notre législation hypothécaire. Les économies qui résulteraient de l'application de ce système seraient au dire de Chevalier, supérieur à tous les avantages que l'on pourrait attendre d'un remaniement du budget.

Pour compléter ce plan de réorganisation économique il convient, à l'exemple de l'Amérique, de construire un réseau bien conçu de voies de communications qui décuplerait la valeur des terres et ferait prendre un magnifique essor à notre agriculture et par contre coup à notre industrie. Un bon système de travaux publics favoriserait le développement du crédit qui, à son tour, permettrait de développer les Travaux Publics.

C'est en effet plus par le crédit que par le moyen de l'impôt que l'on pourrait faire face aux dépenses nécessitées par la construction de nombreuses voies de communication.

A ces réformes dans l'ordre économique doivent correspondre des réformes dans l'ordre social.

Et d'abord il convient de mieux adapter aux nécessités actuelles le Code Napoléon, qui sacrifie tout à la propriété

territoriale, et se défie de l'industrie et du commerce dont il méconnaît l'importance. Réformons également, demande Chevalier, le code de procédure qui prolonge les débats judiciaires et étendons les attributions des tribunaux de commerce.

En ce qui concerne les rapports des classes sociales, il faut que les classes supérieures consentent à traiter l'ouvrier comme un être appartenant à la même nature qu'elle et il faut que lui-même s'élève dans le domaine moral.

Les efforts que feront dans ce sens les bourgeois et les prolétaires ne seront efficaces que s'ils sont stimulés par l'instinct religieux. Malheureusement l'autorité religieuse qui, en France, aurait un grand rôle à jouer, est inactive alors qu'aux Etats-Unis, elle a présidé à l'élévation des classes inférieures. La politique doit donner la main à la religion pour cette œuvre à la condition qu'elles soient en harmonie dans le même pays. Or, le protestantisme est républicain alors que le catholicisme est monarchique. C'est pourquoi dans les pays catholiques, la démocratie est impraticable.

Qui sera en France l'arbitre suprême entre la bourgeoisie et les classes populaires ? la royauté répond Chevalier. C'est elle qui doit élever les classes laborieuses à un meilleur sort tout en les contenant dans l'ordre car nous n'avons plus d'aristocratie et le pouvoir spirituel est mis à l'écart. La bourgeoisie étant représentée par la Chambre des Députés, c'est à la royauté de prendre en main la cause des classes inférieures, mais elle ne le fera efficacement que si ses pouvoirs sont étendus. — Malheureusement, les Français, depuis la Révolution, se défient trop du Gouvernement. Les députés, même les plus favorables à la Monar-

chie, entravent l'action du pouvoir. Le Gouvernement est toujours prêt à s'effacer, même lorsqu'il s'agit de ses prérogatives touchant les intérêts vitaux du pays. Les grandes institutions, Conseil d'Etat, Cour de Cassation, Cour des Comptes se font un point d'honneur de multiplier le contrôle sur le Pouvoir. Cependant, aujourd'hui que le peuple a reconquis sa liberté, sa défiance contre la royauté n'a plus de raison d'être. L'action de la monarchie ne doit plus être entravée dans ce qu'elle a de conforme au bien public. Tempérée par un sage contrôle, elle seule est capable d'entreprendre la réforme sociale car le Parlement pense trop aux joutes oratoires et ne s'occupe pas assez d'administrer.

Il faut, conclut Chevalier, que nos institutions empruntent le double caractère d'unité et d'association hiérarchique comprise dans le giron de la grande association qui est l'Etat ou à l'ombre des grandes associations secondaires rattachées à l'Etat. Enlevons au Gouvernement ses attributions guerrières qui, aujourd'hui n'ont plus d'utilité, et étendons son pouvoir pour tout ce qui concerne le développement de l'industrie. Faisons entrer dans ses attributions les trois ressorts du mouvement industriel les banques, les voies de communication et les écoles. Ainsi, l'autorité publique présidera aux faits les plus importants de l'activité de la population et l'avènement de l'activité politique de l'industrie sera consommé. La France doit donner l'exemple dans cette voie. — C'est à elle qu'incombe la réhabilitation du principe d'autorité.

Telles étaient les leçons que Chevalier tirait de son voyage dans l'Amérique du Nord. Sa curiosité s'étendit cependant à d'autres régions du Nouveau Monde Il visita

également le Canada où il étudia le système de colonisation de l'Angleterre et les restes de la colonisation française, le Mexique et Cuba qui lui offrirent un échantillon de la colonisation Espagnole. Les « *lettres sur l'Amérique du Nord* » furent réunies en deux volumes avec une introduction (1836). Sur son voyage en Amérique Espagnole, il n'a publié que des fragments épars où il prédit l'absorption du Mexique par les Etats-Unis. Dans « *Le Mexique avant et pendant la conquête* » il montre le vrai caractère de l'expédition de Cortez qui fut en réalité une croisade. Chevalier profita également de son séjour pour écrire une étude sur Christophe Colomb qu'il donna à la Revue des Deux Mondes en 1840 sous le titre « l'Orient et l'Occident » et pour recueillir des informations sur l'isthme de Panama et sur la production des métaux précieux.

Si les *lettres sur l'Amérique du Nord* sont dues à la plume du polémiste, l'ingénieur réapparaît dans le 2^e ouvrage de Chevalier consacré à l'Amérique « *Histoire et description des voies de communication aux Etats-Unis* ». Déjà, dans une correspondance avec le Ministère des Travaux Publics, il avait fourni des renseignements circonstanciés sur les chemins de fer américains, les procédés de construction, le prix des matériaux et de la main-d'œuvre, le coût des terrains, les habitudes d'exploitation. Son ouvrage complète ces études et s'ouvre par une description géographique du Nouveau continent. Il y expose méthodiquement et en détail le système de routes, de canaux, de chemins de fer de l'Union Américaine ; leur histoire, les conditions techniques de leur établissement, leur prix de revient, leur produit net et brut les droits, taxes et péages attachés à leur exploitation ; leur

influence sur l'industrie et le commerce, sur le développement des relations sociales, enfin sur les progrès de la civilisation morale et matérielle aux Etats-Unis. On y trouve le tableau des voies de communications entre la baie de Chesapeake et de l'Ohio, de celles qui existent entre le bassin du Mississippi et celui du Saint-Laurent, puis du Nord au Midi, le long de l'Atlantique et des lignes qui rayonnent autour des métropoles. Chevalier s'attache, à indiquer les constructions qui pourraient être imitées avec profit dans nos contrées. C'est ainsi qu'il donne une description détaillée des ponts en bois, en treillis et des plans inclinés en usage pour les canaux et les chemins de fer ; il entre dans tous les détails financiers dont il y a quelques leçons à tirer, car la vigueur, la précision la rapidité, l'ensemble et l'esprit pratique avec lesquels s'opère l'œuvre grandiose entreprise par les Américains contrastent avec la lenteur, la mollesse, l'ignorance des principes fondamentaux de l'industrie et du commerce que l'on remarque en France. Il montre comment l'absence d'un plan général unitaire semble devoir entraver, chez nous, l'entreprise des chemins de fer et déplore que la France, qui a toujours excellé dans la sphère des grandes choses, se laisse devancer par New-York.

Néanmoins l'ouvrage se termine par un acte de foi dans les destinées de la France qui excelle à regagner le temps perdu.

A son retour d'Amérique, Michel Chevalier, était célèbre. Les « *lettres sur l'Amérique du Nord* » avaient eu un succès considérable. On sentait alors que les excentricités Saint-Simoniennes cachaient un sens véritable des néces-

sités économiques et que les idées répandues par les disciples jetaient une singulière lumière autour d'elles. Pour la deuxième fois, Chevalier dénonçait les routines et montrait la voie à suivre mais cette fois il s'appuyait non plus sur des considérations mystiques mais sur des exemples concrets. Le public s'arracha les éditions successives des « *Lettres* » qui furent saluées par Alexandre de Humboldt comme « un traité de la civilisation des peuples de l'Occident » et par Gallatin, Ambassadeur aux Etats-Unis comme « le tableau le plus graphique et le plus vrai de l'état social de l'Amérique. »

La réussite de Chevalier aux Etats-Unis ne pouvait qu'engager le Gouvernement à lui confier une autre mission. L'Essor rêvé par l'ancien apôtre, commençait. La France se jettait vers les ressources industrielles. Deux anciens Saint-Simoniens, les frères Péreire, avaient déjà organisé le chemin de fer de Paris à Saint-Germain-en-Laye. Ce début faisait ouvrir les yeux sur la houille, le fer, le capital, mille autres objets qui allaient devenir un gros succès du gouvernement.

D'autre part : la crise commerciale qui s'était déclarée aux Etats-Unis, avait réagi fortement sur l'Angleterre. Il importait au Gouvernement de connaître l'influence que cet événement pourrait exercer sur nos propres affaires. Appelé à en conférer avec le Ministre du Commerce, Chevalier lui signala l'intérêt qu'il y aurait à étudier la crise sur les lieux et s'offrit à remplir cette mission.

En 1836, l'année même de la publication en volume des « *Lettres* » il s'embarqua pour le Royaume Uni. Mais un accident de voiture qui faillit mettre ses jours en danger l'obligea à interrompre sa mission et à revenir.

Son activité n'était cependant pas interrompue. Pendant qu'il préparait la publication de l'étude sur les voies de communications aux Etats-Unis, Chevalier continuant sa propagande en vue d'une rénovation industrielle, publie « *Les intérêts matériels* » (1838). C'est le programme des grandes améliorations dont M. de Molé voulait doter la France.

Dans les premiers chapitres il apprécie la situation politique du pays et trace un plan complet des voies de communication en général et surtout des chemins de fer, à exécuter dans un délai de 10 ans de manière à traverser toutes les grandes divisions du territoire. Le réseau de chemins de fer proposé par lui comprenait :

1° La ligne de Paris à la Méditerranée par Lyon à Marseille ;

2° Celle de Paris à Calais et à la frontière belge par Lille et Valenciennes ;

3° Celle de Bordeaux et Bayonne par Orléans et Tours avec ramification vers Nantes ;

4° Celle de Paris à Strasbourg ;

5° Celle de Paris Rouen et au Havre et de Paris à la frontière d'Espagne ;

6° Celle de Lyon à Strasbourg ;

7° Celle de Bordeaux à Marseille par Montpellier, Nîmes et Beaucaire (1).

Si les dépenses pour la construction d'un vaste réseau ferré sont trop importantes, pourquoi ne pas remplacer les lignes de chemins de fer par des bateaux à vapeur ? On ne construirait de la ligne de Paris à la Méditerranée que le

(1) *Intérêts matériels en France*, 1^{re} édition, p. 272.

chemin de fer de Paris à Saint-Symphorien et celui de Marseille à Beaucaire, de la ligne de Paris à la frontière d'Espagne que les sections de Paris à Orléans, de Tours à Bordeaux et de Bordeaux à Bayonne ; de la ligne de Paris vers l'Allemagne que la partie comprise entre Châlons et Strasbourg ; de la ligne de Paris à la mer que le chemin de fer de Paris au Havre, à partir de Pontoise ; de la ligne directe de la Méditerranée à la mer du Nord que le chemin de fer de Saint-Symphorien à Mulhouse, de la ligne de la Méditerranée au Golfe de Gascogne que la partie de Moissac à Cette. — Seul le chemin de fer de Paris vers l'Angleterre et la Belgique devait être construit entièrement.

Tel était le plan d'ensemble proposé par Chevalier. — Il arrivait à son heure au moment où, de toutes parts, des voix s'élevaient en faveur des voies de communications, où l'opinion publique leur était favorable, où les Pouvoirs Publics votaient des crédits, où les capitaux commençaient à affluer, une fois de plus Chevalier tombait juste dans ses prévisions. Le réseau de chemin de fer projeté par lui, comprenait les lignes qui devaient, par la suite, être votées les premières.

Quel changement dans sa manière de voir le monde depuis le jour où il avait endossé publiquement la jaquette bleue, où il ne songeait qu'à prêcher à la Salle Taitbout, à se poser en Cardinal ou à veiller à la buvette de Ménilmontant !

Depuis son retour d'Amérique, il avait fait deux parts de ses idées. Rejetant tout le côté mystique de ses rêveries il gardait seulement ses idées sur le travail, l'industrie,

et l'amélioration matérielle et morale du sort du plus grand nombre.

Cependant il évitait soigneusement de se rencontrer avec les anciens disciples — à d'Eichtal qui l'engageait à écrire d'Amérique une lettre sur certains efforts faits par deux femmes de ce pays en faveur des femmes en général il ne s'était pas privé de répondre qu'en quittant l'habit d'apôtre, il avait renoncé à faire tout ce qui semblait de nature à attirer la déconsidération sur d'autres travaux qui étaient plus spécialement de sa ligne ». De son propre aveu, il avait de la tourmente Saint-Simonienne retiré ce que l'acier retire d'un bain de glace (1). Cette attitude en même temps que ses succès auprès du Gouvernement n'étaient pas sans mettre quelque amertume au cœur de ses anciens compagnons. La plupart d'entre eux avouaient leur déception de voir Michel, le grand Michel du « *Globe* », bornant son ambition à écrire des lettres qui plaisaient à Thiers. Mais les reproches, voire même les injures qu'on lui adressait ne l'empêchaient point de se féliciter d'être sorti du tourbillon « qui nous a tous secoués si rudement et où quelques-uns d'entre nous ont failli perdre la cervelle ».

Le passé était bien mort en lui et Enfantin lui-même devait l'apprendre à ses dépens.

Ayant autrefois réservé une rente de treize cents francs à son père, sans en avoir parlé à personne, il fut presque accusé par Chevalier d'escroquerie. — Enfantin eut la douleur de voir la plupart de ses enfants prendre parti contre lui. Ceux-ci se montrèrent fâchés d'un procédé qu'ils qualifiaient de cachotterie, alors qu'ils savaient jusque-là tout

(1) Charléty. Histoire du Saint-Simonisme.

fait pour Enfantin et même payé ses dettes. Ce fût là l'origine de la brouille d'Enfantin avec les autres membres de la famille. Les enfants, sans rompre définitivement avec le père, espacèrent leurs relations et résolurent de recouvrer leur indépendance.

De plus, la plupart d'entre eux avaient évolué et désiraient secouer le joug d'Enfantin. Michel lui-même, qui avait pris conscience de son individualité, de sa valeur, un peu grisé par les premiers murmures de la gloire, était exaspéré à l'idée que le Père pouvait prétendre encore faire peser sur lui une discipline dont il n'avait que faire.

« Ils voudraient me voir au Congo, écrivait-il, c'est très naturel et je ne leur en veux pas ». La querelle fut envenimée par les réponses d'Enfantin qui avait résolu de rendre coups sur coups « Croirait-on vraiment que ces diables d'hommes m'ont traité autrefois en autocrate en loi vivante et que Michel à renchéri sur tous dans cette voie » (1).

Cependant un esprit logique comme celui de Chevalier avait besoin de mettre d'accord ses principes avec ses actions et de préciser une fois pour toutes sa position vis-à-vis du Saint-Simonisme.

Un article publié par M. de Carné dans le Journal des Débats, à propos du « Livre du Peuple » de Lamennais, où Saint-Simon fort malmené était comparé à Babeuf, et les Saint-Simoniens considérés comme républicains, lui en fournit l'occasion, Michel répondit par une lettre insérée le 6 janvier 1838, dans laquelle il exposait les points fondamentaux de la nouvelle école économique et revendiquait pour Saint-Simon tout ce qu'avaient de civilisateur,

(1) Charléty. Histoire du Saint-Simonisme,

les principes posés par ce philosophe. Défendant Saint-Simon du reproche d'être un matérialiste et un ennemi du christianisme, Chevalier s'attachait à démontrer que le père de la doctrine Saint-Simonienne n'avait jamais réclamé l'égalité absolue et, loin de mettre en cause la forme du Gouvernement, avait toujours été partisan de la royauté constitutionnelle.

Quant à l'Ecole Saint-Simonienne « armée sous les drapeaux de laquelle, soldat obscur il avait marché » il vantait les « intentions dévouées et généreuses » de ses adeptes. C'était l'abus de la méthode mathématique en matière sociale qui avait amené ces derniers à des erreurs graves « Nous eumes le tort de penser que l'algèbre, c'est-à-dire la logique, sous sa forme la plus inflexible et la plus brutale gouverne le monde. La logique n'est que la moitié de la raison. La vérité et la raison ne peuvent, je le sens aujourd'hui, résulter que de l'accord des syllogismes avec les faits, de la logique avec l'expérience, mais nous l'ignorions alors et plusieurs de mes anciens amis, l'ignorent encore. Voilà pourquoi » poursuivait-il, « nous crûmes à la disparition de l'héritage ». Il n'hésite pas à taxer cette croyance de folie, folie également les idées des Saint-Simoniens sur la famille. Saint-Simon, du reste, est toujours resté étranger à ces utopies. Seuls en sont responsables ceux qui firent subir une déviation à ses principes. C'étaient, ces erreurs, qu'avaient amené la disparition de l'Ecole. Mais « convenez » ajoutait-il, « que si nous dîmes des folies grosses comme le poing, ce ne fut pas sans mélange de bien et il y avait autour de nous d'autres hommes qui en faisaient de grosses comme les montagnes » (1).

(1) Journal des Débats, 6 janvier 1838.

Chevalier affecte de rester Saint-Simonien comme Saint-Simon et il déclare garder toute son admiration pour l'auteur « du Nouveau Christianisme qui était » un grand philosophe, un de ces rares génies qui, de la hauteur où ils sont placés indiquent aux peuples et aux gouvernements, dans les situations les plus difficiles, la marche qu'ils doivent suivre pour éviter de formidables écueils, un homme plein de sentiments les plus généreux et les plus purs et des plus nobles pensées pour le bonheur du genre humain. »

Quant à Enfantin, Chevalier n'en parlait pas.

L'article lui attira des réponses acerbes de la part des disciples qui l'accusèrent de renier le père et de vouloir l'annihiler définitivement.

Cependant Chevalier n'avait pas de si noirs desseins ; il tenta même, par l'entremise d'Eichthal, de se réconcilier avec Enfantin. Mais on lui répondit, qu'il devait pour cela appeler Celui-ci « mon père ». Il s'y refusa. Dès lors la dispute recommença de plus belle, des paroles irréparables furent échangées. Michel traita le Père de magnétiseur. Enfantin répondit que « les plus grands insolents sont aussi les plus plats flatteurs et que Michel qui aurait été l'un, avait été l'autre » Un duel entre d'Eichtahl et chevalier faillit même s'ensuivre.

Si Chevalier avait parfois dépassé la mesure dans ses attaques contre un homme qu'il avait autrefois vénéré, il s'était parfaitement aperçu du manque de sens pratique d'Enfantin, qui, en orientant la doctrine Saint-Simonienne vers la recherche de la femme lui avait fait prendre une orientation néfaste et préféré le mysticisme aux réalisations.

CHAPITRE V

LES HONNEURS. M. CHEVALIER EST NOMMÉ CONSEILLER D'ÉTAT EN SERVICE EXTRAORDINAIRE. — MEMBRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU COMMERCE. — CHEVALIER PROFESSEUR AU COLLÈGE DE FRANCE.

SA 1^{re} LEÇON LUI ATTIRE LE MÉCONTENTEMENT D'ENFANTIN.
— SES IDÉES SUR LA PRODUCTION.

ATTAQUE CONTRE CHEVALIER.

Les premiers succès de Chevalier l'avaient confirmé dans cette idée que la voie où avait prétendu l'entraîner Enfantin était stérile. Ayant définitivement liquidé le passé, l'ancien Saint-Simonien, s'orienta définitivement vers les réalisations. « Les lettres sur l'Amérique » lui avaient valu en 1836 la croix de Chevalier de la Légion d'Honneur. En 1838, peu de temps après la publication des « intérêts matériels » il fut nommé Conseiller d'Etat en service extraordinaire avec autorisation de participer aux travaux du Conseil. — Il en devint rapidement un des membres les plus écoutés (1). — Ce fut lui qui en 1854 défendit devant le corps législatif, comme Conseiller d'Etat la loi sur les livrets ouvriers.

(1) Ces fonctions l'accapèrent à un tel point qu'en avril 1852 il dut charger M^e Baudrillart, de la suppléance de ses Cours au Collège de France. Il ne remonta dans sa chaire que le 18 décembre 1860.

La nomination de Chevalier au Conseil d'Etat fut suivie par sa désignation comme membre du Conseil supérieur du Commerce.

Enfin en 1840 Chevalier était nommé Professeur au Collège de France et prenait place dans la chaire où s'étaient illustrés J. B. Say et Rossi.

Il y arrivait presque sans concurrence, sur la double présentation des professeurs du Collège de France et de l'Académie des sciences morales et politiques.

Le Journal des Débats annonçait l'ouverture du cours de Michel Chevalier en ces termes :

« M. Michel Chevalier a été autrefois Saint-Simonien et ceux qui lui en font un crime, ceux qui l'accusent avec tant d'aigreur d'avoir renié son passé auraient bien dû assister aujourd'hui à l'ouverture du Cours d'Economie politique qui s'est fait au Collège de France, au milieu d'un immense concours d'auditeurs de toutes les professions et de toutes les classes. — Le discours de M. Michel Chevalier n'est autre chose en effet que le résumé éloquent et profond, l'exposition impartiale et philosophique de tout ce qui a mérité de survivre dans les doctrines du Saint-Simonisme, dégagé des erreurs que l'inexpérience et la jeunesse de ses premiers apôtres avaient groupées autour de son berceau » (1).

En fait, le nouveau professeur pénétrait dans l'économie politique mais en la modifiant. A l'éloquence froide, et un peu sèche des maîtres qui l'avaient précédé succédait le romantisme de Chevalier, ses improvisations ar-

(1) Journal des Débats, 12 décembre 1841.

dentes, le lyrisme avec lequel il saluait l'avènement de la civilisation industrielle.

Le premier volume du cours d'Economie politique parut en 1842. Les thèses suivantes y étaient développées.

La liberté est liée à l'industrie.

L'élévation de toutes les classes de la société, est liée au développement de la puissance productrice.

Réfutation des objections élevées contre l'accroissement de la production.

Les machines et leur rôle.

Nécessité d'accroître la production.

Situation monétaire de la France.

Voies de communication.

Le deuxième volume examine les questions relatives aux diverses voies de communication ainsi qu'à l'intervention du Gouvernement dans les Travaux Publics.

Le troisième volume imprimé en 1850 sous le titre « *La Monnaie* » est une mine de renseignements historiques.

Le cours d'économie politique fut réédité en 1858. Chevalier avait enrichi à cette date son travail de tous les documents fournis par les quinze dernières années. Dans le premier volume il s'était contenté de faire ses modifications sous forme de notes et d'appendices. — Dans le dernier le texte entier a été refondu.

De la sorte sont traitées d'une façon précise :

La question des voies de communication.

L'organisation des armées permanentes et leur application aux Travaux Publics.

Dans ses cours, dont les directives lui avaient été données en grande partie par le résultat de ses observations

en Amérique. Chevalier se révèle comme un économiste pratique dont la préoccupation est moins la recherche que l'application immédiate sur les objets et sur les choses. Pour lui, l'économie politique ne doit pas rester confinée dans le domaine des abstractions, à une époque toute d'action, elle doit résolument passer à la phase d'action et reprendre contact avec les réalités. Le rôle de cette science consiste moins à creuser des problèmes ou à examiner des théories qu'à réaliser dans les choses les vérités acquises qui répondent aux besoins actuels. Il se défend cependant de faire de l'économie politique une science envahissante. Elle n'a à s'occuper, déclare-t-il, que de la production et de la répartition des produits. Elle ne s'occupera que du côté inférieur qu'ont dédaigné les sciences aînées, ce sera la ménagère de la maison. Elle vient après la religion qui a charge d'âmes, après la philosophie qui plane sur tout le domaine de la pensée, la politique qui manie et modère les passions publiques, après la morale, dont elle n'est qu'une branche, on la subordonne même au droit public existant et reconnu dont elle n'aurait qu'à appliquer les principes fondamentaux à l'étude et l'explication des phénomènes qu'embrassent la formation, la répartition et la consommation de la richesse.

Que cette humilité fût sincère ou quelque peu affectée, elle n'empêche point Chevalier de donner son opinion sur les sujets les plus élevés, ni de faire des incursions dans la morale et la politique. Il lui suffit pour cela de démontrer qu'en vertu même de sa dépendance avec les autres sciences morales, l'Economie politique s'accorde bien avec elles, leur prête un concours des plus utiles et par cela même peut empiéter sur le terrain de ses alliées. S'il affecte de donner

un rang modeste à l'Economie politique, Chevalier, dédaigneux des discussions d'école, la maintient dans les questions générales. Comme il s'attache à ce qui peut intéresser le plus fortement le public, il exige d'elle une grande largeur de base et un contact permanent avec la vie. « En Economie politique, comme dans toutes les sciences morales et politiques, il faut opérer sur la base de la nature humaine, telle qu'elle est, sans la mutiler, sans la déposséder de ses attributs, surtout ceux de premier ordre. Or ce serait avoir une vue étroite et fausse de la nature humaine que de prétendre que tous les attributs sont impliqués suffisamment par notre aptitude à la liberté. La Nation ou la société, ce grand corps dont l'individu est membre, a droit à sa liberté aussi. La liberté collective de la société, c'est l'ordre, l'ordre dont le gouvernement est le premier gardien. Je ne crois pas qu'il soit possible de dire que la personnalité occupe dans la nature humaine une place plus grande que la sociabilité. L'Economie politique aurait donc tort si elle donnait à ses raisonnements et à ses déductions, pour seul et unique point de départ, l'intérêt personnel. Elle est tenue d'envisager aussi et avec l'attention la plus sérieuse, l'immense variété des intérêts collectifs qui découlent de la sociabilité humaine ». (1) Au fond de cette habileté, il y a une grande sincérité. — Chevalier a conservé en dépit de tout, l'empreinte Saint Simonienne - Il doit à celle-ci le sens aigu des réalités de l'époque et le souffle humanitaire que l'on trouve dans son cours.

La suite des discours d'ouverture au Collège de France est intéressante à étudier sous ce rapport car il reflète le mouvement des esprits à cette époque.

(1) M. Chevalier. Cours d'Economie Politique.

Le premier discours est plein d'aspirations vers les réformes radicales que la littérature de 1840 faisait pressentir. Il y est question de la concurrence désordonnée, de la guerre contre le capital, de l'organisation du travail mais au fur et à mesure que l'on s'avance vers les dernières dates, les craintes font place à l'espérance, les griefs sont réduits à leur juste valeur, les éléments de l'organisation industrielle sont mis en relief, les bienfaits de la concurrence exaltés.

Quelles que soient cependant les modifications que le professeur a pu apporter dans ses cours, la grande idée de Chevalier qui sert de pivot à toutes ses leçons est la glorification de l'Industrie, la nécessité d'accroître la production et par contre coup la richesse et le bien être. Loin de vouloir par là, assigner à l'humanité un but consistant uniquement dans la poursuite des jouissances matérielles, il prétend au contraire assurer par ce moyen la suppression des conflits sociaux et le relèvement de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

Dans les premières années de son cours, il développe l'idée que la plaie de la société dans l'ordre économique réside dans l'insuffisance de la production mille fois plus que dans une vicieuse répartition des produits et qu'en conséquence on doit activer l'organisation des moyens destinés à augmenter la puissance productive de la nation. — Pour clore l'ère des révolutions, il faut féconder le travail national, afin que pour un même nombre de bras il y ait une masse toujours croissante des produits. — C'est en substituant l'abondance à la pénurie qu'on soustraira les populations à la misère, qu'elles supportent avec impatience, que l'on pourra répandre le bien être, sans perdre

de vue que celui-ci contribue à l'amélioration morale du peuple. Ainsi, Chevalier définissant la richesse, se tient dans une atmosphère de spiritualisme exceptionnelle. L'avènement de l'industrie à ses yeux, ce n'est pas le triomphe de la matière sur l'esprit. Au contraire, l'industrie ne s'élève que parce que l'intelligence dompte la matière et établit sa domination sur le monde matériel « c'est l'esprit humain se faisant de la planète un trône superbe ». Ce qu'on appelle le progrès matériel tient beaucoup plus de l'esprit que de la matière. « Des hommes à courtes vues et à courtes sympathies ont pu supposer que le bien être devenait aujourd'hui la destination sociale et individuelle, mais pour ceux qui ont le cœur bien placé et l'intelligence ouverte, le bien être est un moyen bien plus qu'un but. Car, pour quiconque a de la générosité dans les sentiments et de la noblesse dans les idées, l'avantage du bien être ne consiste pas dans la satisfaction des appétits matériels ; c'est bien plutôt de donner une base à la dignité humaine et d'assurer la liberté de l'homme en le dégageant du poignant souci des besoins matériels de chaque jour. »

Cet accroissement du bien être est, la condition de la liberté pour la classe pauvre. La face matérielle de la liberté a pu rester voilée jusqu'en 1830 et doit au contraire être mise en lumière avec le plus grand soin désormais parce que avant 1830 c'était une des moitiés du Tiers-Etat, celle qui était plus près du but, la bourgeoisie, qui arrivait à la liberté. Depuis 1830 il s'agit d'en admettre dans le Conseil la seconde moitié. Or, pour celle-ci, la liberté réclame l'assistance des intérêts matériels » (1). L'homme pauvre

(1) M. Chevalier. Cours d'Economie Politique, (1842) p. 39.

n'est pas libre. Il devra son affranchissement aux progrès de l'Industrie et l'histoire prouve en effet que le développement des intérêts matériels coïncide avec la disparition de la servitude. — Dans l'antiquité le système de l'esclavage est dû à ce que l'industrie est rudimentaire. Le travail moyen d'un homme ne donne qu'un faible produit. La misère des esclaves permettait à une minorité de régner sur eux.

Pour montrer qu'il existe un rapport intime entre les intérêts matériels et les destinées de la civilisation, Chevalier illustre sa démonstration par des exemples : La civilisation déclare-t-il, date de la culture des céréales. La régularité de la production du blé et la facilité avec laquelle il se conserve ont permis à l'homme de ne plus penser uniquement à la recherche de la nourriture quotidienne. — Les grandes civilisations occidentales et orientales connaissaient le blé et le riz. — Par contre beaucoup de peuplades sont restées sauvages parce qu'elles ignoraient la culture des céréales.

Autre exemple : le fer. Celui-ci joue un rôle extrêmement important dans la fabrication de toutes choses. Sans lui on serait encore aux instruments en bois, en pierre ou en terre cuite ; plus de navires, plus de chemins de fer, plus d'imprimerie.

Ainsi le blé et le fer ont suffi pour changer de fond en comble les conditions des sociétés humaines, pour affranchir l'homme de bien des servitudes. C'est pourquoi, si l'on veut améliorer le sort des ouvriers, si le Gouvernement a conscience de son devoir qui est d'aider les classes populaires à s'élever dans le domaine intellectuel, il convient d'augmenter la puissance productive de la société.

Grâce à elle on pourra répandre le bien être, sans perdre de vue que celui-ci contribue à l'amélioration morale du peuple. Par là, l'Economie politique, en enseignant les moyens d'accroître la production, peut-être considérée comme une philosophie et une morale.

Ces idées avaient, à ce moment, le prestige de la nouveauté. — La doctrine du progrès n'avait pas encore pénétré dans les esprits et beaucoup restaient sceptiques en voyant Chevalier dévoiler les splendeurs de l'avenir ou s'indignaient quand il dépouillait le passé de son auréole en faisant un parallèle au point de vue du bien être entre Agamemnon et un petit boutiquier, en disant que si le peuple romain était sobre et frugal cela venait de ce qu'il était pauvre en dehors des conquêtes et des pillages.

Faisant front contre ceux qui regardent l'excès de la production comme un fléau, Chevalier répond qu'évidemment un accroissement de production, lors qu'il est isolé, c'est à dire, lorsque les autres classes de producteurs, n'ont pas de leur côté accru dans une mesure semblable la masse des articles à échanger, peut-être un mal. Mais de ce qu'un excès de production solitaire dans une branche de l'industrie peut avoir des conséquences fâcheuses, on ne peut rien conclure contre un accroissement progressif et bien harmonisé dans l'ensemble de la production.

Les principes de la société, du reste, s'accommodent très bien d'idées larges et graduelles, déclare Chevalier, qui, appliquant à son époque une parole de Bacon, termine par ces mots le discours d'ouverture de son cours en 1841. « Que celui qui se refuse à des remèdes nouveaux s'apprête à des calamités nouvelles » (1).

(1) M. Chevalier. Cours d'Economie Politique (1842) p. 31.

Les adversaires des théories du nouveau Professeur au Collège de France ne se recrutaient pas uniquement parmi nombre d'économistes. On n'était pas très loin de l'époque en effet où l'invention des machines avait rencontré l'hostilité du monde ouvrier. Aussi les premières leçons de Chevalier sont-elles consacrées à la défense du machinisme et à la réfutation des objections que Sismondi avaient élevé contre elles. Il s'attache à démontrer que les machines n'entraînent pas le chômage. En veut-on un exemple ? « l'industrie cotonnière anglaise occupait 7.900 personnes avant l'invention du métier en 1796 ; depuis la création des filatures, 800.000 personnes sont occupées dans les manufactures en 1833 (1).

Les machines, au contraire, amènent l'abaissement des prix et l'accroissement de la consommation, résultats méconnus cependant par leurs adversaires et qui ont pour effet de répandre le bien être et par conséquent d'accroître la liberté.

Loin, comme on le prétend encore, d'imposer à l'homme une servitude et une fatigue écrasante, les machines lui évitent les travaux les plus pénibles puisque grâce à elles, ces derniers sont accomplis par les forces de la nature.

Il n'est pas vrai non plus que le machinisme ait pour résultat d'accroître la journée de travail car les patrons n'ignorent pas qu'à partir d'une certaine limite le travail de l'ouvrier cesse d'être productif.

Les ennemis des machines se sont enfin attaqués à la division du travail. Ils ont prétendu montrer qu'elle était

(1) M. Chevalier. Cours d'Economie Politique (1842) p. 133.

nuisible à l'intelligence de l'ouvrier alors, qu'au contraire la division des occupations favorise la découverte des machines qui accomplissent les travaux de force, laissant à l'homme la part de l'adresse et de l'intelligence. Les adversaires des machines n'oseraient pas les détruire, même s'ils en avaient le pouvoir, car sans elles, il est impossible d'accroître la production, et, vouloir leur disparition, c'est se vouer à prêcher contre la richesse et contre la grandeur et la moralité des Etats.

Evidemment les machines peuvent avoir l'inconvénient d'amener une suspension momentanée du travail ; elles peuvent dès qu'elles apparaissent, priver l'ouvrier de son emploi. Ce mal est momentané mais la période de crise n'en existe pas moins. La plupart des pays ont essayé de remédier à l'interruption des travaux, mais le seul remède est le travail. Il appartient au gouvernement d'avoir à l'avance, des plans de travaux ou l'on puisse, le cas échéant, occuper les bras inemployés. Il arrivera du reste un moment où l'industrie s'organisera comme la guerre s'est organisée et alors l'emploi des machines se généralisera sans cesse pour le bien-être de tous. Il faut donc se garder d'interrompre l'essor inouï de l'industrie. Grâce à lui, le monde matériel devient l'esclave de l'homme, devenu libre à son tour.

Ce point fondamental éclairci, Chevalier indique les moyens qui lui semblent propres à accroître la production et développe à nouveau les idées exprimées par lui dans « *les Lettres sur l'Amérique.* »

Parmi les moyens dont la société dispose et à l'égard desquels l'autorité est investie, il en est trois, déclare-t-il, d'une efficacité considérable, à savoir : l'extension et le perfectionnement des voies de communication, le développement des

institutions de crédit, l'éducation professionnelle. Il faut mettre en jeu ces trois ressorts et procéder :

1° à l'exécution d'un système complet de voies de communications et de transports, depuis les chemins vicinaux jusqu'aux canaux et aux chemins de fer, de manière à faciliter et à provoquer toutes les transactions sociales.

2° à l'établissement de diverses institutions de crédit qui mettraient à la portée de toutes les classes les instruments de travail ou les capitaux qui sont aujourd'hui inaccessibles non seulement à l'ouvrier et au cultivateur, mais encore à une grande partie de la bourgeoisie.

3° à l'élaboration d'un programme d'éducation professionnelle.

Le principal instrument des réformes économiques est un bon système des voies de communications. Chevalier avait étudié celles-ci du point de vue pittoresque dans « *les Lettres sur l'Amérique*. » Le livre consacré aux intérêts matériels est une étude positive ; si l'ingénieur reparait dans « *l'Histoire des voies de communication aux Etats-Unis* » c'est l'économiste qui prend la parole au Collège de France. La plus grande partie du cours est consacrée à cette question sur laquelle il revient dans chaque leçon. Il passe en revue tout ce qui s'est fait dans les pays industriels ; France, Angleterre, Etats-Unis, Belgique, Allemagne en fait de routes, canaux, chemins de fer. Ces voies de communications sont la condition de la civilisation et de la liberté. Cette dernière est en effet subordonnée à des conditions d'ordre physique auxquelles les peuples qui veulent être libres ne peuvent se soustraire. C'est ainsi que le Mexique, après avoir proclamé son indépendance, a eu le tort de n'emprunter aux américains que leur constitution

écrite, sans prendre exemple sur leur amour du travail et l'activité qu'ils ont mis à construire leurs voies de communication.

Les Etats-Unis ont été récompensés de leurs efforts, l'Etat de New-York a dû sa prospérité à la construction du canal Erié ; la vallée du Mississipi, qui est 5 à 6 fois grande comme la France ne comptait pas en 1810, 1 million et demi d'habitants. Aujourd'hui, elle compte onze états sur les 26 dont se compose l'Union Américaine. Cette prospérité est dûe à l'invention du bateau à vapeur.

Chevalier énumère avec enthousiasme les résultats incalculables dus au perfectionnement des moyens de transport. Ils diminuent la somme des labeurs humains et viennent en aide aux classes pauvres puisqu'en diminuant le prix des denrées, ils mettent à leur portée des choses dont l'usage leur était interdit.

Les voies de communication sont également des instruments de domination politique ; autrefois les Romains, aujourd'hui les anglo-saxons, en quelques lieux qu'ils pénètrent, construisaient et construisent les voies de communication.

Elles sont aussi des agents efficaces d'administration et de gouvernement. C'est ainsi que les routes stratégiques de l'Ouest ont concouru à la pacification de la Vendée et de la Bretagne. Leur rapidité est appelée à changer les conditions des empires et l'équilibre du monde car les rapports entre les peuples vont s'accélérer. « J'ignore si, les états les plus faibles seront englobés par les plus forts ou bien, si d'un commun accord, on procédera par voie de confédération ou d'association, mais je tiens pour certain qu'à la faveur des chemins de fer, une grande métamor-

phose soit inévitable et que' par eux, le genre humain doive faire un grand pas vers cette unité, peut-être impossible à atteindre, que des hommes de génie lui ont assignée comme le terme de tous ses progrès ». (1) Les faits rendent témoignage de ce pouvoir des voies de communication. Ce sont elles en effet qui maintiennent l'unité dans la Confédération Américaine.

Envisageant la question sous un côté plus particulièrement technique, Chevalier énonce les bénéfices que l'on peut retirer de la puissance de la vapeur. Les chemins de fer réduisent les deux tiers des frais de voyage et économisent trois cinquièmes sur le temps ; l'avantage obtenu sur le transport des marchandises est d'un tiers. En Belgique, les chemins de fer ont procuré au public un bénéfice équivalent au septième des impôts. En France, les mêmes avantages équivaldraient à un dégrèvement de 200.000.000 sur le budget. Si les grandes lignes projetées usent un matériel représentant 10.000 chevaux-vapeur, on aurait par le train une force équivalente à 4.200.000 chevaux d'écurie.

« Que ne transporterait-on pas, je vous le demande, » s'écrie-t-il « avec 4.200.000 chevaux ! » (2).

Plusieurs leçons sont consacrées à l'intervention de l'Etat en matière de transports. Chevalier se rallie au système adopté par les Chambres en 1842 qui combine l'action de l'Etat et de l'Industrie privée. Bien entendu, cette solution comportera des palliatifs, selon les pays. En Angleterre, pays d'autocratie et capitaliste la navigation et les chemins de fer appartiennent à des entreprises privées.

(1) M. Chevalier. Cours d'Economie Politique (1842) p. 267.

(2) M. Chevalier, Cours d'Economie Politique (1842) p. 401.

La Belgique a exécuté grâce à l'aide de l'Etat et à l'emprunt un réseau général des chemins de fer. En Autriche, en Russie, en Bavière, les réseaux ont été exécutés par l'Etat.

Dans l'Amérique du Nord, le Gouvernement a contribué pour les trois quarts à la dépense.

En France, le système de 1842 a été quelque peu modifié dans un sens favorable à l'Etat. La durée des concessions a été diminuée ; on a imposé des charges aux adjudicataires.

On doit cependant veiller à ce que l'établissement d'une ligne ne constitue pas un monopole trop exclusif au profit de la compagnie qui serait tentée d'en abuser. L'Etat doit donc s'opposer à ce que des compagnies ne lèvent pas sur les pauvres des impôts prohibitifs. En Angleterre certaines d'entre elles se sont montrées particulièrement cupides ; elles ont réduit le nombre des places des 3^e classe. En France on a construit des wagons découverts ; ce qui occasionne un grand nombre de maladies.

Le deuxième moyen employé par Chevalier pour augmenter la prospérité nationale est le développement des institutions de crédit. Il avait, en effet, comme nous l'avons vu, pu étudier en Amérique les avantages et les abus de crédit. C'est pourquoi il s'empresse de dire que si le crédit stimule la production, il ne faut pas l'employer sans ménagements. Un accroissement exagéré de la circulation peut tourner au détriment de la classe ouvrière. L'organisation du crédit est donc le problème le plus complexe à résoudre. « Je crois » disait-il déjà dans « *les Lettres sur l'Amérique* » « que pour être en harmonie avec notre caractère et nos aptitudes, les institutions de crédits devront en France, s'appuyer sur le Gouvernement, combiner leur action avec

la sienne, être en un mot, des institutions publiques et dans leur objet, faire une large place à l'agriculture .» (1) Il faut ranger parmi elles tous les systèmes d'assurances, que ce soit l'Etat ou les Compagnies qui assurent car les assurances mettent à l'abri d'accidents les capitaux divers. La France a grand besoin de développer chez elle ces institutions ; malheureusement les Français ne possèdent guère le sens du crédit. Aussi faut-il réformer nos lois sur la propriété foncière et modifier la législation hypothécaire, qui a pour effet de frapper d'interdit la propriété entre les mains du propriétaire. Il faut enfin mettre au point un programme d'éducation professionnelle complétant les études indispensables par un enseignement commercial en faveur de la bourgeoisie et par l'apprentissage d'un métier pour la classe ouvrière.

Avec une telle organisation on produira beaucoup et bien à bon marché et « la pauvreté disparaîtra comme la lèpre a disparu ».

Deux autres questions importantes sont examinées par Chevalier dans son cours ; l'intervention de l'Etat dans les travaux publics et l'application de l'armée à ces derniers.

La solution de la première question peut, suivant lui, différer selon la nature du Gouvernement et l'état de la société. Dans l'antiquité l'art industriel et le commerce étaient méprisés ; la production des aliments exigeait la majeure partie des bras et il eut été inutile et dangereux d'en consacrer beaucoup à d'autres travaux. Quelques gouvernements cependant le firent, comme Rome et l'Egypte. Sous la Féodalité, les seigneurs couvrirent le sol d'innombrables forteresses et les bourgeois entourèrent la ville de

(1) M. Chevalier. Lettres sur l'Amérique du Nord.

remparts. L'autorité religieuse éleva des couvents et des églises. Cependant ce n'est qu'au début du XIV^e siècle que la véritable notion de travaux publics se dégagaa. Aujourd'hui, déclare Chevalier, l'on ne peut donner le nom de travaux publics qu'à ceux qui servent à la prospérité des générations présentes et futures. Dès lors, ces travaux apparaissent comme des agents du progrès général, comme des éléments de la force nationale et méritent, à ce titre, de devenir un des premiers soucis du Gouvernement (1).

Chevalier accorde à l'action de l'Etat une part très grande. Cette tendance se rattache du reste à l'Ecole Saint-Simonienne qui a toujours réagi contre le principe individualiste et l'éparpillement des forces en faveur de l'unité sociale et de la concentration des énergies. De plus, Chevalier était amené à soutenir ce point de vue par des considérations de milieu. La France est essentiellement unitaire et gouvernementale. Chevalier reconnaît même qu'elle l'est trop mais son poste l'obligeait à agir sur l'opinion et de faire quelques concessions à l'état des esprits. C'est ainsi que pour justifier le concours de l'Etat dans les Travaux d'utilité générale, il s'appuie sur le génie particulier de chaque race. Il explique par là, comment l'initiative privée s'est chargée en Angleterre des grands travaux, alors que la France et les Etats-Unis ont eu recours à l'Etat. Il indique comment les Etats du Nord ont pris l'initiative des voies de communication alors que le Sud s'est rapproché du système anglais. Pour Chevalier, il importe de tenir la balance égale entre ces deux forces qui sont l'action de l'Etat et l'initiative privée ; autrement dit la centralisation et la décentralisation. La part du Gouvernement sera

(1) M. Chevalier. Cours d'Economie Politique, p. 67.

la protection de l'industrie, les voies de communication, les institutions de crédit, l'instruction professionnelle, une surveillance tutélaire écartant des ateliers les abus, les violences, l'immoralité. Mais, ajoute, Chevalier, le travail doit rester libre, l'invention et le perfectionnement des procédés appartiennent de droit divin au domaine de la liberté. Le progrès de l'industrie réclame une forte tension du ressort individuel. L'individu doit avoir dans l'industrie ses franchises jusqu'au point où il contrarierait visiblement l'intérêt général.

Chevalier combat avec énergie l'idée de charger l'état seul de la fonction commerciale en se raillant de ces personnes « pour qui c'est un parti pris de chercher, dès qu'une difficulté se présente, le remède dans l'abandon entre les mains de l'administration de quelqu'un des attributs dont les particuliers se trouvent investis ; comme si tout devait aller de soi sans secousse, sans accident, à la satisfaction universelle, comme si les agents de l'autorité étaient nécessairement meilleurs que nous ». L'Etat déclare-t-il, est mauvais industriel et il ne peut se charger d'une exploitation que lorsque la chose se réduit à des termes d'une grande simplicité comme le service de la poste aux lettres par exemple. Il approuve l'encouragement donné par l'Etat aux chemins de fer ; il regarde la reprise des concessions par l'Etat comme une innovation malheureuse, accréditée en France, à la faveur d'idées exagérées sur la prérogative de l'Etat et sur la centralisation.

L'Etat aura à intervenir lorsque l'intérêt général sera en question. Le Gouvernement est le « gérant de l'Association nationale » (1). Il y a en France un préjugé contre les

(1) M. Chevalier. Cours d'Ec. Politique (1842), p. 69

organismes intermédiaires existant entre l'Etat tout entier et l'individu isolé ; toute association est suspecte si elle a une existence propre. « Ce système destructif de tous les intermédiaires entre l'Etat et l'industrie a, du reste une origine ancienne ; c'est un vieux péché de la royauté française. Si la France est devenue une plaine nivelée et formée de grains de sable comme les déserts africains où il n'y a aucune éminence dont les flancs présentent un abri contre la tempête, la royauté française en est responsable devant Dieu et devant l'histoire et elle en a porté la peine ». Cette appréciation semble indiquer que, prenant les choses du point de vue actuel, Chevalier devait tenir compte des usages, des opinions des conditions administratives et accorder à l'action de l'Etat beaucoup plus qu'on n'accorde par exemple en Angleterre, pays de liberté.

L'autre problème traité par Chevalier est celui de l'application des armées permanentes aux Travaux Publics. Cette question, déclare-t-il, s'est posée naturellement depuis l'ère de paix de 1815 et a donné lieu à de nombreuses controverses. Pour les uns, l'armée doit être employée aux œuvres de paix et devenir une grande école professionnelle. Pour les autres ces travaux affaibliraient l'esprit militaire. En tous cas, l'idée ne date pas d'hier. Les soldats romains de César, de Titus et de Trajan ont fait des travaux considérables. Sous les empereurs les soldats romains furent astreints à des travaux civils pour leur éviter l'oisiveté des camps.

L'Etat social du moyen-âge ne se prêtait pas à l'application des armées aux Travaux Publics, les travaux de siè-

ge eux-mêmes étaient exécutés à cette époque par des pionniers qui n'étaient pas soldats, ce qui entraînait des inconvénients. Sous l'ancien régime l'application de l'armée aux Travaux Publics était une exception. Sous le régime actuel cette expérience semble se généraliser. L'armée française en effet, a prêté son concours à la construction des fortifications de Paris en 1840 ; elle a fait des travaux de maçonnerie, d'extraction des pierres, parfois même des travaux pour le compte des entrepreneurs ; cet emploi des soldats présente une économie considérable. Il est vrai que cette économie peut se changer en pertes, si l'on tient compte des frais de baraquement et des indemnités diverses mais une hausse des salaires eut été inévitable si l'on n'eut employé les troupes et ainsi, l'emploi des soldats a procuré une économie à l'Etat.

Chevalier examine ensuite les systèmes les plus originaux d'organisation militaire présentés par l'Europe : régiments, frontières d'Autriche, Colonies militaires de la Russie méridionale, l'armée inolta de la Suède, dans laquelle les Officiers et les sous-Officiers ont, au lieu de solde, des fiefs temporaires attachés au grade ; chaque circonscription territoriale est chargée d'entretenir un soldat et sa famille sur un petit domaine qu'il cultive ; le système prussien (armée de ligne, premier ban de Landwehr, deuxième ban de la Landwehr et Landsturm) ; les diverses modifications à la loi de recrutement proposées en France. Il ne se dissimule pas qu'au lieu de chercher à donner une orientation utile à ces forces stériles que sont les armées, il vaudrait mieux les supprimer purement et simplement. De toutes parts les peuples, les intérêts se pénètrent, se rapprochent ; l'idéal industriel tend à remplacer l'idéal guer-

rier. Ce mouvement d'expansion des peuples Européens sur le reste du monde, la propagation des régimes parlementaires continuent sans cesse et peuvent nous faire concevoir l'idée d'une paix universelle. Malheureusement, déplore Chevalier, elle est encore bien loin de nous. Le christianisme, lui-même, a dû transiger avec la guerre. Les rêves pacifiques de l'Abbé de Saint-Pierre ont été raillés par le XVIII^e siècle ; les disciples de Voltaire qui avaient honni la guerre, l'ont promené dans le monde entier. Il n'est pas jusqu'à Napoléon qui faisait la guerre en protestant de son amour pour la paix. Et Chevalier, constatant que l'homme est toujours tenté de mettre sa force au service de ses passions, se demande si la guerre n'est pas inhérente à l'esprit humain et si le développement de plus en plus grand des confédérations Européennes suffira pour la faire disparaître. Néanmoins, l'ancien Saint-Simonien met tous ses espoirs dans la pacification des relations industrielles et des rapports internationaux. Il réclame la fusion des intérêts de tous les peuples, le progrès et l'unité humaine.

En 1858 Chevalier publia la seconde édition de son cours. Ses principes économiques n'avaient pas varié. Il ne changeait rien aux conclusions tirées des faits qu'il avait observé. Mais, avec le temps, ces mêmes faits s'étaient développés et avaient procuré des éléments nouveaux à l'observation du Professeur. Le résultat fut que la 2^e édition s'enrichit de nouvelles observations. On y retrouve la question de l'application des armées permanentes aux Travaux Publics, celle de l'intervention de l'Etat dans ces derniers ; les moyens de réorganiser l'industrie. Quelques leçons sont consacrées au bon marché dans la-

quelle Chevalier voyait une question vitale pour la société moderne.

Les idées exprimées par le professeur dans les premières années, entraient tout à fait dans le programme du Gouvernement de 1838. A l'époque du Ministère Mollé, Chevalier jouissait d'un grand crédit. C'est alors que furent présentés aux Chambres des plans pour l'exécution des chemins de fer, plans que l'esprit de parti fit écarter. Des projets s'élaboraient au sujet du crédit et auraient été réalisés rapidement si la Banque de France eut été plus accessible à ces idées.

Quant à l'enseignement professionnel, Chevalier fut bien près de le voir réalisé. Il avait été frappé à Lyon de la supériorité de la méthode d'enseignement qui était en vigueur à l'Ecole de la Martinière, établissement d'instruction professionnelle au profit des ouvrières. Il en signala les avantages à M. de Molé. Une commission fut nommée pour réorganiser le conservatoire des Arts et Métiers de Paris. Chevalier en fut nommé membre ainsi que le Commandant de génie Tabareau, Professeur à la Martinière, qui assista à toutes les séances. On décida qu'une école de 400 enfants de la classe ouvrière seraient établis au Conservatoire, sur le plan de la Martinière même. Un rapport au roi fut rédigé et paru dans le « Moniteur » (23 décembre 1830). La chute du Ministère fit échouer le projet.

Les idées exprimées par Chevalier dans son cours, la place primordiale qu'il accordait à la production au détriment de la répartition, les honneurs que lui prodiguait la bourgeoisie, n'étaient pas sans lui attirer l'inimitié des anciens disciples. — Infantin lui-même, entra dans une vive

colère après avoir eu connaissance du discours d'ouverture du Cours d'Economie Politique.

« J'ai lu » écrivait-il, le 16 décembre 1841 à Arlès « le discours de Michel et je suis vraiment effrayé de la manière dont Michel joue avec le feu. Certes c'est un succès immense que d'amener « Les Débats » à s'exprimer comme ils le font sur le Saint-Simonisme » c'est-à-dire de leur faire prêcher à peu près tout Saint-Simon, sauf le nouveau Christianisme et ce succès est dû à Michel, à son habileté à son infatigable travail, mais pour une pareille œuvre, peu de personnes peuvent être reconnaissantes et au contraire beaucoup doivent nourrir dans l'âme, les uns de la haine pour un tel succès, les autres de la haine encore pour les moyens employés à atteindre ce but et les bourgeois eux-mêmes, que Michel caresse dans plusieurs de leurs funestes illusions seront un jour pour lui de bien rancuneux ennemis, avant que Michel ait pu regagner ou gagner l'affection des hommes qu'il blesse aujourd'hui. »

Dans la même lettre Infantin exprime son mécontentement de voir son ancien disciple se désintéresser de la répartition des richesses en mettant au premier plan ; la production. Il l'accuse de ne pas se rendre compte que l'accroissement de la production, sans changement dans le mode de distribution, c'est l'accroissement inévitable et logique d'une part de l'extrême luxe, d'autre part de l'extrême misère. »

« Je le dis » termine-t-il, « Michel aussi a peur ; il a peur de la haine des Républicains et il aura bientôt peur s'il continue, de la défiance et de la haine des bourgeois eux-mêmes. Il est à la veille d'une crise analogue à celle

qu'il a éprouvée le 5 mai 1833, il faut une route nouvelle » (1).

Le mécontentement d'Enfantin s'exprimait de même dans une lettre écrite d'Alger à Arlès, le 5 août 1840.

« Et Michel que me parlez-vous de sa chaire d'Economie. Il a donc oublié que c'est lui qui a écrit le système de la Méditerranée, il ne voit donc pas que le grand lac va être couvert d'innombrables vaisseaux de toutes les puissances de l'Europe et que Memphis, Babylone et Palmyre se dressent sur leurs ruines pour voir passer les géants du XIX^e siècle. Quoi, ce serait en ce moment que Michel prendrait un bonnet de docteur et débiterait au professorat, cela n'est pas possible, ses démarches étaient faites avant ces grandes nouvelles (1).

Indignés de voir leurs chefs s'embourgeoiser, les anciens Saint-Simoniens de leur côté, attaquèrent violemment Chevalier. L'un d'eux, Biard, publia sous le titre « *Biographie véridique de Michel Chevalier* » un pamphlet qui eut un certain retentissement. Il reproche à Michel son égoïsme, son art à exalter le matérialisme et le confortable, il l'accuse d'avoir renié le Saint-Simonisme et d'écrire dans le « Journal des Débats » après avoir qualifié celui-ci de gazette des oisifs, sacrifiant ainsi la gloire à la célébrité d'un jour.

S'attaquant à ce qu'il appelle l'homme de pensée, Biard reproche en outre à Chevalier de faire peu de cas de la démocratie et d'avoir renoncé aux idées fraternelles des Saint-Simoniens pour n'en retirer que les idées sur le développement de l'industrie.

(1) Revue de Saint-Simon et d'Enfantin.

« Si l'on eut demandé à Monsieur Michel, au début de sa carrière politique, pourquoi, Monsieur, vous faites-vous Saint-Simonien ? il eut répondu avec enthousiasme, ce qu'il a répondu en effet, savoir : pour défendre la cause des opprimés. Mais avec l'âge, le but change chez la plupart des hommes, ce n'est sans doute pas un mal énorme, seulement la véritable habileté, consiste sur ce point à en peu parler » (1).

Biard continue son réquisitoire en accusant Chevalier d'exalter la civilisation matérialiste des Etats-Unis et, après avoir qualifié d'oisifs « ces infortunés amis du bien être » de les honorer et d'abandonner pour eux la classe plus nombreuse et la plus pauvre. »

On juge d'après ces extraits du ton que prenaient certaines attaques des anciens disciples.

Biard. Biographie véridique.

CHAPITRE V

LETTRE A M. DE MOLLÉ SUR LES FORTIFICATIONS DE PARIS. LES CHEMINS DE FER. — L'ISTHME DE SUEZ. — MICHEL CHEVALIER, DÉPUTÉ.

Si Michel Chevalier se complaisait dans les honneurs que lui prodiguait la bourgeoisie, il n'avait rien abdiqué de sa fougue de polémiste et ne craignait point de s'attaquer même avec virulence aux puissants du jour. — Il l'allait montrer bientôt.

En 1840 les Chambres furent appelées à se prononcer sur le projet des fortification de Paris. Il se manifesta, à ce sujet, une opposition assez vive, dont Chevalier fut un des principaux interprètes. Un article très court fut publié par lui dans « l'Ordre » journal de Limoges (16 janvier 1841) ainsi qu'une brochure : « *les fortifications de Paris lettre à M. le comte de Molé.* » Il y soutenait qu'on ne pouvait transformer en place de guerre une ville d'un million d'habitants. De plus cette entreprise ne marquerait-elle pas le réveil de la politique guerrière au détriment de la politique de la grande paix et des larges améliorations dont l'accomplissement est la condition du salut même de la société. Si la France est désireuse d'accroître son rôle extérieur, elle peut le faire grâce à des entreprises beaucoup plus conformes à la prospérité politique et au progrès. Pourquoi ne pas suivre l'exemple de l'Angleterre qui colonise les peuples arriérés ? Il faut ,ajoute-t-il, rejeter, comme

barbare et surannée, la croyance à une **conspiration** permanente des nations contre le relèvement de la France.

L'Europe au contraire, va vers une unité semblable à celle qui résultait en Grèce du conseil des Amphictions mais mieux cimentée, plus solide, plus efficace pour la prospérité des Etats européens et pour le bonheur du genre humain.

« La paix telle qu'on doit l'entendre, telle qu'il faut qu'elle soit pour mériter son nom, offre la plus ample satisfaction à ceux qui sont passionnés pour l'honneur national, à ceux qui croient étouffer, quand la scène politique manque d'air, ne présente pas dans l'espace, une perspective lointaine et des périls au bout de l'horizon.

« L'unité européenne c'est-à-dire le concert permanent des puissances ne saurait être un régime où elles se lieraient réciproquement les mains et, par l'effet d'une ingénieuse pondération paralyserait l'énergie les unes des autres. Une pareille paix essentiellement négative ne saurait convenir aux peuples Européens. Ce sont des tempéraments trop robustes et trop agissants pour s'accommoder d'une camisole de force — chacun d'eux est dévoré d'un besoin d'action extérieure. — Pour les confédérer étroitement, il est nécessaire de leur présenter un but commun d'activité qui en excitant leurs sentiments généreux, les fasse tressaillir comme Achille à Syros ou s'écrier comme les croisés, nos ancêtres : Dieu le veut !

« Il faut leur apporter la collective investiture d'immenses attributions actives, proportionnées à leur vigueur et mesurées sur leurs hautes facultés. Or, il est des attributions auxquelles, évidemment les événements les convient, qu'ils leurs imposent même et qui sont à leur taille.

Un but digne d'eux s'offre de lui-même aujourd'hui à « l'Unité Européenne ! c'est le gouvernement du genre humain, dont les Européens sont les aînés et que l'Europe tient déjà presque tout entier sous sa loi et sous son patronage. Assumer la haute direction des affaires de l'Univers, ce ne serait pas pour l'Europe rien de plus maintenant que la constatation d'un fait accompli, car, qui ne voit qu'aujourd'hui par elle même ou par des essais, tels que les Etats-Unis d'Amérique, l'Europe est la souveraine du globe. — De jour en jour poussée par de secrets pressentiments, aiguillonnée par le commerce, à la faveur des nouveaux agents de communication, elle allonge les bras sur le reste de la famille humaine ; elle a pris ou va prendre possession du moindre recoin des continents et des mers. — Le seul pacte possible d'unité entre les puissances serait celui qui aurait pour objet de généraliser et de coordonner ce mouvement d'expansion sous les auspices des principes civilisateurs (1).

« Quels transports alors, parmi l'ardente jeunesse que l'on contient à grand peine au sein de chacun des Etats. Quel gage de tranquillité intérieure ! Quelle compensation aussi pour ceux qui auraient perdu sur le Rhin quelque province ou quelque citadelle ! » (2).

« Le vieil axiome « Qui veut la paix prépare la guerre » était exact à l'époque où la conquête était l'idée fixe des princes ; aujourd'hui où les gouvernements s'attachent à favoriser avant tout l'Industrie, celui qui s'arme, oblige

(1) M. Chevalier. Lettre à M. le Comte Molé, p. 15.

(2) M. Chevalier. Lettre à M. le Comte Molé, p. 17,

son voisin à interrompre des travaux pacifiques, pour s'armer à son tour et rend ainsi la guerre inévitable. »

Chevalier termine la « lettre » en adjurant la Chambre des Pairs de revenir sur sa décision et en rappelant que la monarchie de juillet a reçu le mandat de réaliser la paix européenne qui ne pourra du reste que consolider la dynastie.

Au cours de la même année 1841, Chevalier fut nommé ingénieur en Chef des mines. A cette époque comme alors, la question des chemins de fer était une des grandes préoccupations. Après les lettres sur l'Amérique du Nord et les « Intérêts matériels » on avait commencé à comprendre l'utilité des chemins de fer. Ces derniers à cette époque étaient à l'état embryonnaire. Il n'existait que deux tronçons de Saint-Etienne à la Loire et au Rhône. Chevalier, ainsi que nous l'avons vu, avait eu le premier conscience du rôle qu'ils étaient appelés à jouer. Il en avait parlé en poète autant qu'en ingénieur et cela au point d'exciter un peu l'ironie mais il ne se décourageait pas et luttait contre le mauvais vouloir des Chambres, qui refusaient au Gouvernement les crédits destinés à la construction des premières lignes.

« Le Gouvernement voulait faire les chemins de fer lui-même. — A cette explosion, grande explosion. Les rivalités politiques s'en mêlèrent. La science elle-même sophistique par la passion vint donner son appui à l'esprit d'opposition systématique. Un savant illustre eut la faiblesse de prêter l'autorité de son nom à ce complot ourdi contre les chemins de fer. L'exécution par l'Etat fut repoussée à une majorité immense. Le Gouvernement se re-

tourna vers l'Industrie privée. Nouvel orage. Quoi les banquiers, les capitalistes vont s'enrichir de ces entreprises ! c'est la féodalité qui renaît de ses cendres. Les projets de concession à des Compagnies furent donc écartés ou mutilés ou hérissés de clause qui en rendaient l'acceptation impossible à des actionnaires sérieux. »

Contre les hésitations et la mauvaise volonté des Chambres, le Gouvernement trouva un auxiliaire précieux en la personne de Chevalier. Celui-ci eut enfin la joie, le 9 juin 1835, d'apprendre le vote de la concession du chemin de fer de Paris à Saint-Germain. Cette ligne, véritable doyenne des chemins de fer français, était l'œuvre de plusieurs anciens Saint-Simoniens. Stéphane et Eugène Flachat, Lammé, Clapeyron, d'Eichtal et les frères Péreire à qui Chevalier avait prêté son concours en qualité d'ingénieur conseil.

D'après « Le Courrier Français » les concessionnaires obtinrent le concours de l'armée pour la construction du Pont d'Asnières et, par ordre du Général commandant la division, dûment autorisé par le Ministre de la Guerre, le colonel commandant le 41^e de ligne avait mis ses hommes à la disposition de la Compagnie qui en avait embauché 25 sous les ordres d'un caporal et d'un sergent » (1).

C'était là une première tentative d'application de l'armée aux Travaux Publics ! Au bout de deux ans la ligne fut inaugurée en présence de la reine et du duc d'Orléans. C'était le début de l'essor des chemins de fer français. Les efforts de Chevalier et de ses amis n'étaient pas vains. Mais ce n'était qu'un début.

(1) Courrier français, 17 novembre 1835.

Chevalier infatigable, continue à mener une campagne ardente en faveur des chemins de fer auxquels les Chambres sont toujours hostiles. Quelques concessions isolées sont accordées. C'est ainsi que l'on pût, l'année 1841 inaugurer le chemin de fer de Strasbourg à Bâle. — Chevalier décrit la cérémonie dans des lettres adressées au journal des Débats. La fête a lieu en présence du Ministre des Travaux Publics et de l'évêque coadjuteur de Strasbourg. — Chevalier salue avec enthousiasme cette union de l'Eglise avec le progrès industriel « l'Eglise catholique est en train de se réconcilier avec les tendances novatrices de l'époque. Le clergé français dirige son attention et ses efforts du côté de l'industrie.

« De plus en plus l'Eglise embrasse dans le cercle de ses solennités les fêtes industrielles. Et ne dites pas qu'en cela le catholicisme s'écarte de sa ligne et rompt avec ses traditions, car les fêtes de l'agriculture qui apparemment est une industrie, il les a solennisées dès l'origine ». (1)

Les idées Saint-Simoniennes en matière de chemin de fer n'étaient pas loin de triompher complètement. Le 7 février 1842, le Gouvernement présentait aux Chambres le projet de loi, qui, voté le 11 juin suivant, allait créer et organiser, dans ses éléments essentiels, notre réseau d'aujourd'hui. Le rêve de Chevalier et des Saint-Simoniens se réalisait.

Néanmoins, Chevalier durant toute son existence, ne cessa pas d'être sur la brèche, s'occupant des chemins de fer en théoricien aussi bien qu'en praticien. Une autre de

(1) 2^e lettre sur l'inauguration des chemins de fer de Strasbourg à Bâle.

ses préoccupations relative aux voies de communication était le percement de l'Isthme de Panama. Le Gouvernement avait chargé alors, un ingénieur M. Garella d'un voyage d'études à Suez. Mais il importait de plus, de retracer toutes les études, toutes les tentatives antérieures, déterminer nettement le but et la portée de l'œuvre, indiquer les proportions suivant lesquelles elle devait être conçue, en signaler les difficultés comme les moyens d'exécution, la populariser. Ce fut l'œuvre de Chevalier, qui mettant à profit les renseignements recueillis, par lui au cours de son voyage en Amérique, publia en 1844 un travail en un volume intitulé : *« L'Isthme de Panama, examen historique et géographique des différentes directions suivant lesquelles on pourrait les percer et les moyens à y employer, suivi d'un aperçu sur l'Isthme de Suez. »*

Tous les faits historiques et géographiques connus sur les 5 passages ; l'Isthme de Tehuantepec et du Goasacoalco, l'Isthme de Honduras, le pays de Nicaragua l'Isthme de Panama, proprement dit et l'Isthme de Daron y sont relatés. Chevalier s'occupe surtout de Panama et de Nicaragua qui sont, d'après lui, les seules localités qui peuvent se prêter à l'établissement d'un canal maritime. Il indique quels sont les travaux à exécuter, leur utilité générale, les difficultés qu'ils présentent. — Celles-ci, déclare-t-il, résident moins dans le creusement du canal lui-même que dans la construction des ports à ses deux issues. C'était l'ouvrage le plus complet que l'on ait jusqu'alors publié sur la question.

CHAPITRE VII

MICHEL CHEVALIER DÉPUTÉ. — LE LIBRE ÉCHANGE. — LA QUESTION DES TRAVAILLEURS. — L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Le 25 janvier 1845 Michel Chevalier fut, avec l'appui du Gouvernement, élu député du 1^{er} Collège électoral de l'Aveyron (Rodez) par 244 voix sur 285 votants contre M. de Seguret ancien Député. (1)

Il siégea au centre et ne prit la parole que dans les questions de sa compétence spéciale.

Sa carrière politique fut d'ailleurs de courte durée. Les électeurs de l'Aveyron où étaient établies les grandes forges de Décazeville s'inquiétèrent des doctrines du Libre Echange que Michel Chevalier soutenait dans le « Journal des Débats ». On lui attribua même un article réclamant une forte réduction des droits sur les fers.

Aux élections suivantes. il subit les conséquences de ce mécontentement et son mandat ne fut pas renouvelé. A partir de ce moment il n'hésita plus et aborda franchement le drapeau du Libre Echange. L'Angleterre commençait en effet à abandonner le protectionnisme, et, du fonds des Landes, un économiste, Bastiat, révélait à la France, avec le nom des apôtres de la ligue contre les céréales, Richard Cobden, John Bright, W. Fox, l'importance du mou-

(1) Michel Chevalier s'était déjà présenté en 1839 aux suffrages de ses Concitoyens de Limoges, mais sa candidature avait échoué.

vement qui devait aboutir au Libre Echange. Bientôt une ligue pour la liberté des échanges fut fondée sous la présidence du duc d'Harcourt. Son Comité directeur comprenait les notabilités scientifiques de l'époque. Dunoyer, Blanqui, Renouard, Horace Say, Léon Faucher, Wolowski, Bastiat Joseph Garnier. Michel Chevalier ne tarda pas à donner son adhésion à la ligue. Sa qualité de professeur au Collège de France le désignait plus particulièrement aux attaques des protectionnistes. Il engagea avec ces derniers une polémique en leur démontrant qu'il leur suffirait de renouveler leur vieux matériel et de donner congé à la routine nationale pour tenir la concurrence étrangère à distance. C'est avec véhémence que, dans ses discours et dans ses articles, il expose ses idées sur le Libre Echange, — qu'il définit en disant qu'il consiste dans l'admission de la concurrence étrangère.

Pour lui, la pensée du Libre Echange a une double origine. Au point de vue de la politique internationale on peut dire qu'elle dérive du sentiment chrétien de fraternité entre les peuples qui, en échangeant leurs produits, se rendent service les uns aux autres. A ce point de vue, le Libre Echange s'oppose à la Féodalité qui isolait les nations. Au point de vue politique intérieure, le libre échange est la consécration des deux grands principes de liberté et d'égalité devant la loi. La liberté est incomplète si les producteurs sont gênés par des prohibitions et des droits élevés lorsqu'ils veulent se procurer des matières premières nécessaires à leurs industries.

Le principe de l'égalité est violé si la généralité des citoyens est forcée de payer un tribut considérable à une catégorie de citoyens qui n'a aucun titre pour jouir de ce pri-

vilège. On a bien prétendu qu'on pouvait protéger également toutes les industries mais cette prétention est dénuée de fondements. — Outre que toutes les professions n'étant pas industrielles, il n'en resterait pas moins, dans le cas où toutes les industries recevraient, les mêmes redevances un très grand nombre de familles sujettes au tribut. Chevalier, pour illustrer sa démonstration, cite souvent l'exemple du fer ; un droit qui sera établi sur le fer permettra aux producteurs de fer d'obtenir du public un prix très supérieur à celui qu'ils eussent pu demander si le fer eut été admis en franchise.

En supposant que la hausse artificiellement créé de la sorte soit de 100 francs seulement par tonne de 1.000 kg, si le pays consomme annuellement 400.000 tonnes de fer fabriqué à l'intérieur, c'est une redevance de 40.000.000 que le public sert aux maîtres de forges, indépendamment des droits de douane qui auront pu rentrer dans les caisses de l'Etat. Le système protectionniste qui consiste à dire qu'il faut réserver le marché intérieur aux productions indigènes en écartant par des droits prohibitifs, la concurrence étrangère est donc inconciliable avec la liberté et l'égalité.

Se plaçant au point de vue philosophique Chevalier voit dans le Libre Echange l'application même à la constitution industrielle de la société, du principe de la responsabilité qui fait le fond de la législation française depuis 1789. Ce principe signifie que l'homme qui suit une profession industrielle, doit attendre le succès de ses propres efforts et non d'un système qui l'investirait d'un monopole direct ou d'un autre système qui l'autoriserait à prélever une taxe sur ses concitoyens tel que par exemple une législation protectionniste en vertu de laquelle le filateur de co-

ton, oblige le fabricant de toiles peintes à lui payer ses filés 30 % de plus qu'ils ne valent sur le marché général du monde.

Le principe de la responsabilité de l'industrie s'étend chaque jour. Proclamé en France en 1790 sous le nom de Liberté du Travail ou de l'Industrie et sous celui de Libre concurrence par opposition au régime des Maitrises et Jurandes, il a renouvelé la face des arts utiles et multiplié à un degré inouï leur force productive. L'intervention de la concurrence étrangère est un puissant aiguillon pour le progrès de l'industrie nationale. Il ne faut pas craindre, ajoute Chevalier, qu'en abaissant successivement le tarif, de manière à atteindre le Libre Echange, on puisse courir le risque de voir fermer de nombreuses entreprises. L'effet que l'on doit attendre d'un abaissement des droits de douane ne consiste pas dans l'entrée en masse des marchandises étrangères ou dans une spécialisation excessive de l'industrie nationale. Le grand résultat de l'admission de la concurrence étrangère serait que les chefs d'industrie se livreraient, d'une manière plus générale et plus suivie, aux améliorations dont ils auraient connaissance et qu'ils s'efforceraient de se placer dans les meilleures conditions de fabrication.

L'objet de la liberté du commerce est de stimuler et de tenir en haleine l'industrie nationale. Le système protectionniste, lui, tend à perpétuer les vieux procédés, les vieux mécanismes ; il empêche la force productive du travail français. Ainsi le Libre Echange a l'avenir pour lui parce qu'il a pour lui les principes du christianisme et ceux de la politique moderne, les intérêts bien entendu de la fabrication française et du consommateur. Ces idées, Cheva-

lier ne cessait de les développer dans les meetings et les séances organisées par la ligue. L'activité de celle-ci allait en s'intensifiant. Les coups portés par elle l'étaient avec violence. On présentait le régime protecteur comme une monstrueuse iniquité, on accusait les industriels de constituer une féodalité oppressive, on les comparait aux barons pillards du Moyen âge ; on les assimilait aux brigands calabrais.

Bastiat consacrait un de ses pamphlets à comparer le vol à la prime au vol de grands chemins.

Violamment attaqués les industriels se défendirent avec une violence égale. Les Protectionnistes s'étaient organisés en comité sous la présidence d'un député maître de forges M. Mimerel. Leurs arguments reposaient sur la nécessité de protéger le travail national. On leur répondait en leur démontrant par des chiffres que le véritable travail national était de force à se protéger tout seul et que toute industrie qui n'était pas viable devait disparaître comme ne répondant à aucun besoin public. Aux manifestations organisées par la Ligue en faveur de la liberté des échanges, à Paris, à Bordeaux et à Marseille répondirent les protestations des Conseils généraux du Nord, de la Seine-Inférieure et de la Moselle. Le Conseil général du Nord n'hésitait pas à déclarer que la liberté des Echanges amoindrirait sensiblement la valeur de la propriété, ruinerait l'industrie, le commerce, bouleverserait l'existence de tous les fonctionnaires de l'Etat, peserait sur les travailleurs et compromettrait la nation tout entière ; lors d'un meeting organisé à Rouen le 30 septembre 1846 par les protectionnistes, le maire de la ville représenta les partisans du Libre Echange sinon comme les agents de « Pitt et

Cobourb » du moins comme les dupes de Cobden et de Bowring.

En dépit des attaques de ses adversaires l'idée du Libre Echange gagnait du terrain chaque jour mais la Révolution de février allait tout à coup imposer silence aux économistes et détourner les esprits vers d'autres problèmes.

Pendant que la société politique ébranlée dans sa base se voyait imposer une nouvelle forme de gouvernement, la société industrielle s'entendait adresser du haut de la tribune officielle le même réquisitoire que le Saint-Simonisme avait dressé contre elle dix-huit ans auparavant. Tandis que Louis Blanc faisait du socialisme au Luxembourg, que ses partisans allaient en députation à l'Hôtel de Ville pour réclamer l'organisation du travail, Victor Considérant demandait à l'Assemblée Nationale quatre séances de nuit pour la convertir au Fourierisme, Pierre Leroux démontrait que le salut de la Société n'était qu'une question d'engrais circulants, Proudhon organisait le crédit gratuit. Tous s'unissaient au surplus pour attaquer le régime de la concurrence.

C'est alors que Michel Chevalier publia une série d'articles dans la Revue des deux mondes intitulés : *Question des travailleurs*. Il attaquait violemment les doctrines du Luxembourg et surtout les théories égalitaires de Louis Blanc. Il réitéra ses attaques dans une série de lettres sur l'organisation du Travail, adressées par lui dès le 26 mars 1848, au journal des Débats et publiées plus tard en volume. Il oppose aux idées de Louis Blanc et en particulier à celles d'une liquidation sociale et de l'égalité des rétribu-

tions, le thème qu'il avait souvent développé dans son cours, celui de l'insuffisance de la production et de la pauvreté moyenne des nations les plus riches.

Chevalier rappelle que, si la République de 1848 prétend se consacrer à l'amélioration du sort du plus grand nombre, lui, n'a cessé de combattre pour cette cause — à ce titre il revendique le droit de donner quelques avertissements au Gouvernement.

La principale condition du Progrès social, déclare-t-il, consiste dans l'accroissement du capital ; Chevalier fait remarquer que cette notion de capital doit comprendre ; les outils, les machines, les forces de la nature, les approvisionnements, les bras de l'ouvrier.

« A mesure que les sociétés humaines auront proportionnellement à la population une forte masse de capital les privations matérielles morales et intellectuelles du plus grand nombre des hommes pourront devenir moindres, disons mieux, diminueront infailliblement, car la force qui pousse en avant le grand nombre et qui tend à faire profiter de toutes les découvertes, de toutes les acquisitions est invincible (1) ».

Cette augmentation du capital, pour être efficace, doit être accompagnée d'un perfectionnement de la science et d'un accroissement du sentiment de l'égalité civile et de la fraternité pour que, d'une part le capital trouve des emplois de plus en plus utiles et pour que, d'autre part, l'antagonisme entre le capital et le travail disparaisse à jamais. Cet accroissement des capitaux, tous les amis de la classe ouvrière doivent le réclamer. Lui seul, permettra, comme aux Etats-Unis de mettre l'ouvrier au niveau du bourgeois.

(1) M. Chevalier. Lettres sur l'organisation du Travail.

Quant aux solutions préconisées par le Gouvernement provisoire, c'est-à-dire la diminution du travail, l'accroissement des salaires et l'organisation du travail, Michel Chevalier les examine une à une.

Tout accroissement de salaire auquel ne correspond pas un accroissement de capital en proportion de la population est éphémère. Du reste la disparition de la confiance a amené un appauvrissement général, d'où il est impossible de faire sortir de meilleures conditions d'existence pour quinze ou vingt millions de citoyens. C'est l'abondance du capital par rapport au nombre des travailleurs qui règle les salaires. C'est pourquoi les décrets garantissant le travail et le salaire seront vains tant qu'on n'aura pas créé du capital par l'épargne, l'abstinence et la patience. De plus, en obligeant l'employeur à payer ses ouvriers plus cher, on le contraint à avoir moins d'ouvriers et par là on diminue la production et l'on empêche la formation du capital.

On parle de construire des ateliers nationaux mais on aura besoin pour cela de capitaux. Où les prendra-t-on sinon en empruntant à l'industrie privée ? mais celle-ci, une fois qu'elle sera dessaisie d'une partie de son capital sera forcée de renvoyer un grand nombre de travailleurs. De plus, si les salaires sont plus élevés, les frais de production augmenteront. Il en résultera un ralentissement de la consommation et par contre coup de la production. De là beaucoup moins d'ouvriers occupés.

Enfin une augmentation des salaires non compensée par une augmentation de la production ne pourra que nuire à l'avantage que possède la France sur les marchés extérieurs, en raréfiant les débouchés et enlèvera du travail aux industries qui fabriquent pour l'exportation.

Michel Chevalier continuant sa critique, s'attaque ensuite, plus particulièrement au système de l'organisation du travail préconisé par Louis Blanc et aux idées de celui-ci relatives à l'égalité absolue, à la suppression de la concurrence, à l'abolition du profit et à l'élection des chefs.

L'égalité des rétributions serait une injustice extrême on supprimerait par ce moyen, le vrai ressort de l'industrie qui est l'intérêt général. La véritable égalité consiste dans le droit pour chaque citoyen de recevoir la même instruction et d'accéder par son travail et son talent aux plus hautes fonctions. Telle qu'elle est conçue par Fourier et Louis Blanc qui voudraient soumettre à la même existence tous les individus, l'égalité aboutirait à une absurde tyrannie. Si encore, l'organisation de Louis Blanc établissait l'égalité matérielle d'une manière parfaite, une partie des critiques dirigées contre son système tomberait, mais il n'en est rien. Le célibataire et le père de famille doivent par exemple recevoir la même rétribution ce qui constitue une inégalité choquante.

D'autre part, l'intérêt personnel disparaissant, personne n'aura plus intérêt à la bonne marche de l'industrie.

Faute d'y être intéressé personnellement, l'ouvrier travaillera beaucoup moins. Il est vrai que Louis Blanc voit dans l'intérêt collectif un stimulant analogue au sentiment d'honneur collectif qui existe dans l'armée. Mais comment peut-on comparer l'armée et l'industrie, la destruction et la propriété ? Existe-t-il, demande Chevalier, une analogie entre le sang froid de l'ouvrier dans l'usine et l'exaltation du soldat sur le champ de bataille ?

Pour comparer le soldat à l'ouvrier il faut le prendre non pas à l'heure du combat mais bien plutôt dans les

travaux de sa vie quotidienne. — Eh bien, à ce moment-là, il a fallu, pour obtenir des résultats heureux, payer les soldats à la tâche. Le travail non stimulé par l'intérêt individuelle est stérile. Il faut continuer à développer les idées de devoir dans le cœur des hommes mais ne pas tenter de supprimer l'intérêt individuel. Si, malgré tout, ce plan d'égalité absolue et de suppression de l'intérêt est appliqué, on aboutira à l'appauvrissement populaire et à un régime analogue à celui de la caserne. De plus, le système arrêtera presque complètement les formations de capitaux. Produisant moins, chacun gagnera moins et ne pourra épargner. Ce sera l'organisation la plus épouvantable des misères.

A cela déclare Chevalier, Louis Blanc répond que le partage se fera non plus d'une manière égale mais selon les besoins. C'est le système des communistes fraternels.

Examinant les divers systèmes communistes, Chevalier les refute les uns après les autres.

La formule « de chacun selon ses besoins » aboutira à l'exploitation des plus travailleurs par les plus gloutons ; ainsi les devoirs sont complètement sacrifiés aux droits ; l'intelligence et la capacité devaient avoir la place qui leur revenait. Erreur maintenant.

Enfin, où trouvera-t-on les trésors nécessaires à ce système ? Qui sera juge des besoins des autres ? L'Ecole du communisme égalitaire semble plus raisonnable mais sous sa loi, la production sera insuffisante faute de stimulant personnel.

Au surplus, sous tous ces systèmes on aboutira à la perte de la liberté. L'Etat étant tout, les citoyens rien, on aboutira bien vite à l'inertie intellectuelle. Le communisme qui veut détruire le sentiment de propriété individuelle et

l'esprit de famille empêche ainsi la formation des capitaux et pourtant « c'est le capital qui fait tomber le joug des esclaves » .

Les mesures prises par le Gouvernement provisoire ont pour effet l'appauvrissement général, le travail est mort, tous les citoyens sont appauvris, le crédit a disparu, la moitié du commerce est en faillite, les ouvriers n'ont pas de pain, l'esprit du Gouvernement provisoire a tué la confiance et paralysé l'activité nationale. Chevalier estime que pour Paris seulement la perte est de 2.000.000 par jour. Certains révolutionnaires proposent de ramener la confiance et d'en finir avec la bourgeoisie. Toutes ces menaces, déclare Chevalier vont contre leur but. Confisquer le capital répète-t-il, c'est empêcher sa formation à tout jamais et par suite c'est la ruine. Exproprier les anciens maîtres de l'atelier, pour en donner la propriété aux ouvriers, c'est décapiter l'industrie française en la privant de dirigeants éclairés. En finir avec la bourgeoisie ce serait en finir avec le capital, avec la propriété, avec les lumières, avec la civilisation. Il faut au contraire que la bourgeoisie englobe toute la population.

Michel Chevalier reproche aussi à Louis Blanc de vouloir supprimer la liberté en s'attaquant à la concurrence. Celle-ci est une source de progrès et d'émulation. Elle constitue un stimulant pour l'Industrie et ne peut qu'être favorable à la classe ouvrière pour qui elle entraîne le bon marché des produits. Chevalier reconnaît cependant que la concurrence donne lieu à de nombreux abus mais il propose de remédier à ceux-ci par le principe de l'association pour la consommation en commun ou pour la production en commun ainsi qu'il le réclamait déjà dans sa lettre à M. de Molé sur les fortifications de Paris.

Les réformateurs, constate Chevalier quand on les pousse de position en position se retirent sur une position plus modeste, que le communisme ou que les ateliers sociaux. La dernière forme que revêt leur idée systématique consiste à attribuer au Gouvernement un certain nombre d'industries afin qu'il les exerce en propre, par exemple, les voies de communication ; ce qui implique le retrait des concessions de chemins de fer et de lui donner de même les assurances, les banques, les mines. Ce serait restreindre l'amplitude du cercle ouvert aux citoyens pour l'usage légitime de leurs facultés et par suite une atteinte au principe de liberté. Si l'Etat a besoin de se réserver le monopole de fabrication de certains objets comme la monnaie ou le matériel de guerre, l'accaparement par lui, des grandes industries n'aurait pour la société qu'un résultat négatif. D'ailleurs, si la France est un pays vraiment libre, on croit que le nombre des industries absorbées par l'Etat ne s'y augmentera pas, qu'au contraire il diminuera. Les profits que les partisans de ces monopoles annoncent pour le Trésor Public ne se réalisent pas. La gestion de l'Etat n'est pas économique. Les monopoles rapportent à l'Etat quand ils sont conçus dans un but fiscal mais alors, loin de rapporter une économie au public, ils soumettent celui-ci à l'impôt.

Le projet de faire doter de capitaux par l'Etat les associations d'ouvriers n'est pas mieux mûri. Quel moyen l'Etat a-t-il de constater l'aptitude d'hommes qui, jusqu'à présent ont été de simples ouvriers, à gérer un capital ? Il serait très difficile de constituer en association les 4 ou 500 ouvriers dont se compose un grand atelier en leur donnant à tous un droit égal sur le capital qui leur serait confié.

Après cette critique des théories de Louis Blanc, Mi-

chel Chevalier s'attache à réfuter les idées de Fourier. Il approuve sans réserve le point de départ de ce dernier qui est l'idée d'association mais il le blâme d'avoir voulu tout faire par le seul ressort du « travail attrayant » dont il a cru avoir découvert la loi ; c'est un espoir chimérique que de faire disparaître du travail la peine. Du reste l'exercice de la grande industrie est incompatible avec l'attraction passionnée dont parle Fourier « ne transportons pas l'industrie sur les rives du Tendre, elle ne s'y reconnaîtrait plus, elle s'y perdrait » (1). Le plus grand tort du capital aujourd'hui n'est pas de ne pas être clairvoyant, c'est de ne pas être assez productif ; c'est par le capital qu'on y remédiera. »

Michel Chevalier attaque Fourier sur d'autres points ; La brièveté des séances entraînerait une grande déperdition de forces vives, indépendamment d'une grande perte de temps, pour le passage d'une besogne à une autre.

D'autre part, Fourier assure un minimum de vêtements, de nourriture à tout le monde. Ce sera la ruine du Phalanstère car personne ne voudra travailler.

Enfin le système sociétaire, en supprimant la propriété personnelle, porte une atteinte grave à la liberté.

Après avoir démontré que les différents systèmes présentés par les novateurs sont impuissants et chimériques, Michel Chevalier recherche ce qu'il est possible de faire en partant des principes de 1789. La société actuelle a un besoin urgent de retrouver la solidarité qui lui manque Les novateurs ont eu le tort de ne pas distinguer entre les deux degrés de la solidarité. Celle qui se fonde, sur le droit réci-

(1) Organisation du Travail, p. 215.

proques et peut faire l'objet des lois, celle qui s'inspire du dévouement ou de la fraternité et ne peut être que spontanée et de les confondre l'une avec l'autre.

La pratique de l'une et l'autre est nécessaire pour sauver la société. Le concert des chefs d'industrie entre eux est nécessaire au succès. De cette disposition des chefs d'industrie résultera une sorte de participation indirecte des ouvriers aux bénéfices.

Au système de Louis Blanc, basé déclare-t-il, sur l'injustice et la tyrannie, Michel Chevalier en oppose un fondé sur ceci que chaque rétribution individuelle doit dépendre du nombre et de l'étendue des services individuels.

Un pareil plan, cependant, ne peut s'improviser ; il doit être l'œuvre de plusieurs générations.

Au surplus et avant d'avoir recours aux expériences dans ce sens, il faut bien définir ce qu'on entend par « Organisation du travail ».

Dans le sens large, l'organisation du travail consiste dans un ensemble d'institutions qui offrent au travailleur une assistance efficace dans toutes les positions qu'il traverse, depuis le moment où il naît jusqu'à celui où il meurt.

Ces institutions, la société moderne les offre depuis 1789. — Ce sont les crèches, les salles d'asile, les écoles, l'apprentissage, la Caisse d'épargne, la Société de secours mutuel, la Caisse des retraites, la Participation aux bénéfices. Ces institutions tout le monde doit s'employer à les développer.

En ce qui concerne plus particulièrement la Participation aux bénéfices, celle-ci est encore en perspective. Elle suppose une révolution dans les mœurs ; elle s'introduira partout peu à peu dans les habitudes mais il faudra bien

des précautions pour qu'elle ne porte pas atteinte au droit de propriété. Pour l'instant, les profits que l'on pourrait en retirer seront de l'ordre moral, politique et social. Mais Chevalier avertit les ouvriers qu'ils ne devraient pas en attendre, pour le moment du moins, un accroissement considérable de leur rétribution. « Tant que le capital différera peu de ce qu'il était hier, tant que la quantité des produits ne sera pas sensiblement plus grande, la rétribution de l'ouvrier, composée d'un salaire fixe et d'un supplément que joindra au salaire la participation aux profits, différera peu de ce qu'elle était hier » (1).

L'essentiel serait d'inaugurer cette participation par des actes. Et pour cela on peut suivre l'exemple de la Compagnie d'Orléans qui admet ses employés à participer aux bénéfices.

Cet exemple, peut du reste, être perfectionné ; c'est ainsi qu'il y aura lieu d'étendre la participation des ouvriers. Ceux-ci seraient associés entre eux, par groupes distincts et homogènes ; ces groupes seraient eux-mêmes sous divisés et l'on chercherait le moyen d'aller jusqu'à l'individu, autant que possible. La participation aux bénéfices pourrait être réalisée dès le début, par les sociétés anonymes, qui pour être autorisées, devraient l'insérer dans leurs statuts.

A ces mesures pourraient s'en ajouter d'autres d'un effet plus immédiat. C'est ainsi que Chevalier préconise la réduction des charges militaires qui détournent une notable partie du capital national, la simplification des règles administratives ; l'organisation de l'éducation professionnelle.

(1) Organisation du Travail, p. 292.

Chevalier ne se dissimule pas la difficulté de la tâche ; ces réformes, déclare-t-il, ne peuvent être accomplies que dans des conditions bien déterminées et ne peuvent se faire en un jour.

Ce vigoureux réquisitoire contre le gouvernement provisoire marquait-il, de la part de Michel Chevalier, un reniement complet des doctrines Saint-Simoniennes ? La crainte du socialisme lui avait fait abandonner une grande partie de ses anciennes théories ; s'il avait autrefois admis une intervention discrète de l'Etat dans la société industrielle, il défendait maintenant la libre concurrence parce que tout régime étatiste lui paraissait créer une nouvelle exploitation de l'homme par l'homme, celle du bon ouvrier par le mauvais.

Il restait cependant en lui une part de l'idéal Saint-Simonien ; ne répandait-il pas encore les idées de morale et de solidarité ? Enumérant les efforts dans plusieurs villes et surtout à Lyon en faveur des ouvriers il s'écriait encore « Nous bourgeois, fils d'affranchis, nous croyons que les prolétaires, fils d'esclaves, sont d'une autre nature que nous » (1).

Michel Chevalier paya, comme il devait s'y attendre, de ses fonctions au Collège de France, cette manifestation de sa pensée. Le 7 avril 1848 le Gouvernement provisoire, sous l'instigation d'Hippolyte Carnot, Ministre de l'Instruction Publique et de Jean Reynaud supprima sa chaire, sous le prétexte d'une réforme de l'enseignement.

(1) Le rapport de Thiers au nom de la Commission d'assistance et de prévoyance politique lui déplut par son caractère négatif et conservateur. Surtout il reprochait à beaucoup de gens de vouloir réorganiser le patronage du moyen âge à une époque où les ouvriers veulent être des hommes libres.

Un vote de l'Assemblée Nationale devait bientôt remettre Chevalier en possession de sa Chaire. Une fois réintégré il ne fit aucune allusion aux derniers événements et fit rouler son cours sur les rapports de l'Economie politique et de la morale Chrétienne.

CHAPITRE VIII

L'EMPIRE. — MICHEL CHEVALIER SE RALLIE AU COUP D'ETAT. — IL EST NOMMÉ CONSEILLER D'ETAT EN SERVICE ORDINAIRE.

SUITE DE LA CAMPAGNE EN FAVEUR DU LIBRE ECHANGE. — L'EXAMEN DU SYSTÈME COMMERCIAL. — LE TRAITÉ DE COMMERCE DE 1860.

ESSAI DE RAPPROCHEMENT AVEC ENFANTIN.

Dès le deux décembre, Michel Chevalier s'inscrivait à l'Elysée. Partisan d'un Gouvernement fort, soutenant que l'accroissement de la production devait être poursuivie même au prix de la suppression des libertés politiques (1), il voyait dans l'Assemblée Napoléonienne, la conciliation de l'ordre et de la liberté ; celle des droits du peuple et du principe d'autorité.

Ainsi que les Saint-Simoniens de 1852 qui, abandonnant les chimères de 1830 pour ne demander à l'Etat que l'instruction populaire, les institutions de crédit et de grands travaux publics, voyaient en Napoléon III le messie si longtemps attendu et ne tardèrent pas à aider à la consolidation du nouveau régime, Michel Chevalier ne pouvait qu'applaudir à l'avènement d'un gouvernement fort qui sa-

(1) Ce que Michel Chevalier disait là, la majeure partie de la population le pensait en 1851. Soit par crainte du socialisme, soit par le désir d'ordre et d'économie pratique.

tatisfaisait son tempérament énergique et son goût de l'autorité. Auteur d'une brochure sur l'extinction du Paupérisme, le Prince Président annonçait l'élaboration d'un vaste programme de travaux publics, de réformes sociales et économiques. Chevalier saluant en lui un adepte de la liberté économique estimait que l'empire serait moins asservi à la coalition protectionniste, maîtresse des chambres, que le régime précédent. Son ralliement avait été amené également par le programme de Bordeaux « l'Empire c'est la Paix » qui annonçait l'éclosion de l'ère pacifique et industrielle qu'il avait constamment réclamée.

Une allocution chaleureuse adressée par lui au Prince Président, à Lunel, au nom du Conseil Général dont il était membre, lui valut en octobre 1852, la nomination de Conseiller d'Etat en service ordinaire. Dès lors ses relations avec Napoléon III devinrent de plus en plus étroites. S'il ne brigua pas les faveurs de l'empereur au point d'accepter des postes importants, il joua, grâce à l'influence qu'il avait acquise sur ce dernier, un rôle considérable dans toute la législation de l'époque, et en particulier, sur les Travaux Publics, le régime commercial et le droit ouvrier.

Une fois les passions politiques calmées, Michel Chevalier, pressentant un allié dans la personne de Napoléon III, recommença avec une nouvelle ardeur sa campagne contre les protectionnistes. En 1851 la question de la réforme douanière fut portée devant l'Assemblée législative, Thiers qui s'était fait le champion des tarifs se montra dans la discussion plein de dédain pour l'Economie politique et avait représenté le Libre Echange comme une théorie funeste imaginée en vue d'anéantir les fabriques et de ruiner la production nationale.

Chevalier releva ces paroles dans le « Journal des Débats ». Il s'attardait à rassurer les industriels, à leur montrer qu'ils n'avaient rien à craindre d'une réforme qui, au contraire, leur assurerait de grands avantages. Il rappelait de plus, très adroitement certaines lignes du Mémorial de Sainte-Hélène « Nous devons nous rabattre désormais sur la liberté des mers et l'entière liberté d'un suffrage universel » et, opposant le premier Empire au second, il montrait que le premier s'était montré plus libéral en exemptant de droits les matières premières.

Il défendit encore la liberté du commerce en faisant émettre chaque année au Conseil Général de l'Hérault un vœu favorable au Libre Echange. Il intervint de même au Conseil d'Etat, dans le débat qui s'engagea au sujet du régime des céréales et s'attacha à démontrer les inconvénients de l'échelle mobile ;

Enfin, en 1851 paraissait l'examen du système commercial dans lequel Michel Chevalier condensait ses théories sur le libre échange et répondait aux objections des protectionnistes.

Se plaçant d'abord au point de vue de la liberté et de la justice, Chevalier fait ressortir que le système protecteur est contraire à la liberté civile « la liberté civile ce n'est pas seulement la liberté de conscience, ce n'est pas seulement la liberté de la personne et le respect du domicile, la libre défense des accusés et le jugement par le jury ; c'est un droit plus général et plus vaste, celui d'employer tant pour le bien de la société que pour le sien propre, ses facultés intellectuelles et morales et ses

moyens matériels d'action, capitaux et forces, conformément à sa vocation et à sa pensée » (1).

Or cette liberté fondamentale comment elle est respectée par le régime protecteur ? L'individu est-il libre d'employer comme bon lui semble ses forces et ses capitaux quand des tarifs prohibitifs restreignent de toute part le marché où il pourrait vendre les produits de son industrie ? Est-il maître de disposer à sa guise de fruits de son travail, quand on l'oblige d'acheter des produits bons ou mauvais des industriels que la douane protège à ses frais et dépens ? Nul n'ignore combien est courte la liste des objets que le citoyen français peut se procurer librement à l'étranger. « Que le citoyen français passe en revue les articles qu'il porte sur lui, lors même que sa mise est la plus simple ou qu'il fasse un voyage autour de sa chambre — les neuf dixième des objets usuels sur lesquels il mettra successivement la main, il est forcé, absolument et matériellement forcé, lui, prétendu homme libre, de les acheter en France, quand bien même son goût ou l'attrait du bon marché le porterait à s'en pourvoir au dehors. Le drap dont sont faits son habit ou sa veste, l'étoffe de laine ou le piqué de coton qui forment son gilet ; le calicot ou le madapolam dont est sa chemise ; tout cela est prohibé ; les souliers prohibés, les bas de coton ou de laine prohibés ; il ne peut être tenté d'en faire venir du dehors sans être rebelle aux lois. Excellent moyen de rétablir le respect des lois que d'en faire l'instrument de vexations pareilles ! le chapeau de feutre ou de soie imitant le feutre, passe à la frontière moyennant un droit de 1 fr. 64, le cha-

(1) Examen du système commercial, p. 14.

pau de cuir que porte le marinier est prohibé. Quant à l'ameublement c'est à peu près de même. La marmite en fonte dans laquelle le pauvre prépare ses aliments est prohibée ; les ustensiles en cuivre, en zinc, en fonte, en fer, en tôle, en fer blanc prohibés ; en acier, prohibés, la coutellerie prohibée ; la serrurerie prohibée ; les couvertures de lit payent sur le pied de 2 fr. 20 le kilog ; c'est l'équivalent de la prohibition. Les tapis payent sur le pied de 275 à 550 francs les 100 kilogs ; encore du prohibitif ; les objets en plaqué, prohibés ; les tissus de crin dont on recouvre les meubles le plus simple, prohibés ; de même les innombrables tissus de laine. — Le savon, article essentiel à la propreté du ménage et de la personne, prohibé. — La liberté du consommateur français (et le consommateur c'est tout le monde) est comme la liberté d'écrire dont jouissait Figaro » (1).

Voilà pour la liberté. — Le système protecteur respecte-t-il davantage la justice et l'égalité ? Empêche-t-on les Professeurs, les artistes, les hommes de lettres étrangers de venir concurrencer les professeurs, les artistes, les hommes de lettres français sur le marché national ? Aucune prohibition n'existe en faveur du travailleur intellectuel. En revanche, des multitudes de prohibitions se dressent contre son revenu. Il est soumis à la concurrence de l'univers pour la denrée qu'il vend mais il est obligé de passer sous les fourches caudines du monopole pour les denrées qu'il achète. Est-ce l'égalité ? Est-ce la Justice ? « Entre les différentes professions manufacturières » ajoute Michel Chevalier, la balance n'est pas plus égale. « Je suis producteur de faïence ou d'acier ; Je jouis d'une protection

(1) Examen du système commercial, p. 20.

énorme, j'ai le monopole je vends mes produits un tiers ou plus au delà de ce qu'ils valent sur le marché général. Au lieu de cela, je suppose que je fabrique des soieries, ou des articles de goût ou de mode, ou de certains produits chimiques ; que me sert le régime protecteur ? Il ne me fait pas vendre mes marchandises un centime de plus au dedans, parce que la protection inscrite au tarif n'enchérit pas les articles quand nous les produisons à aussi peu de frais que les autres peuples et en abondance de sorte que, à leur égard, la concurrence soit sérieuse. Bien plus, il m'empêche de les vendre au dehors par les représailles qu'il suscite ; où est l'égalité ? » (1)

La dignité de l'homme se trouve-t-elle mieux respectée par ce système dont on essayerait en vain de resserrer la portée dans le cercle étroit des intérêts matériels ?

Est-ce que l'homme, qui a quelque souci de sa dignité, n'éprouve pas une véritable souffrance morale d'être exploité, taxé par des gens qui n'ont aucun droit sur les fruits de son travail ?

En 1789 un grand nombre de redevances féodales étaient devenues fort légères et pourtant elles semblaient lourdes à ceux qui les acquittaient ; Pourquoi ? parce qu'ils avaient le sentiment que ces redevances n'étaient pas dues. De même, les hommes qui sont convaincus aujourd'hui que l'impôt n'est dû qu'à l'Etat ne se sentent-ils par profondément humiliés d'être soumis à une capitalisation au profit des propriétaires de forêts, de houillères et de hauts-fourneaux, des fabricants de faïence ? Ne supportent-ils pas avec impatience cette servitude nouvelle que des intérêts coalisés font peser sur eux ?

(1) Examen du système commercial, p. 20.

Et remarquons que les redevances que la féodalité prohibitionniste impose à la France ne sont pas légères. Michel Chevalier évalue à 1.200 millions le tribut que les consommateurs français ont payé de 1814 à 1848 aux seuls producteurs de fer. Si l'on voulait soumettre à une évaluation de même nature l'ensemble des industries protégées, on arriverait certainement à un total de plusieurs milliards. Cela ne semble pas exagéré si l'on songe qu'un bon nombre d'industries sont à l'état de coalition permanente, contre les consommateurs, parfois même aussi contre les producteurs qui essayent de participer à leurs monopoles. Michel Chevalier cite à titre d'exemple l'industrie des glaces dont il existe trois fabriques seulement, celle de Saint-Gobain, de Saint-Quirin et de Montluçon. —

« Les deux premières » dit-il « sont associées ou du moins concertent toutes leurs mesures. Quand elles se sont vues seules et maîtresses du marché, elles en ont profité pour prendre des dispositions, que je m'abstiens de qualifier ici, par le moyen desquelles elles ont rangé sous leur dépendance absolue tous les marchands et la troisième qui est récente n'existe que sous leur bon plaisir. L'industrie des poteries fines autres que la porcelaine ne compte, elle aussi, que trois ou quatre fabriques dont les principales appartiennent aux mêmes personnes et dominent le marché. » (1)

Non seulement le consommateur paye un tribut énorme à ces privilèges d'une époque de prétendue égalité mais le gouvernement lui-même est leur victime. S'il n'existait ni prohibitions, ni droits exorbitants, le produit de la doua-

(1) Examen du système commercial.

ne s'accroîtrait dans une proportion considérable, et l'on pourrait augmenter d'autant les dépenses publiques, ou, ce qui vaudrait mieux, diminuer d'autant la masse des impôts. On soulagerait le citoyen français à la fois comme consommateur et comme contribuable. — Michel Chevalier prouve en racontant avec détails l'histoire des réformes économiques de la Grande-Bretagne qu'une opération de cette nature n'aurait rien de chanceux ni d'hypothétique. Puis, examinant à l'aide de quelles vexations ce système inique, dégradant et onéreux est imposé aux consommateurs, il consacre deux chapitres aux visites domiciliaires, à la délation soldée et aux visites à corps...

Les visites domiciliaires n'atteignent pas seulement les négociants suspects d'avoir chez eux des marchandises prohibées ; elles atteignent aussi leurs amis et les amis de leurs amis.

« C'est ainsi qu'il y a quelque temps, on visita un hôtel garni de la rue Neuve Saint-Eustache dont le propriétaire était là avec le négociant en nouveautés, sans autre motif que cette liaison. On m'a cité un médecin dont le crime était d'avoir des rapports d'amitié avec un commerçant que les protectionnistes tenaient en suspicion véhémente et qui a dû subir la même avanie d'avoir son domicile fouillé avec grand appareil. — Les visites une fois accomplies, on procède aux conséquences non moins sommairement qu'aux visites mêmes. Un magasin de nouveautés, par exemple, étalera des marchandises qu'un agent des douanes supposera d'origine étrangère ; ce sera son idée à lui bien ou mal fondée, peu importe. Sur ce simple soupçon on s'en empare, on le fait passer de bureau en bureau, de comité en comité. Six mois après l'erreur est reconnue ; on

restitue fidèlement au commerçant ce qu'on lui avait pris. Malheureusement c'était des étoffes de printemps on les avait saisies en avril, quand elles étaient de saison et de modes. On les lui remet en octobre, quand elles sont hors de mode et de saison et qu'elles ont perdu les 3/4 de leur valeur. Ceci s'accomplit et se perpétue en présence de nos chartes et de nos constitutions qui assurent que la confiscation est abolie » (1).

La délation soldée qui est en usage pour faciliter la découverte des marchandises frappées de prohibition, a quelque chose de plus répréhensible encore, car elle est un élément de corruption des plus corrosifs pour la population et pour l'administration elle-même. Dans les ports de mer et à Paris, l'industrie des dénonciateurs est des plus florissantes. En vertu des lois qui régissent la matière, la part de l'indicateur se règle sur le montant de la prise et celle-ci comprend, non seulement la marchandise prohibée, mais encore les véhicules qui l'ont amené. Une pièce de toiles peintes, sur un paquebot à vapeur, entraîne la saisie du bâtiment et l'armateur s'estime ordinairement très heureux de transiger moyennant une forte amende. Aussi a-t-on lieu de croire, ajoute l'auteur de *l'Examen du système commercial* que, plus d'une fois les dénonciateurs, race sans scrupule, pour se faire une plus grosse part du butin, ont eux-mêmes caché les marchandises prohibées dans des navires. Ce n'est pas tout : pour rendre ce système de délation plus efficace, on y a intéressé les employés de la douane. En vertu d'une décision administrative du 15 avril 1882, le receveur subordonné qui procure un indicateur reçoit une

(1) *Examen du système commercial*, p. 101.

part et demie. Chevalier fait ressortir les dangers d'un pareil système. Il insiste sur les facilités que l'usage de la dénonciation soldée peut donner aux manœuvres frauduleuses de la concurrence.

« L'intervention de l'intérêt privé, des manufactures protégées par la prohibition donne » dit-il « un caractère particulièrement offensif à la dénonciation soldée. Les manufacturiers qui, par les prohibitions sont investis d'un monopole, mettent en avant les dénonciateurs, quand ceux-ci ne sont pas suffisamment affriandés par l'appât de la prime. Les dénonciateurs de profession recueillent les informations plus ou moins exactes sur ce qui se passe chez les commerçants, sur les marchandises qui sont arrivées, sur les cachettes qui peuvent exister dans les magasins ou dans les appartements. Ils se procurent ainsi, tant bien que mal, la matière d'une dénonciation, qui est accueillie volontiers, qui au besoin est recommandée impérieusement par les prétendus défenseurs du travail national, et en conséquence de laquelle, on procède aux visites domiciliaires et à la confiscation préventive » (1).

Au moins ce système qui offense la liberté et la justice, qui méconnaît les droits du citoyen, l'intérêt du consommateur et de l'Etat et qui de plus encourage la délation peut-il se demander Chevalier, se défendre par les nécessités mêmes d'un ordre intérieur. Peut-on soutenir que ce système contribue à développer le travail matériel ? Mais l'expérience n'atteste-t-elle pas au contraire que la protection stérilise l'intérêt du pays en la détournant de ses emplois matériels pour l'attirer dans des canaux artificiels ? Sou-

(1) Examen du système commercial, p. 111.

tiendra-t-on qu'elle favorise l'accroissement du capital ? mais les consommateurs, qui payent à un prix élevé toutes les choses nécessaires à la vie, ne sont-ils pas obligés de consacrer à leurs dépenses actuelles une somme plus forte que s'ils jouissaient du bienfait de la vie à bon marché ? leurs épargnes ne doivent-elles pas être en conséquence plus restreintes et leurs capitaux se former avec plus de lenteur ? Soutiendra-t-on que le système protecteur est avantageux aux ouvriers ? Mais, par cela même qu'il ralentit la formation du capital nécessaire pour mettre le travail en activité, ne doit-il pas leur être particulièrement funeste ? Ne leur est-il pas funeste encore en les empêchant de se procurer en abondance des aliments substantiels ?

Peut-on défendre encore le régime protecteur au point de vue de l'intérêt général du pays, considéré comme vendeur et comme acheteur ? Les protectionnistes affirment qu'en faisant les échanges avec l'étranger, on lui paye un tribut. Mais n'est-ce pas une vérité hors de contestation que les produits s'achètent avec les produits et peut-on payer un tribut à des gens dont on est parfaitement libre de ne pas acheter les denrées ? Ce tribut qu'on ne payerait pas à l'étranger, sous un régime de libre concurrence, on le paye en réalité au producteur national, sous le régime de la protection. Enfin le système protecteur est-il véritablement nécessaire au maintien des industries dont il a hâté, quelquefois d'une manière prématurée, le développement. Michel Chevalier s'efforce de rassurer les protectionnistes. En Prusse et dans les autres états allemands quand le Zoll Verein soumit les fabricants de tissus de coton et de laine à la concurrence de la Saxe, ces industriels se crurent morts. Deux ou trois années après leur industrie était plus flo-

rissante que jamais. Il en a été de même en Angleterre, lorsque la prohibition a été levée sur les soieries. Autre argument non moins décisif : la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les autres pays manufacturiers exportent sur les marchés neutres les mêmes articles ou des articles analogues en bien des genres — tissus de coton, tissus de soie, tissus de laine, tissus de lin, tissus mélanges. — Ces articles sont apparemment vendus avec profit, car nul ne se soucie de travailler à perte. N'en peut-on pas raisonnablement conclure que ceux qui les vendent sont forts en état de soutenir la concurrence de l'industrie étrangère sur leur propre marché.

En ce qui concerne l'agriculture, Michel Chevalier dressant le tableau des ressources en blé et en viande de la Russie, la Pologne et des Etats-Unis et des autres pays d'exportation démontre que ces contrées ne possèdent pas à beaucoup près toutes les ressources alimentaires dont la libéralité des protecteurs avait bien voulu les doter. La Chambre de commerce de Marseille avait déjà réduit à leur juste valeur les exagérations relatives à l'abondance de la production et au bas prix du blé en Russie. Les Etats de l'Ouest de l'Union américaine offrent le spectacle d'un immense développement de la production agricole mais ils sont obligés de nourrir en grande partie les états du littoral. — Or, comme la population des villes augmente constamment et avec une rapidité presque fabuleuse aux Etats-Unis, ce débouché absorbe des quantités de substances alimentaires de plus en plus considérables. — Le seul marché de New-York attire déjà une masse de céréales plus fortes que celle de l'exportation totale des Etats-Unis. L'inondation américaine est donc moins à redouter — à quoi il faut

ajouter que l'Angleterre nous servirait de digue contre cette inondation prétendue. L'Angleterre produit le blé et la viande plus chèrement que la France même et la preuve c'est que la France lui a envoyé des masses de céréales et de bétail depuis les grandes réformes de Robert Peel. Avant donc que l'Agriculture Française pût être atteinte par l'inondation, la sienne n'aurait-elle pas disparue sous les eaux ?

En ce qui concerne la viande, Michel Chevalier constate l'infériorité de la consommation française. Les Français figurent au nombre des peuples de l'Europe qui mangent le moins de viande. Du reste l'« Invasion des bœufs étrangers » n'est guère moins chimérique qu'une « inondation de céréales, les importations françaises vont constamment en décroissant et cela parce que l'Allemagne n'élève plus assez de bétail pour en exporter des quantités considérables. — L'industrie manufacturière n'a rien à redouter non plus. N'a-t-il pas été établi que le régime prohibitif a pour unique résultat d'empêcher l'industrie cotonnière de se mettre au niveau des progrès de ses rivales de l'étranger ?

Mais si la protection qui offense la liberté, la justice et la moralité publique ne se maintient qu'aux dépens des consommateurs et au grand dommage du Trésor Public, et ne peut même pas se justifier au point de vue de l'intérêt bien entendu des industries protégées, qu'est-elle donc ?

Elle est une « taxe des pauvres ».

Il existe dans la société, dit Michel Chevalier, une catégorie de personnes qui n'est pas assujettie à la loi de réciprocité, qui reçoit du public un subside dont personne ne proposera la suppression : ce sont les personnes nécessi-

teuses ,en faveur desquelles la société exerce une assistance dont la formule la plus complète et la plus franche est la taxe des pauvres des anglais. — C'est le seul subside gratuit, permanent qui soit conforme à l'esprit de nos lois, avoué par le génie de la civilisation moderne,. Si donc, on veut légitimer la protection avec la durée indéfinie que lui assignent nos protectionnistes, il n'y a plus d'autre parti à prendre que de l'assimiler à la taxe des pauvres.

« Les industries protégées trouveraient très désobligeant d'être assimilées par la loi aux personnes qui reçoivent les dons de la charité publique ; mais qu'elles veuillent bien remarquer qu'il est plus désobligeant encore pour le public d'être leur tributaire. Il n'y a pas de milieu dans notre droit public tel qu'il est et restera ; la prime que se font payer par le moyen du tarif, ces industries protégées est une exaction ou elle est une charité. — Si les chefs des industries effectivement protégées ne veulent pas recevoir la charité, il ne convient pas au public de subir une exaction et nous ne reconnaissons pas à personne le droit de lui en imposer une » (1). Exaction ou charité, c'est ainsi que Michel Chevalier défend le régime Protecteur. — Néanmoins il s'attache à ne heurter violemment aucun intérêt. Il s'étudie à donner aux industries arriérées le temps et les moyens nécessaires pour se mettre au niveau des industries rivales. C'est sur la transaction et la conciliation qu'il entend faire reposer la réforme douanière. Mais celle-ci n'était pas aussi facile à faire qu'il se l'était imaginé. Après l'Exposition Universelle de 1855, Napoléon III avait envoyé au corps législatif un projet de loi portant le remplacement

(1) Examen du système protecteur, p. 154.

de toutes les prohibitions par un droit ad valorem de 30 %. Ce projet fut si mal accueilli par le corps législatif que le Gouvernement le retira et prit l'engagement de ne pas lever les prohibitions pendant 5 ans.

Chevalier avait eu connaissance comme conseiller d'Etat, de l'hostilité rencontrée par ce projet. Il comprit que la réforme ne pouvait se faire que si l'Empereur se servait du pouvoir qui lui était reconnu par la constitution de négocier les traités de commerce avec les changements de tarifs sans que ces changements aient besoin d'être sanctionnés par le pouvoir législatif. L'article 6 de la constitution du 14 janvier 1852 disait en effet :

« Le Chef de l'Etat fait les traités de paix, d'alliance et de commerce ». L'article 3 du Senatus consulte du 25 décembre 1852 y avait ajouté : « Les traités de commerce faits en vertu de l'article 6 de la constitution ont force de loi pour les modifications de tarifs qui y sont stipulés ».

D'un autre côté Napoléon III n'était pas à cette époque entièrement gagné à la cause de la liberté commerciale ; il avait même écrit dans son analyse de la question des sucres ; « Si en France les partisans de la liberté du commerce osaient mettre en pratique leurs funestes théories, la France perdrait en richesse une valeur d'au moins deux milliards ; 2 millions d'ouvriers resteraient sans travail et notre commerce serait privé du bénéfice qu'il tire de l'immense quantité de matières premières qui sont importées pour alimenter nos manufactures. »

Il ajoutait du reste ces paroles : « qu'il me suffise de dire que la quantité de marchandises qu'un pays exporte est toujours en raison directe du nombre des boulets qu'il peut envoyer à ses ennemis. »

Néanmoins l'Empereur n'accordait qu'une importance secondaire à l'Economie politique et il la subordonnait volontiers aux nécessités de sa politique. L'alliance anglaise ayant été fortement ébranlée à la suite de l'attentat d'Orsini et de l'affaire du « Colonel » il crut opportun de la raffermir.

Chevalier entreprit d'orienter ces bonnes dispositions pour la liberté commerciale ; pendant l'exposition de 1855 où il était membre du Jury, il avait rédigé une déclaration qui fut signée par un grand nombre du jurés et de commissaires de toutes les parties du monde en faveur du système métrique. Sur cette base une Société avait été constituée, pour la propagation du système métrique. Cette société dont Chevalier fut un des présidents servit d'occasion aux démarches qui amenèrent le traité de commerce avec l'Angleterre.

Déjà dans ce pays les circonstances devenaient favorables ; une annuité de 53 millions de la dette allait devenir disponible et permettre la suppression des droits de douane. D'autre part, Lord Palmerston devenu Chef du Gouvernement avait les plus grands égards pour l'école de Manchester dont Richard Cobden était le chef avec Bright. A ce moment un traité de commerce avec la France et l'Angleterre offrait aux Gouvernements des deux pays des avantages politiques. En le signant, Lord Palmerston s'attachait les représentants des villes manufacturières et renforçait d'autant sa majorité. D'autre part, Napoléon III avait intérêt à renforcer le pouvoir de Lord Palmerston chez qui il rencontrait des dispositions plus favorables que dans le Parti Tory. D'autre part, il ne pouvait que lui convenir d'élargir en Angleterre le débouché de l'Industrie française.

Michel Chevalier, lors d'un voyage à Londres en 1859 parla de son projet à Richard Cobden. Mais ce dernier était adversaire des traités de commerce ; « Il faudrait, disait-il, que l'Angleterre en concluant ce traité prit avec la France des engagements particuliers, tandis que, sur le terrain où elle s'était placé, en accomplissant sa réforme douanière de 1846, il lui était commandé désormais de traiter toutes les nations de la même manière. Chevalier lui démontra que la réforme ne pouvait être faite que par le moyen d'un traité de commerce et que l'Angleterre demeurait toujours libre d'étendre à toutes les nations, les avantages qu'elle pouvait accorder à la France. Cobden fut convaincu et fit accueillir l'idée par les membres du Cabinet anglais.

Au mois d'octobre de la même année Chevalier passa le détroit à nouveau. Il eut des entrevues avec Cobden et Bright et acquit l'appui de M. de Persigny, Ministre de France à Londres. Le 15 il eut une conversation avec Gladstone, Chancelier de l'Echiquier avec qui il arrêta les dispositions qui furent à peu près celles du traité de commerce de 1860. Cobden se rendit à Paris à son tour. Napoléon III reçut Chevalier et Cobden isolément à Saint-Cloud le 27.

Cobden montra à Napoléon III les populations reconnaissantes de l'amélioration économique de leur sort, résultant du libre échange et lui rappela qu'une statue avait été élevée à Robert Peel dont le piédestal portait une inscription rappelant que l'affranchissement de la classe la moins fortunée était due à l'abaissement du prix des denrées de première nécessité. « C'est la récompense que j'estime le plus » répondit l'Empereur. Celui-ci déclara qu'il adhérerait au traité de commerce et demanda à Chevalier et

à Cobden le secret pour quelques semaines. Les négociations commencèrent quand l'Empereur fut revenu de Compiègne, au milieu de novembre et menées très discrètement par crainte d'une agitation protectionniste. Elles furent conduites du côté de la France par Rouher, Ministre du Commerce et Baroche, Ministre des Affaires Etrangères par intérim, en remplacement de Thouvenel, alors éloigné de Paris ; du côté de l'Angleterre par Richard Cobden et Lord Cowley, Chevalier assistait et prenait part aux conférences. — Achille Fould, Ministre d'Etat qui s'était prononcé pour le traité entretenait les dispositions favorables chez l'Empereur. Le Ministre des Finances M. Magne, ne fut pas mis dans le secret pas plus que le Directeur Général des Douanes qui était prohibitionniste.

La conclusion prochaine du traité fut rendue en public par la lettre de l'Empereur au Ministre d'Etat Fould le 15 janvier 1860 publiée dans le Moniteur du 15 janvier.

« Avant de développer notre commerce étranger par l'échange de produits il faut améliorer notre agriculture et affranchir notre industrie de toutes les entraves intérieures. Pour encourager la production industrielle, il faut affranchir de tous droits les matières premières indispensables à l'industrie et lui prêter les capitaux qui l'aideront à perfectionner son matériel... Le Ministre des Travaux Publics fera exécuter le plus promptement possible, les canaux, routes et chemins de fer ; pour amener la houille et les engrais.... et s'efforcer de réduire les tarifs en établissant une juste concurrence entre les canaux et les chemins de fer. En résumé : suppression des droits sur la laine et les cotons. Réduction successive sur les sucres et les cafés. Améliorations des voies de communication. Réduction des

droits sur les canaux. Prêts à l'agriculture et à l'industrie. Travaux considérables d'utilité publique. Suppression des prohibitions. Traités de commerce avec les puissances étrangères. — Telles sont les bases du programme sur lequel je vous prie d'attirer l'attention de vos Collègues qui devront préparer sans retard les projets de loi destinés à les réaliser. »

Signé le 22 janvier, le traité de commerce fut ratifié le 4 février. Il posait les principes du nouveau tarif ; les détails seraient réglés par des commissions spéciales. La France abolissait toutes les prohibitions ; elle abaissait les droits de douane à un maximum de 30 % de la valeur des objets d'importation anglaise énumérés dans l'acte ; puis à 25 % à partir d'octobre 1864 ; elle diminuait de moitié les droits sur la houille. — Une commission internationale convertirait ces droits dont l'évaluation prêtait à des contestations en droits spécifiques fixes sur chaque espèce d'objet. L'Angleterre diminuait ses droits de douane sur les objets d'importation française, vins, eaux de vie, soieries, articles de mode (1).

Les deux nations se liaient pour 10 ans et chacune s'engageait à se faire profiter l'autre de tout abaissement de droit accordé à une autre puissance (deux conventions spéciales (12 octobre et 15 novembre) réduisaient les droits sur les fils et tissus et sur la métallurgie (fers, fontes, aciers, tôles, outils et coutellerie).

(1) Le nom du libre échange n'était pas encore prononcé quoiqu'il s'agisse de l'abolition des prohibitions et de la diminution des taxes. En 1862 le gouvernement finit par adhérer ouvertement au principe de la liberté des échanges par deux discours officiels l'un de Rouher, prononcé à Poussy, l'autre du Prince Napoléon, à l'ouverture de l'Exposition internationale dont il était président.

Le 1^{er} octobre les produits anglais furent admis en France suivant le nouveau tarif. Pour éviter l'inondation de marchandises étrangères prédite par les protectionnistes le Gouvernement limita l'entrée à quelques ports et villes frontières ; les commerçants français, pour résister à la concurrence, diminuèrent le prix de leurs articles.

« Singulier contraste, écrivait à l'époque Louis Reybaud, dans la façon dont la révolution économique s'est opérée dans les deux pays ; En Angleterre elle naît dans le sein des populations, s'y affermit dans le début, brise les préjugés et les intérêts qui, s'opposaient à sa marche, mûrit avec les années se retrempe par les échecs et s'empare si bien de l'opinion publique qu'elle devient irrésistible. En France rien de pareil. Cette révolution éclate comme la foudre dans un ciel serein. Elle se cherche pour se rallier les convictions ; elle leur dicte sa loi. »

Lorsque le traité de 1860 eut été divulgué, les protectionnistes se lamentèrent. — Cependant malgré leurs prévisions, le traité eut des résultats heureux. En moins de 20 ans le commerce entre les deux pays s'éleva de 400 millions à 1.700 millions et tandis que les marchandises anglaises devaient au dire des protectionnistes inonder nos marchés, ce furent surtout les marchandises françaises qui inondèrent l'Angleterre ainsi que l'avait prédit Michel Chevalier.

Celui-ci pouvait s'enorgueillir d'avoir donné une orientation nouvelle à la politique commerciale de la France et d'être le père du nouveau droit commun de l'Europe (1).

(1) Le Traité de 1860 devait être suivi de beaucoup d'autres avec la Belgique (1861), le Zollvereins (1862), l'Italie (1869), la Suisse (1864) la Suède et la Norvège, les villes libres de Brême, Hambourg et Lubeck, les grands duchés de Mecklembourg. Schverin et Mecklembourg Stre-

CHAPITRE IX

MICHEL CHEVALIER MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

SES RAPPORTS AVEC LES SAINT-SIMONIENS.

MICHEL CHEVALIER, SÉNATEUR.

IL FAIT PARTIE DE LA COMMISSION CHARGÉE D'ORGANISER L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1855. — IL EST RAPPORTEUR DE LA SECTION FRANÇAISE A L'EXPOSITION DE LONDRES DE 1862. — IL ÉCRIT L'INTRODUCTION AUX RAPPORTS DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.

Le succès éclatant de la campagne pour le libre échange et la signature du traité de commerce de 1830 marquent l'apogée de Michel Chevalier. Celui-ci avait tracé dans son époque un sillon assez profond pour qu'il puisse être considéré définitivement comme un des économistes les plus puissants et les plus écoutés de son temps. Les salons se le disputaient. Il était un des plus brillants collaborateurs de la Revue des Deux Mondes et du Journal des Débats. Enfantin même avec qui il avait renoué d'amicales relations ne lui cachait pas son admiration « Courage Michel » écrivait le père « fais ce que dois, noblesse oblige, le Père a foi dans celui de ses fils qui fut l'aîné parmi ses frères et qui depuis plus de 3/4 de siècles marche sans lui et loin

litz, les Pays-Bas (1865), le Portugal, l'Autriche (1866), les Etats pontificaux (1867).

de lui, comme un homme isolé du foyer où il a puisé la force, la santé, la vie, courage mon vieux Berthier » (1).

En Février 1851, il avait été élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques et ne cessa d'y siéger avec assiduité. « Il était » écrit Jules Simon « un des plus assidus de l'Académie et un des plus disputeurs. Il ne laissait passer ni une injure de M. Cousin contre l'Economie politique, ni ce qui lui semblait hérétique dans les doctrines économiques de Wolowski (2).

Elu sénateur en 1860, il ne cessa de défendre la liberté des banques (3).

(1) Enfantin (œuvres). Chevalier devait se brouiller à nouveau avec Enfantin à propos de l'affaire de l'encyclopédie. — En 1860 le père qui avait renoué avec la plupart des anciens disciples avait eu l'idée d'élaborer la rédaction d'une encyclopédie et la création du crédit intellectuel. C'eût été là le testament spirituel d'Enfantin. L'idée de l'encyclopédie n'appartenait pas du reste à Enfantin seul. Le projet en avait été formé par Michel Chevalier et les frères Péreire. Enfantin voulut y joindre son projet de crédit intellectuel grâce auquel on commanditerait l'avenir intellectuel des jeunes gens pauvres. Quant à l'encyclopédie, elle devait être dans son esprit, une œuvre grandiose un atelier scientifique moderne.

(Enfantin-Correspondance.) — « Le Courrier de l'Industrie (11 et 16 mars) annonça à l'instigation de Chevalier et des Péreire qu'il n'y avait rien de commun entre le projet de crédit intellectuel et celui de l'Encyclopédie. Enfantin était d'après eux, complètement étranger à l'entreprise.

Arlès fut indigné de la conduite de Chevalier. Celui-ci se défendait en écrivant : « Il croit que quand il a une idée comme le crédit intellectuel nous sommes tous tenus de l'admirer et de la mettre à exécution et que, quand nous en avons une, elle est nécessairement émanée de lui. » (M. Chevalier à Arlès, 3 mars 1863. Archives Saint-Simoniennes.

(2) Jules Simon. Notices et portraits.

(3) M. Chevalier intervient fréquemment au Sénat et sur des Questions diverses : Discours dans la discussion du projet d'adresse (séance du 21 février 1862) ; Discours sur le senatus consulte relatif à l'Algérie (5 juillet 1865) ; Discours sur une pétition relative à l'octroi de Paris (12 juillet 1867) ; Discours sur une pétition relative à l'octroi de Paris (5

Partisan des grandes solennités industrielles il prit une grande part aux expositions universelles. C'est ainsi qu'il fut nommé Membre de la Commission chargée d'organiser l'exposition universelle de 1855.

En 1862, il fit partie en qualité de Président du Jury de la section française chargée de distribuer les récompenses à l'exposition universelle de Londres et écrivit l'introduction aux rapports des membres de la section française.

L'ouvrage reflète l'optimisme de l'homme arrivé mais on y retrouve un écho des anciennes revendications Saint-Simoniennes (1). Chevalier, encore une fois, expose ses idées sur l'importance du développement de la puissance

juillet 1865) ; Discours sur la discussion sur la loi militaire (28 janvier 1868) ; Discours sur une pétition réclamant contre la destruction du Palais de l'Exposition universelle de 1867 ; Discours sur une pétition relative au dessèchement de l'Etang de Capestang (Hérault) (18 février 1868) ; Discours sur des pétitions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur (22 mai 1868) ; Observations sur la loi relative aux douanes (3 juillet 1868) ; Observations sur les projets de loi relatifs aux chemins de fer (10 juillet 1868) ; Rapport fait sur le projet de la loi relatif à la compagnie des chemins de fer du midi (21 juillet 1868) ; Discours sur une pétition relative à l'enseignement de l'économie politique (9 mars 1869) ; Projet du Senatus consulte modifiant plusieurs articles de la constitution. (Séances des 21 et 28 janvier 1870) ; Rapports et discours sur les questions monétaires ; Discours contre le projet de loi relatif aux pêches maintenues (22 juillet 1870).

(1) Sainte Beuve (Nx Lundis, p. 145, Tome IV) écrivait à ce sujet : en lisant comme je viens de le faire l'introduction si remarquable que M. Michel Chevalier a faite en sa qualité de Président pour le rapport du jury français sur l'exposition de Londres en 1862, je suis frappé de la ressemblance et presque de l'identité des idées et du programme avec les anciens articles du «Globe» qui pouvaient sembler comme un feu d'artifice continu « c'est la même pensée, c'est la même devise, mais les moyens d'exécution sont autres et plus étudiés. — L'auteur s'est modifié et le public peut être encore plus. Ceux qu'on appelait utopistes sont devenus pratiques et on leur reconnaît généralement ce mérite.

productive. Il montre, ainsi qu'il l'avait déjà exposé dans son cours d'économie politique, qu'il existe un lien étroit entre la puissance productive d'une société et sa constitution politique et sociale. L'esclavage, déclare-t-il, apparaît dans les sociétés où la puissance productive est inexistante et disparaît quand celle-ci grandit. En effet, lorsque la puissance productive s'accroît, il est possible d'assigner à chaque individu une part suffisante de travail pour le soustraire au dénuement. De plus, cet accroissement de production profite au plus grand nombre, car il amène une diminution du prix des objets et par conséquent une augmentation du pouvoir d'achat des individus.

Ces considérations faites, Michel Chevalier fait ensuite un exposé du développement historique de la puissance productive depuis le moyen âge jusqu'à la Révolution Française ; puis il montre les progrès obtenus entre l'Exposition de 1862 et celle de 1855. Il note parmi les principaux : le perfectionnement de la machine à vapeur ; la généralisation des chemins de fer, les améliorations apportées aux machines hydrauliques, à la métallurgie, aux arts qui dérivent de la physique. Enfin il étudie les mesures législatives qui pourraient favoriser le développement de l'industrie nationale. — Celles-ci sont relatives (et Chevalier revient ici avec une nouvelle force, aux idées qu'il a émises un grand nombre de fois).

1° aux voies de communication ;

2° aux institutions de crédits ;

En ce qui concerne les chemins de fer, Michel Chevalier réclame la réforme du service des marchandises et une célérité plus grande dans le transport des personnes. Il préconise également l'abandon à l'industrie privée de l'ex-

exploitation des communications télégraphiques — afin de favoriser le développement des institutions de crédits il réclame le vote rapide de la loi sur les sociétés à responsabilité limitée.

Chevalier demande aussi la diffusion de l'Enseignement dans le peuple et l'introduction de l'enseignement technique dans les écoles primaires. Il réclame la création de chaires d'économie politique dans les facultés de droit afin que les étudiants qui en sortent se montrent vis à vis du commerce et de l'industrie animés du même libéralisme qui les anime en politique.

Quant à la liberté du travail, il déplore qu'elle ait reçu déjà certaines atteintes et il demande une révision générale de toutes nos lois les concernant.

En 1867 Chevalier fut nommé Membre de la Commission de l'Exposition Universelle de Paris. Il écrivit alors l'Introduction aux rapports du Jury international. Il y résume les idées du développement du bien être parmi les masses ou, comme il le disait, de l'accession de la seconde moitié du Tiers-Etat à la richesse multipliée, grâce au progrès industriel, au rapprochement pacifique des peuples opéré au moyen du perfectionnement des voies de communication et de la liberté du commerce.

Après avoir, dans cet ouvrage, montré le développement de la puissance productive des sociétés modernes. Chevalier étudie les perfectionnements apportés à l'industrie proprement dite. Cette étude commence par tout ce qui touche à la production du fer, à celle de la houille, du coton, de la laine, de la soie, du soufre, du pétrole, des mines métalliques. Il revient sur ses idées relatives aux voies de communications et aux machines. « La mécanique » dit-il

« a toujours pour effet, l'augmentation de la puissance productive de la Société ; la multiplication des produits par une même quantité de travail humain et les cas ne sont pas rares où l'accroissement se fasse dans des proportions colossales. »

Dans la seconde partie du livre, intitulé « Observations sur les principaux ressorts de la production » Chevalier revient plus directement à l'économie politique. Il montre comment la force productive des peuples repose sur le capital et la science et doit sa meilleure impulsion à la liberté du travail et dans celle-ci, Chevalier fait rentrer la liberté du commerce. Il retrace la réforme des tarifs anglais qui a donné à tous les peuples l'un des plus grands exemples de justice et d'habileté et que, peu à peu, dans le décisif contrôle de l'expérience, chaque peuple imite — Nos droits de douane déclare Chevalier sont souvent aggravés par nos impôts intérieurs surtout par nos octrois » ayons dit-il le moins de douanes possibles soit à l'intérieur soit à l'extérieur.

Le premier élément de la puissance productive est la science et Chevalier revient sur l'importance de l'instruction primaire, des écoles techniques, de l'instruction moyenne et supérieure.

Pour cela l'expérience est aussi décisive. La Suisse au milieu de ses montagnes, la Prusse en un sol ingrat seraient elles aussi prospères si elles n'avaient considéré l'instruction comme leur premier besoin ? n'est-ce pas la même pensée qui a porté les Etats-Unis à décréter presque partout la gratuité de l'enseignement populaire ?

A propos du Capital Chevalier rappelle les fausses notions répandues autrefois sur la richesse.

De même en effet que les classes supérieures se persuadent que les dépenses publiques ou privées sont préférables à l'épargne, de même les classes populaires, dont tout l'avenir cependant réside dans l'accroissement du capital en font un objet de récrimination.

Une fois de plus Chevalier déplore que les ouvriers se révoltent contre les capitaux et les détenteurs de capitaux, alors qu'en réalité ils n'ont pas d'aides plus sûrs. Partout où se rencontrent la liberté et le bien être, en Hollande, en Belgique, en France, en Suisse, aux Etats-Unis, en Allemagne et dans les Colonies anglaises, pays où l'assurance sociale est la plus répandue, le capital existe. La condition matérielle de l'égalité et de la liberté c'est la richesse dont l'assise la plus solide est le capital.

La dernière partie de l'introduction aux rapports du Jury international s'occupe d'abord de « quelques auxiliaires des progrès économiques de la société ». Ces auxiliaires sont principalement les voies de communication perfectionnées, une bonne organisation de crédits et une division de travail logiquement établie.

M. Chevalier, à l'égard des institutions de crédits, réclame une fois de plus la liberté des banques.

En ce qui concerne la division du travail, Chevalier en signale les heureuses conséquences sur l'extension de l'industrie, Manchester pour le coton, Reims pour la laine, lui fournissent des exemples.

L'Introduction aux rapports du Jury français « se termine par l'énumération des avantages qu'a reçus la liberté du travail et des acquisitions que la puissance productive de l'homme et de la société est en voie de réaliser par le

moyen des améliorations sociales et politiques accomplies dans les dernières années.

M. Chevalier traite également de la participation des ouvriers dans le bénéfice des entreprises, des sociétés coopératives, des banques populaires, des trades Unions. Il termine en réclamant la concorde intérieure et la paix entre les Etats. « Admirable gage de paix, l'exposition, proclame M. Chevalier, ne sera pas seulement comme un météore lumineux mais passager, sur un horizon destiné à s'obscurcir et à être déchiré par les orages. »

CHAPITRE X

M. CHEVALIER ET LES QUESTIONS MONÉTAIRES « LA MONNAIE ». SES IDÉES SUR LES MÉTAUX PRÉCIEUX. — SES CONTROVERSES AVEC LÉON FAUCHER ET WOLOWSKI. — LA QUESTION DES BANQUES.

En dehors de la liberté commerciale, des grands travaux publics et des questions ouvrières, d'autres sujets accaparèrent secondairement Michel Chevalier.

La question monétaire fut de ce nombre.

La monnaie avait été l'objet au Collège de France d'une série de leçons qui, remaniées, firent l'objet d'un traité intitulé « *La monnaie* » dont la 1^{re} édition parut en 1850 et la seconde en 1866.

L'ouvrage débute par l'historique du rôle de la monnaie depuis l'antiquité jusqu'au temps modernes. M. Chevalier indique quel a été le mouvement de la production des métaux précieux et appréhende une baisse continue de la valeur de l'or en face du nouvel afflux dû aux découvertes de gisements en Californie et en Australie. Le danger ne serait pas grand si tout en baissant en valeur, le rapport de l'or et de l'argent restait toujours le même. L'équilibre se rétablirait facilement. Malheureusement, alors que la production de l'or augmente sans cesse, celle de l'argent reste stationnaire. Il résulte de ceci que le rapport entre les deux métaux disparaît tous les jours et que l'argent sort de notre pays. Comment remédier à cette situation et pré-

venir les grosses difficultés qui en résultent ? La solution déclare M. Chevalier consisterait à ne conserver qu'un seul étalon monétaire — l'argent. — L'or redeviendrait une marchandise dont la valeur serait soumise aux lois de l'offre et de la demande.

Qu'est-ce que la monnaie ? Quelle est sa nature ? de quelle substance doit-elle être formée ? En résolvant dès les premiers chapitres de son livre ces questions, M. Chevalier établit que les métaux précieux sont ce qu'il y a de moins imparfait pour remplir dans les échanges la double fonction de mesure et d'équivalent. Mais, la substance étant déterminée, reste à savoir de quelle manière on doit fabriquer la monnaie, quelle liberté il faut laisser au monnayage et de combien de métaux il faut que le système monétaire d'un état se compose. A qui d'autre part, doit appartenir la fabrication des monnaies ? L'Etat les fera-t-il fabriquer par ses préposés ou se bornera-t-il à surveiller les opérations d'un entrepreneur ? La question reçoit des solutions différentes en France et en Angleterre. En France l'Etat se contente du rôle de surveillant. En Angleterre il est industriel. Dans l'esprit de Chevalier, le système français est le meilleur car, répète-t-il, ce qu'il y a de plus conforme à l'intérêt public, c'est ce qui s'approche le plus de la liberté.

En effet, déclare M. Chevalier, deux choses sont à considérer ici : la perfection de la fabrication monétaire ; les frais qu'elle entraîne ; une comparaison quasi officielle a été faite par les soins de l'Administration française entre la monnaie légale anglaise et la nôtre au point de vue du mérite d'exécution, ce qui comprend la gravure, l'exactitude du poids et du titre. Cette comparaison mettait en regard nos pièces de 5 francs et les souverains d'or, car les pièces d'or sont la monnaie légale en Angleterre, tandis que

chez nous l'argent est la principale monnaie. — Il fut reconnu (en 1838 et en 1839) que nos monnaies laissent à désirer plus que les monnaies anglaises. Mais à quelle cause fallait-il attribuer l'imperfection des nôtres ? Au manque de surveillance de l'Etat répond M. Chevalier. — Point n'est besoin ajoute-t-il de changer de système, de convertir l'entreprise des monnaies en régie.

Au contraire il importe beaucoup au point de vue de la modicité des frais de maintenir notre système actuel. Et cependant répondra-t-on cette modicité des frais ne peut pas être plus grande qu'en Angleterre où le monnayage est gratuit. En fait rien n'est plus onéreux que cette gratuité. Quand des particuliers ayant besoin de faire monnayer leurs lingots, sont affranchis de toute rétribution, c'est que l'Etat paye pour eux et dépense plus qu'ils n'auraient eux-mêmes dépensés. Il est vrai que l'Etat paye avec les deniers des contribuables ce qui revient à faire payer par tout le monde des services rendus seulement à quelques citoyens, de sorte que la cherté est accompagnée d'une injustice. Chevalier n'est donc pas partisan du système anglais non plus que d'ajouter une attribution de plus à celles dont l'Etat est déjà investi en France.

Après avoir étudié la fabrication, M. Chevalier aborde la question de la matière première dont est composée la monnaie. — D'où nous viennent les métaux précieux ? Comment procède-t-on à leur extraction ? A quelles variations, la production en est-elle sujette ? M. Chevalier répond à ces questions en citant les faits, en exposant les données de la science et en faisant part des observations recueillies par lui en Amérique et au Mexique.

Il ne manque pas de signaler l'abaissement de la valeur des métaux précieux et par suite, l'élévation des prix de toutes les autres marchandises qui se réalisa au XVI^e siècle. De 1570 jusqu'à 1620 le phénomène poursuit son cours. On voit diminuer progressivement la valeur des métaux précieux ou, en d'autres termes, s'accroître d'année en année la quantité de métal fin qui, dans un échange sert de mesure et d'équivalent à toute autre valeur. Puis ce demi siècle écoulé, le phénomène s'arrête. L'équilibre s'établit partout entre l'offre et la demande, la production et la consommation de l'or et de l'argent. Cet équilibre Chevalier l'explique par la diffusion de la civilisation, l'extension du commerce qui, à mesure que la production de ces deux métaux augmente, agrandissent l'espace sur lequel ils se répandent. Il l'explique aussi par l'inégalité du progrès dans la production. Tandis qu'en moyenne l'extraction de 1.550 à 1.600 était montée de 3 millions de piastres (16.000.000 de francs) à 11.000.000, pendant le siècle suivant la moyenne tout en continuant à s'élever n'excède pas 16.000.000 de piastres. Il sort de là que l'augmentation après avoir été de 267 pour 100 pendant une période n'était plus que de 45 pour 100 dans la suivante. Enfin, de 1700 à 1750 elle se réduit à 34 pour 100. Devenue ainsi plus lente il est facile à concevoir qu'elle se trouve absorbée, neutralisée par ce fait d'un débouché qui s'étend sans cesse.

Mais au milieu du XVIII^e siècle s'ouvre une phase nouvelle ! L'abaissement si longtemps entraîné, abaissé, refoulé, reprend sa marche et c'est avec une telle énergie que de 1750 à 1800 ou 1810, il y a tout lieu de croire que la valeur de l'argent par rapport au blé s'est réduite de moitié.

Le même changement s'est accompli pour l'or sur une échelle presque égale. (1)

A la fin de cette section de son livre les conclusions de M. Chevalier sont les suivantes :

1° En dépit de quelques apparences contraires, la valeur de l'or et de l'argent est à l'époque où Chevalier écrit la même qu'au commencement du XIX^e siècle.

2° Autant qu'il soit permis en pareille matière de po-

(1) « L'esquisse précédente » déclare M. Chevalier « nous conduit jusqu'au commencement du XIX^e siècle — à quelques années de là une crise violente qui ébranla le nouveau continent, exerça sur l'exploitation des mines une influence désastreuse.

La guerre civile qui éclata dans toutes les colonies continentales de l'Espagne, en Amérique, peu après l'invasion de la métropole par les armées de l'Empereur Napoléon, eut pour effet de paralyser l'industrie des mines. La production rétrograda immédiatement selon les localités de moitié, des deux tiers, des trois quarts. Quelques-unes des mines les plus importantes comme la Valenciana du district de Guanaxo furent complètement noyées. C'est ainsi, que le Mexique n'a rendu en moyenne de 1810 à 1825 que 68.000.000 environ (dont plus des neuf dixième en argent) au lieu de 120 à 130, mais ce chiffre est une moyenne au fort de la guerre civile par exemple la ville de Guanaxo était occupée par l'armée de Hidalgo, la production était bien moindre. Lorsque la paix eut été signée en Europe et que Ferdinand VII fut rentré en possession du trône d'Espagne, les troubles de l'Amérique ne furent amortis qu'un instant. Le cri de l'indépendance avait retenti des rives du Rio Bravo del Norte jusqu'à la Terre de feu, — l'indépendance devait être consommée. — La lutte recommença donc bientôt avec un nouvel acharnement jusqu'à ce que le drapeau de l'Espagne eut disparu du continent Américain. — Alors une espèce d'ordre revint dans les ci-devant colonies transformées en République et l'exploitation des mines fut reprise définitivement.

Les capitaux anglais vinrent y chercher de l'emploi sur une grande échelle mais avec peu de discernement. Cette restauration de l'industrie métallurgique du nouveau monde peut être rapportée à l'année 1825.

Depuis la production de l'Amérique s'est graduellement relevée. Elle n'a cependant jamais repris son ancien niveau quant à l'argent qui, en valeur, prime de beaucoup l'or dans l'extraction américaine.

(La monnaie, page 225.)

ser des chiffres, depuis l'exploitation des mines de l'Amérique jusqu'au XIX^e siècle, la valeur de l'or et de l'argent s'est réduite dans le rapport de 6 à 7. — M. Chevalier croit cependant à une baisse de l'or.

Il y a lieu à ce point de vue, déclare M. Chevalier de se préoccuper des découvertes des mines d'or d'abord en Sibérie puis de celles qui furent faites en Californie en 1848. De l'étendue de ces nouveaux gisements aurifères doit résulter une grande et universelle révolution dans la valeur de l'or.

Sous l'influence combinée des exploitations sibériennes et californiennes, la fin du XIX^e siècle, estime Chevalier, entre dans une phase analogue à celles où furent placés nos ancêtres il y a trois siècles. — avec cette différence saillante que la plus grande abondance de l'or paraissant devoir résulter, à l'époque où nous sommes de causes qui n'agissent pas en même temps sur l'argent, c'est seulement le rapport entre toutes les autres valeurs et l'or qui vraisemblablement changera, ce qui implique la perturbation du rapport actuel entre l'or et l'argent.

Chevalier insiste avec force sur les conséquences probables du phénomène qui paraît devoir se produire. Si les gouvernants n'avaient pas, il arriverait infailliblement que bien des fortunes, bien des existences seraient dérangées par l'abaissement de valeur de l'or. N'est-il pas évident que dans tous les pays où l'or fait partie des monnaies légales, les créances à long terme seraient frappées de dépréciation, si les débiteurs conservaient le droit qu'ils ont aujourd'hui de se libérer en cette monnaie ! La Hollande s'est empressée d'adopter des mesures. — Elle a destitué l'or immédiatement de sa fonction monétaire. — Peut-être

a-t-elle été un peu vite et un peu loin, mais elle n'en a pas moins donné un avertissement utile.

Jusqu'à ce que les gouvernements aient pris l'initiative, il est, dès à présent, sage aux particuliers, dans les transactions qui embrassent des intérêts futurs, d'introduire des stipulations relatives à l'éventualité d'une dépréciation de l'or.

Un surcroît d'abondance de ce métal, un surcroît d'abondance des métaux est-il un bien ou un mal pour la société ? M. Chevalier consacre à la question un chapitre, sous ce titre « *Des effets qu'il faudrait attendre d'un abaissement dans la valeur des métaux précieux ?* » Il y développe impartialement les avantages et les inconvénients. La diminution des frais de production des métaux précieux et l'abaissement de leur valeur serait un bienfait pour la civilisation, car elle permettrait de mettre à la portée du plus grand nombre de tous, autant que possible, des jouissances et des avantages autrefois réservés à une petite minorité. Cependant, la baisse des métaux précieux peut-être dommageable à des intérêts individuels ; elle peut même l'être à quelques intérêts collectifs de la société. D'un autre côté les avantages que procurerait la baisse de l'or ou de l'argent par rapport aux autres produits de l'industrie ou aux services que les hommes échangent, seraient incomparablement moindres que ceux qui ressortiraient, soit d'un procédé de culture en vertu duquel les frais de production seraient réduits de moitié, soit de la découverte d'une contrée qui aurait le même effet. Car tout l'accroissement de richesse que la société envisagée dans son ensemble retirerait de la baisse des métaux précieux, se réduirait à un surplus de facilité pour se procurer des ustens-

siles ou des ornements en or ou en argent ou recouverts de ces métaux. Ce serait une perte pour les thésauriseurs et surtout pour les créanciers qui attendent en remboursement une somme déterminée d'argent ou d'or. Les rentiers de l'Etat seraient atteints de même que les propriétaires fonciers ayant consenti de très longs baux et que les compagnies de travaux publics dont le profit se recueille sous la forme d'un péage fixé à l'avance.

Les transactions à courte échéance n'en seraient pas touchées à un degré notable parce que la baisse procéderait lentement. La lenteur même du mouvement descendant permettrait aux détenteurs de titres de rente de s'en défaire ; les compagnies à péages obtiendraient du gouvernement un relèvement des tarifs. Mais envers les rentiers l'Etat ne s'est engagé qu'à une chose ; il leur a promis de leur payer un poids déterminé d'or et d'argent et rien de plus. Que l'or ou l'argent eussent enchéri, il n'en eût pas moins été tenu de livrer les quantités portées sur ces titres de rentes ; l'or ou l'argent baissant au contraire, on ne peut, déclare M. Chevalier, le blâmer de profiter de la chance ; il est parfaitement dans son droit.

En suposant qu'une baisse extrême de l'or se produise en France où la monnaie est double, le gouvernement pourrait user de la faculté qu'il a de payer en or pour faire subir à la dette de l'Etat une diminution analogue, en ne payant plus les arrérages qu'en pièces de ce métal. Cependant la loi organique des monnaies a donné à l'argent le principal rôle, ce serait donc de la part de l'Etat un acte très rigoureux que d'user ainsi de la circonstance. Mais, si c'était l'argent qui baissât, les créanciers de l'Etat ne pourraient éviter d'en subir les effets, le droit de l'Etat envers

eux serait incontestable. Dans tous les cas, ajoute M. Chevalier, où il s'agit d'une somme à recevoir par l'un et à payer par l'autre, il semble que la société prise collectivement n'éprouve aucun dommage, car il n'y aurait qu'un déplacement des fortunes, ce qui du reste occasionnerait le dérangement d'une multitude d'existences ce qui en soit est toujours un malheur.

Il est néanmoins, une portion appréciable de la richesse des Etats envers laquelle cette sorte de compensation de l'appauvrissement de celui-ci par l'enrichissement de celui-là n'existerait pas. A l'égard de la monnaie elle-même, la dépréciation des métaux précieux serait une perte sèche pour la société. Une nation chez laquelle le service des échanges rend nécessaires deux ou trois milliards en espèce monnayées perdrait net sur ce chapitre, la moitié, le quart, les neuf dixièmes, si les métaux précieux étaient descendus dans cette proportion. Cette nation serait obligé d'acheter au dehors une quantité d'or ou d'argent correspondant à la perte subie par elle — autrement le mécanisme commercial demeurant le même, le service des échanges serait en souffrance, car où figuraient auparavant 1.000 grammes d'argent ou d'or, c'est 2.000 qui seraient requis désormais. En présence des variations qu'il y a lieu de prévoir désormais dans la valeur respective des deux métaux, Chevalier estime que les Etats où les deux métaux sont monnayés doivent les séparer complètement de sorte que l'unité monétaire en or, cesse d'avoir un rapport fixe avec l'unité monétaire en argent, ce qui n'empêcherait pas le législateur dans certains cas d'établir entre les deux métaux une proportion qui varierait sous toute garantie.

Pour les gouvernements, ce devrait être l'occasion de

s'accorder sur une monnaie d'or dont la composition fut absolument la même pour tous et qui ne différât d'un Etat à l'autre que par l'effigie. En France, en particulier, déclare M. Chevalier, « l'équité commande que, à partir de ce jour, personne, Etat ou particulier, ne puisse plus s'acquitter en or qu'en supportant une réduction de la valeur de ce métal, laquelle resterait à déterminer périodiquement chaque année par voie législative d'après le cours comparé des deux métaux précieux sur les principaux marchés du monde (1).

Les idées de M. Chevalier sur les questions monétaires n'étaient pas sans rencontrer de sérieuses résistances de la part de certains économistes de son temps.

C'est ainsi que ses opinions au sujet des conséquences probables de la baisse du prix de l'or, l'amènèrent à soutenir une polémique avec Léon Faucher. M. Chevalier soutenait que cette baisse appelait un prompt remède dans les Etats où l'or sert de monnaie, Léon Faucher au contraire considérait cette baisse comme un simple incident dont l'effet devait diminuer progressivement sans apporter à la circulation un trouble sérieux.

Une nouvelle polémique devait mettre M. Chevalier aux prises avec un de ses confrères de la société d'économie politique et de l'Institut « Louis Wolowski ».

Après avoir cru à la baisse de l'or relativement à l'argent et pris d'abord l'argent pour étalon, M. Chevalier sous la pression des faits, et tout en continuant de combattre le bimétallisme, revint à l'or qu'il préconisa comme étalon unique alors que Wolowski tenait pour le double étalon avec rapport fixe.

(1) La monnaie, édition 1850, p. 566.

M. Chevalier devait s'affronter sur un autre terrain avec Wolowski : celui de la liberté des banques.

Le traité de 1860 qui annexait la Savoie à la France déclarait en son article 4 que les individus et corps moraux existant en Savoie conservaient, en passant sous la domination française tous les droits consentis à eux par les lois Sardes. S'appuyant sur cet article la banque de Savoie soutint qu'elle avait le droit d'émettre des billets de banque dans toute la France. Le « crédit mobilier », désireux de conserver sa suprématie financière, obtint le concours de la banque de Savoie. Les Frères Péreire, Directeurs du crédit mobilier conclurent un traité avec elle dans le but d'exploiter le privilège que lui donnait la loi Sarde.. La banque de France, prévoyant le danger, obtint du Ministre des Finances M. Fould que le Gouvernement s'opposât à l'exécution du traité et consentit un sacrifice de 4 millions pour racheter les prétentions de la Banque de Savoie.

Cette décision souleva de nombreuses polémiques. Les Péreire nièrent que la Banque de France eut un monopole exclusif sur tout le territoire, D'un autre côté, d'Eichthal de Lavergne, Levasseur s'attachèrent à démontrer que le principe de l'unité d'émission s'accordait avec les lois économiques et que la marche suivie par la Banque d'émission était conforme à ces mêmes lois. La question se posa à la Société d'économie politique où les avis furent partagés (1). Alors que Wolowski se déclarait partisan d'une banque unique avec privilège d'émission, Michel Chevalier se fit le défenseur de la pluralité des banques. Il voyait dans cette

(1) Les polémiques sur le billet de banque de 1860 à 1866 par Pierre Jandeau. Thèse pour le doctorat 1903.

multiplicité un moyen de venir en aide à tous les producteurs, de façon que ceux-ci développent leur capacité au maximum. — « Vous, Wolowski » écrivait-il, « ne pouvez ce me semble contester que l'organisation des crédits qui vous séduit et que vous vous plaisez à soutenir du poids de vos écrits, celle qui consisterait en une banque unique, exerçant par monopole absolu, la faculté de l'émission n'ait le malheur d'être en opposition directe avec les deux principes fondamentaux de l'économie politique, la liberté du travail ou le libre exercice des professions et l'égalité industrielle, il est patent qu'elle les contrecarre, qu'elle les répudie ». (1)

Wolowski protesta d'ailleurs contre cette allégation, il ne voulait pas assurer à la Banque un monopole de crédit et il démontra que les opérations des banques subsistaient telles qu'elles étaient auparavant, qu'elles n'en étaient même que plus nécessaires par suite de l'augmentation de la production. Le billet de banque ne rentre pas dans ses opérations. Sa nature, son rôle et ses effets le mettent hors du commerce, aussi doit-il avoir un régime spécial. Les deux adversaires restaient sur leurs positions lorsque la Banque de France, en payant largement les crédits en contestations de l'institution annexée, mit fin à cette discussion. Au reste les résultats de l'enquête sur cette question, ordonnée par le Gouvernement en 1865 furent défavorables à l'idée d'une Banque d'Etat.

L'influence directe de Michel Chevalier sur les événements économiques cessa en 1870. Son dernier acte politique consista à voter seul, au Sénat ; contre la Guerre de

(1) M. Chevalier. *Journal des Economistes*, année 1864, t. XLI, p. 491.

1870. A partir de cette date il se voua exclusivement au Collège de France et à l'Institut.

Il s'intéressa néanmoins à des entreprises privées. C'est ainsi qu'il obtint du Gouvernement de Nicaragua et de Costa-Rica la concession d'un canal à travers leur territoire mais ce projet ne put aboutir.

Il fut plus heureux pour le chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre. Il réussit en 1875 à former une société d'études dont faisaient partie, entre autres, la maison de Rostchild frères et la Compagnie des chemins de fer du Nord. Cette société dont il fut l'initiateur et qu'il présida jusqu'à sa mort, obtint du Gouvernement la concession du tunnel et se mit à l'œuvre. Les événements d'Orient, en même temps que les préoccupations qu'ils entraînèrent en Angleterre, retardèrent l'entreprise. M. Chevalier en avait du moins, démontré la possibilité et réuni les moyens d'exécution.

Les événements de 1870 rendirent M. Chevalier à la vie privée. Cependant il avait repris, à 60 ans son cours au Collège de France et il ne l'abandonna qu'en 1878 pour en laisser la suppléance à son gendre Paul Leroy Beaulieu qui lui succéda à sa mort. En 1875 il revint en Angleterre, ce lui fut l'occasion d'un voyage triomphal.

Les Anglais n'oubliaient pas le rôle qu'il avait joué auprès de Cobden en faveur du rapprochement commercial des deux peuples. La mort surprit Michel Chevalier, le 28 novembre 1879, à l'âge de 73 ans, dans son château de Montplaisir dans l'Hérault, alors, qu'il s'occupait de la Société du tunnel sous-marin entre la France et l'Angleterre, dont il était président.

CONCLUSION

Mettant son imagination au service de la Science, M. Chevalier représente bien les tendances qui se combattaient au sein de la Société française d'alors : L'Esprit, les qualités morales y dominaient. Chevalier, par son style fait sa part à ce besoin ; Il montre d'un autre côté, que les intérêts matériels peuvent être une des plus solides bases de la prééminence pacifique, c'est là sa pensée fondamentale : Toute son œuvre repose sur cette idée qu'il faut organiser le nouvel ordre social sur les bases indiquées par les progrès de la civilisation. Les deux fondements sur lesquels puisse reposer celle-ci sont la paix et le travail. — La paix gage de l'Association Européenne, le travail, source de moralité et de liberté. Celle-ci du reste, ne consiste pas pour M. Chevalier à braver le Pouvoir ou à réduire ses attributions^o : elle réside dans le libre développement des facultés humaines. Le régime le plus libéral est celui où pour tous les citoyens elles se développent et s'exercent le mieux. Cette liberté, telle qu'il convient de l'acquérir sera l'œuvre de l'accroissement de la production, laquelle entraînera l'affranchissement pour les classes populaires des misères morales et physiques qui pèsent sur elles. Ainsi sera réalisée l'égalité non par le nivellement mais par l'élévation de l'inférieur au supérieur.

Par là M. Chevalier a pris parmi les économistes de son temps une position exceptionnelle qui est comme un trait d'union entre les esprits chercheurs de solutions nou-

velles dont il comprend toutes les audaces et ces réalistes de la science traditionnelle dont il à le positivisme pratique.

« Si on lisait aujourd'hui les articles du *Globe* après sa transformation et tels que M. Chevalier les rédigea presque seul pendant plus d'un an (1830-1832), » écrivait Sainte Beuve (1) on serait frappé de tout ce qu'il contient de vues grandioses qui se sont réalisées depuis ces trente dernières années et dans cette sorte de prédication et de prophétie positiviste à laquelle il vaquait chaque matin, non pas sans inspirateur, mais sans collaborateur et d'une verve incessante, la partie dès aujourd'hui conquise, paraît considérable. »

Ce jugement de Sainte Beuve peut être étendu à l'œuvre entière de M. Chevalier. Ses vues en matière de Travaux Publics ont été adoptées et en partie exécutées ; on a compris la nécessité des banques de crédits ; de grandes sociétés se sont fondées contribuant au développement économique de notre pays, des écoles professionnelles ont été créées ; le plan d'assainissement de Paris a été en partie réalisée par Haussmann sous le II^e empire. On a saisi la place importante qui doit être celle de l'Industrie dans la société universelle. L'amour du peuple sans la haine des classes aisées et la collaboration de tous au travail attrayant est l'objectif de nombreux économistes.

Par ses dons à la fois de réalisateur et de prophète, M. Chevalier nous apparaît comme un des maîtres les plus brillants de son temps et comme ayant sa place marquée au premier rang des économistes du XIX^e siècle.

(1) Sainte Beuve. *Nouveaux Lundis*, T. IV, p. 145.

Vu :

Vu :

Le Président de la thèse :

Le Doyen :

AUG. DESCHAMPS.

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

Sébastien CHARLÉTY. — *Histoire du Saint-Simonisme.* — Paris Hachette 1876.

Georges WEILL. — *L'Ecole Saint-Simonienne, son histoire son influence jusqu'à nos jours.* — Paris Alcan 1896.

A TOUS. — « Tirage à part du dernier numéro du Globe (20 avril 1832), par le PÈRE, Michel Chevalier, Barrault Duveyrier.

Système de la Méditerranée. — 4 articles extraits du Globe, des 20 et 31 janvier, 5 et 12 février 1832. Paris. — Au bureau du Globe, in-8°, 1832.

Politique Industrielle. — Recueil d'articles, extraits du Globe, des 8, 21, 30 mars. — 2, 9, 11, 13, 16, 20 avril 1832 par M. Chevalier et S. Flachet. — Paris, 6, rue Monsigny, 1832 in-8°.

Politique Européenne (Globe 17 déc. 1830 au 10 novembre 1831. — Brochure de 127 pages, décembre 1831, au Bureau du Globe 1832.

Saint-Simon et Enfantin. — *Œuvres.* — Paris 1877-1878. Publiés par les membres du Conseil institué par Enfantin pour l'exécution de ses dernières volontés.

PINET. — *L'Ecole Polytechnique et les Polytechniciens,* P. 1887, in-8°

- Jules SIMON. — *Notices et Portraits*. — Paris 1892 in/8.
- Alp. COURTOIS Fils. — *Notice sur la vie et les travaux de Michel Chevalier, Extrait du Journal des Economistes*. — (n° du 15 mars 1889) Paris 1889 in/8.
- Samuel NICARD DES RIEUX. — *Michel Chevalier Saint-Simonien*. Thèse de Doctorat. Limoges. Imp. du Courrier du Centre 1912 in-8°.
- BASTIAT. — *Cobden et la Ligue*. — (œuvres complètes de Frédéric Bastiat) Paris Guillaumin 1854-1855, 6 vol. in-8°.
- DUPUIT. — *La liberté Commerciale, son principe et ses conséquences*. — Paris Guillaumin 1861 in/8.
- SAINTE-BEUVE. — *Nouveaux Lundis* (Tome IV) Paris 1864 1870.
- ENFANTIN. — *Correspondance philosophique et religieuse*. Lacrampe, Paris 1847.
- ENFANTIN. — *Cour d'assises (paroles du Père)* Paris Johanneau 1833 in/8.
- FOURNIER. — *Bibliographie Saint-Simonienne*. — Paris Johanneau 1833.
- WALLOIS. — *Les Saint-Simoniens et les chemins de fer*. Paris, Rousseau, 1908 in-8°.
- BIARD. — *Biographie Véridique de M. Michel Chevalier suivi d'un examen de ses principes en industrie par Gustave Biard*. — Paris imprimerie de Guiraudel de Jouaust 1842 in/32.
- Compte rendu des Séances de l'Académie des Sciences*

morales et politiques. — Volume 133, année 1890.

CERNUSCHI. — *M. Michel Chevalier et le bimétallisme.* — Paris Guillaumin 1876 in/8 (articles publiés dans le *Siècle*, avril et mai 1876.)

Hyp. CARNOT. — *Sur le Saint-Simonisme, lecture faite à l'académie des Sciences morales et politiques par M. Carnot.* — Paris, Picard, in/8, 1887.

M. CHEVALIER. — *Lettres sur l'Amérique du Nord.* Paris. Gosselin, 1836, in-8°.

M. CHEVALIER. — *Les intérêts matériels en France.* Paris. Gosselin, 1838, in-8°.

M. CHEVALIER. — *Cours d'économie politique.* Paris. Capelle, 1855-66.

M. CHEVALIER. — *Lettre à M. le Comte Molé.* Paris. Gosselin 1841.

M. CHEVALIER. — *Lettres sur l'inauguration des chemins de fer de Strasbourg à Bâle.* Paris. Gosselin 1841, in-8°.

M. CHEVALIER. — *L'Isthme de Panama.* Paris. Gosselin, 1844, in-8°.

M. CHEVALIER. — *La question des Travailleurs.* Paris Guillaumin, 1848, in-8°.

M. CHEVALIER. — *L'organisation du Travail,* Paris. Capelle, 1848, in-8°.

M. CHEVALIER. — *L'Examen du Système Commercial.* Paris. Guillaumin 1852.

M. CHEVALIER. — *Introduction au rapport des membres de*

la section française du Jury français de l'Exposition de Londres de 1862. Paris. N. Chaix, 1862-64, in-8°.

M. CHEVALIER. *Introduction aux rapports du Jury international de l'Exposition Universelle de 1867.* Paris. Imp. de P. Dupont, 1868 in-8°.

M. CHEVALIER. — *La Monnaie.* Paris. Imp. de P. A. Bourdier, 1860.

JOURNAUX ET REVUES

LE GLOBE. — (19 et 24 février ; 26, 28, 29, 31 mars ; 4, 10, 14, 20 avril 1832).

LE GLOBE. — *Sujet de méditation pour les peuples.* — 10 décembre 1831.

LE GLOBE. — *Capitaux nécessaires, nouvel emploi de l'amortissement.* — 30 mars 1832.

Collection du GLOBE du 4 novembre 1830 au 20 avril 1832.

JOURNAL DES DÉBATS. — 6 janvier 1838 (Position de Michel Chevalier à l'égard de l'école).

REVUE DES DEUX MONDES. — 15 mars, 1^{er} avril 1850, 15 décembre 1864.

L'OPINION NATIONALE. — 11, 18, 24, 26, mars 1863.

JOURNAL DES ECONOMISTES. — années 1840 à 1889.

L'ORGANISATEUR. — 11 septembre 1830, 25 septembre 1830. *Sujet de méditation pour les peuples.* — (Globe, 10 décembre 1831).

Capitaux nécessaires. — Nouvel emploi de l'amortissement. (Globe 30 mars 1832).

La guerre et l'Industrie, Grands Travaux à établir. — (Globe 8 mars 1832).

Comment il serait possible d'améliorer prodigieusement le sort des nations. — (Globe 12 février 1832).

Nécessité de formules politiques. — *La Nôtre.* — (Globe 21 mars 1832).

Nos chances. — *Les Trois Ducs.* — (Globe 21 mars 1832).

Le Choléra Morbus. — (Globe 9 avril 1832).

Fin du Choléra par un coup d'Etat. (Globe 11 avril 1832).

Organisation industrielle de l'Armée. — (Globe 8 mars 1832).

CORRESPONDANCE

Archives Saint-Simoniennes. — Bibliothèque de l'Arsenal
Voir en particulier :

Lettres inédites de Michel Chevalier à Mlle Saint-Hilaire
(plus tard Mme Mathieu, pendant sa prison
et son voyage en Amérique).

lettres du 12 et 24 février 1832, 26 janvier et
3 septembre 1834, 21 février 1835).

Michel Chevalier à Arlès. — 28 août 1833, 30 septembre
1835, 3 mars 1863.

Michel Chevalier à Ollivier. — (11 juin 1833).

Le Père à Aglaé. — 13 janvier 1838.

Barrault à Michel. — 10 janvier 1838.

Aglaé au Père. — 11 janvier 1838.

Le Père à Michel. — 4 mars 1858.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Le Saint-Simonien

Chapitre premier. — Les premières années. — L'Ecole Polytechnique. — Premier contact avec les Saint-Simoniens. — Estime d'Enfantin pour M. Chevalier. — Rôle de M. Chevalier pendant la révolution de juillet. — Ses défauts dans le journalisme. — « La Marseillaise »...	5
---	---

Chapitre II. — « Le Globe » fondation du journal. — Enfantin rappelle M. Chevalier. — Programme du journal. — Attaques contre « Le Globe ». — Campagnes « du Globe ». — Le « Système de la Méditerranée ». Politique « Industrielle » « Politique de l'Association » « Campagnes pour les Travaux Publics » « Plan d'Assainissement de Paris » Politique Européenne. — Système Financier. — Fin du « Globe ».....	21
--	----

Chapitre III. — Le Schisme Saint-Simonien. — Rôle de M. Chevalier. — Il suit Enfantin à Ménilmontant. — Le procès. — Rupture avec les Saint-Simoniens.....	33
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Le Réalisateur

Chapitre IV. — M. Chevalier voyageur. — Il est chargé d'une mission aux Etats-Unis pour y étudier les voies de communication. — Les « lettres sur l'Amérique du Nord ». — Voyage en Angleterre. — « Les intérêts matériels en France ». — Attitude de M. Chevalier vis-à-vis des Saint-Simoniens.....	47
Chapitre V. — Les honneurs. — M. Chevalier est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire. — M. Chevalier Membre du Conseil supérieur du Commerce. — M. Chevalier professeur au Collège de France. — Sa première leçon lui attire le mécontentement d'Enfantin. — Ses idées sur la production. — Il réclame l'intervention du pouvoir dans les Travaux publics. — Attaques contre M. Chevalier.....	71
Chapitre VI. — Lettre à M. De Molé sur les fortifications de Paris. — Les chemins de fer. — L'Isthme de Suez.....	96
Chapitre VII. — M. Chevalier, Député. — Le « Libre Echange ». — « La Question des Travailleurs. » — « L'Organisation du Travail ».....	107

Chapitre VIII. — L'Empire. — M. Chevalier est nommé Conseiller d'Etat en service ordinaire. — Suite de la Campagne en faveur du Libre Echange. — « L'Examen du système Commercial ». Le traité de Commerce de 1860.....	120
Chapitre IX. — M. Chevalier, membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques. — Ses rapports avec Infantin. — M. Chevalier, Sénateur. — Il fait partie de la Commission chargée d'organiser l'expension universelle de 1855. — Il est rapporteur de la Société Française à l'Exposition de Londres de 1862. — L'« Introduction aux rapports de l'Exposition universelle de 1867 »	140
Chapitre X. — M. Chevalier et les questions monétaires. « La Monnaie ». Ses idées sur les métaux précieux. — Ses controverses avec Léon Faucher et Wolowski. — La question des Banques. — Ses dernières années.....	148
Conclusion.....	161
Bibliographie.....	164

Imp. LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge, PARIS
Ateliers à TROYES (Aube)

LIBRAIRIE PICART
59, Boulevard Saint-Michel
PARIS

